

Pandemie De La Covid-19: Impact des mesures de restriction En Afrique de L'ouest



Remerciement

Le présent rapport est le fruit d'une étroite collaboration entre la Commission de la CEDEAO, le Programme Alimentaire Mondial et la Commission Economique des Nations pour l'Afrique à travers son Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest.

Il a été élaboré sous le leadership du Commissaire en charge des politiques économiques et de la recherche de la CEDEAO, Dr. Kofi Konadu Apraku, le Directeur régional du PAM, Monsieur Chris Nikoi et la Directrice du Bureau Sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest, Madame Ngone Diop. Le rapport a été rédigé sous la supervision et la coordination technique de Dr. Simeon Koffi (CEDEAO), Dr. Issa Sanogo (CERFAM), Ollo Sib (PAM) et Dr. Amadou Diouf (CEA). Il a bénéficié des éminentes contributions de Alain Sy Traore (CEDEAO), Marie Ndiaye (PAM), Atsuvi Gamli (PAM), Mariam Katile (PAM), Abdoulaye Ndiaye (PAM), Katrina Frappier (PAM), Dr. Babou Sogue (CEDEAO) et Dr. Silvère Y.Konon (CEA).

Le volet relatif aux enquêtes en ligne du rapport a été mis en œuvre sous la coordination technique du PAM, et soutenu par les équipes des Bureaux pays du PAM ainsi que les partenaires de la CEDEAO et de la CEA.

Il convient également de remercier Para Hunzai pour l'appui logistique dans l'édition, la traduction et l'impression du rapport.

Pour plus d'informations, contactez:

Dr. Simeon Koffi, Chef de Division, Recherche et Développement,
Commission de la CEDEAO (kkoffi@ecowas.int)

Dr. Issa Sanogo, Directeur CERFAM (issa.sanogo@wfp.org)

Ollo Sib, Conseiller régional Senior, Research Assessment and Monitoring,
PAM (rbd.vam@wfp.org)

Dr. Amadou Diouf, CEA/BSR-AO (diouf19@un.org)

Table des matières

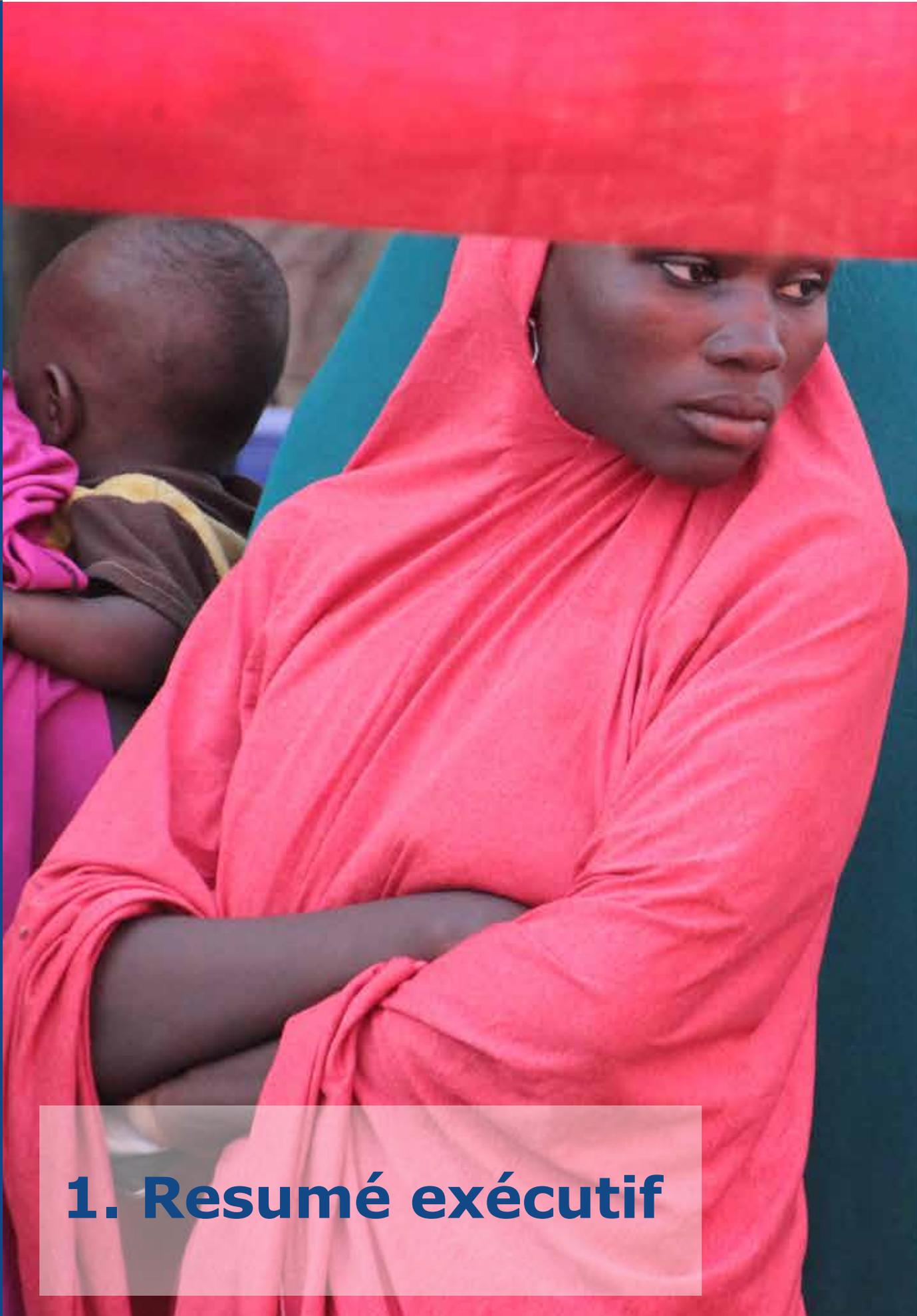
	Page
1. Résumé exécutif	1
2. Introduction	6
3. Situation de la pandémie et mesures générales de riposte	9
Situation épidémiologique	10
Réponses nationales et régionales	12
4. Crise dans un contexte de vulnérabilité et de fragilité socioéconomique	14
Facteurs de vulnérabilités économiques	15
Espace fiscal limité	15
Faible diversification des produits d'exportation et des partenaires extérieurs.	18
Une importante économie informelle face aux mesures restrictives.	20
Faible développement humain et défi de la protection sociale	21
Faible niveau de l'investissement dans l'agriculture	23
Faible rendement de la production agricole et insécurité alimentaire	24
Défi de la bonne gouvernance et de la sécurité	30
5. Impact socio-économique global de la pandémie	32
Impact économique	33
Croissance économique en berne	33
Inflation en hausse	35
Déficit budgétaire en hausse	35
Dette publique en hausse	36
Échanges extérieurs en baisse	36
Un compte courant en dégradation, avec une baisse des échanges extérieurs	36
Transferts de fonds des migrants	39
Impact sur le développement social	39
Impact sur l'éducation	39
Impact sur la santé	40
Autres effets sociaux (libre circulation, genre, travail informel)	41
6. Les ménages ouest africains face au COVID-19 : des évidences à travers une enquête en ligne	42
Analyse multidimensionnelle	43
Les mesures qui ont le plus d'impact sur les moyens d'existence	43
Accès aux marchés fortement contrarié	44
Disponibilité des produits alimentaires et non alimentaires	44
Hausse des prix et perte des revenus et du pouvoir d'achat	45
Forte perturbation des sources de revenus, notamment du secteur informel et des femmes	45
Baisse des stocks de nourriture	46
Inquiétudes accrues des ménages face à la crainte de manquer de nourriture, y compris les ménages dirigés par des femmes.	46
Les stratégies d'adaptation des ménages face au risque de manque de nourriture	47
Conséquences du prolongement des mesures restrictives	48
Risques de tensions sociales	49
Attentes des populations en matière d'assistance	50

Analyse	50
Impact de la COVID 19 : Une évaluation par une analyse de données multiples)	51
Impact socioéconomique des mesures de mitigation: classification et Caractérisation des pays	57
Disponibilité relativement limitée de produits frais	59
Disponibilité acceptable des produits alimentaires de base	60
7. Conclusion et recommandations	62
Une situation macroéconomique défavorable.	63
Une forte répercussion sur les ménages.	63
La COVID-19, Une réalité peut être minimisée	64
Actions de politique à mettre en œuvre.	65
Annexes	67
Annexe 1: Approches méthodologiques : exploitation de données d'enquête	68
Annexe 2: Tableaux de résultats	70
Annexe 3: Méthodologie Analyse Multivariee	71
Annexe 4: Principales sources de revenus des ménages selon le sexe du chef de ménage et le milieu de résidence	75
Annexe 5: catégories socioéconomiques affectées.	76
Annexe 6: Quelques stratégies adoptées, mesures politiques prises et soutiens	77

Figures and Tables

Figure 1: Total de tests Covid-19 pour 1,000 habitants, 6 Août 2020	11
Figure 2: Recettes fiscales/Recette totales, moyenne 2015-2019	16
Figure 3: Recettes fiscales en proportion du PIB, moyenne 2015-2019	16
Figure 4: Part moyenne des deux principales composantes des recettes fiscales entre 2015 et 2019	16
Figure 5: Part moyenne des dons dans les recettes publiques totales entre 2015 et 2019	16
Figure 6: Proportion des principales exportations de la CEDEAO en 2019 (%)	18
Figure 7: Proportion des principales Importations de la CEDEAO en 2019 (%)	18
Figure 8: Part de l'emploi vulnérable dans l'emploi total en 2019	20
Figure 9: Indicateur de mesure du contrôle de la corruption dans les pays de la CEDEAO en 2018	31
Figure 10: Indicateur de mesure de la stabilité politique et de l'absence de Violence/Terrorisme en 2018	31
Figure 11: Croissance de la CEDEAO au 1er trimestre 2020 (%)	33
Figure 12: Croissance des principaux secteurs au 1er trimestre 2020 (%)	33
Figure 13: Croissance de la valeur ajoutée activités extractives, manufactures et construction	34
Figure 14: Croissance de la valeur ajoutée du Commerce et Transport	34
Figure 15: Croissance économique des Etats membres, 2019-2020 (%)	34
Figure 16: Indice des prix des produits exportés et importés (variation mensuelle en %)	37
Figure 17: Prix du pétrole	37
Figure 18: Prix de produits alimentaires	37
Figure 19: Prix de l'or	37
Figure 20: Prix du coton et caoutchouc	37
Figure 21: Prix de produits alimentaires (variation mensuelle en %)	38
Figure 22: Commerce extérieur de la CEDEAO (variation trimestrielle en %)	38
Figure 23: Dépenses courantes de santé des pays de la CEDEAO en proportion du PIB en 2017	40
Figure 24: Ratio du nombre de médecins pour 1000 habitants dans les pays de la CEDEAO	40
Figure 25: Impact des mesures restrictives sur les moyens d'existence des ménages	43
Figure 26: Difficultés d'accès au marché en zone rurale	44
Figure 27: Difficultés d'accès au marché en zone rurale	44
Figure 28: Principales raisons d'inaccessibilité aux marchés en milieu urbain et rural	44
Figure 29: Perception de l'impact du COVID-19 sur les sources de revenus des ménages	45
Figure 30: Perception de l'impact du COVID-19 sur les sources de revenus des ménages selon les groupes de moyens d'existence	45
Figure 31: Changement des revenus selon les principales sources	46
Figure 32: Ménage s'est-il inquiété de ne pas avoir assez de nourriture à manger	47
Figure 33: Stratégies d'adaptation adoptées dans la dernière semaine par sexe et statut du chef de ménage	48

Figure 34: Se déplacer régulièrement au delà de sa ville pour travailler	48
Figure 35: Modification des déplacements pour le travail ou autres raisons dû au COVID-19	49
Figure 36: Perception des tensions et violence	50
Figure 37: Représentation du nuage des modalités actives et illustrative dans le plan factoriel (1; 2)	52
Figure 38: Représentation du nuage des modalités actives et illustratives dans le plan factoriel (1;3)	52
Figure 39: Représentation du nuage des modalités actives et illustratives dans le plan factoriel (1;2)	53
Figure 40: Impact de la COVID-19 sur les prix selon les classes	54
Figure 41: Difficultés de mener ses activités selon les classes de pays	54
Figure 42: Impact des mesures sur les sources de revenu	55
Figure 43: Risques de Tension	56
Figure 44: Regroupement des pays en fonction des variables qui les discriminent	58
Figure 45: Disponibilité des produits alimentaires de base	60
Figure 46: Situation alimentaires des ménages	61
Table 1. Estimation du nombre de cas potentiels pour un groupe de pays, sur la base du taux de test de l'Afrique du Sud, du taux de positivité moyen par pays entre Juin et Juillet 2020	11
Table 2: Principaux clients de la CEDEAO	19
Table 3: Principaux fournisseurs de la CEDEAO en 2019	19
Table 4: Indicateurs de développement Humain et ses composantes pour les pays de la CEDEAO en 2019	22
Table 5: Proportion des personnes à la retraite bénéficiant d'une pension dans les pays de la CEDEAO	22
Table 6: Part de l'agriculture dans les dépenses publiques totales	23
Table 7: La productivité de la terre en valeur \$USD/ha à moyen et long terme et performance mondiale des pays de l'espace CEDEAO dans le temps	25
Table 8: La productivité du travail en valeur \$USD/personne âgée de plus de 15 ans à moyen et long terme et performance mondiale des pays de l'espace CEDEAO dans le temps	26
Table 9: La productivité globale des facteurs à moyen et long terme et performance mondiale des pays de l'espace CEDEAO dans le temps	27
Table 10: Croissance moyenne annuelle en % des Indicateurs de productivité de l'agriculture ouest africaine sur la période 1961-2016	28
Table 11: Croissance moyenne annuelle en % des Indicateurs de productivité de l'agriculture ouest africaine sur la période 2010-2016	29
Table 12: Liste des pays fragiles ou touchés par les conflits et la violence en Afrique de l'Ouest en 2020	31
Table 13: Disponibilité des produits alimentaires et non alimentaires	44
Table 14: Classification des pays	53
Table 15: Résumé des critères de validité de l'analyse	57
Table 16: Classification des pays en fonction des variables importantes	59



1. Résumé exécutif

Le présent document analyse l'impact de la COVID-19 dans la zone CEDEAO. Il est articulé autour d'une revue de la situation épidémiologique et des réponses des pays de la CEDEAO, ainsi que d'une analyse de l'impact socio-économique des mesures de restriction.

La situation épidémiologique de la pandémie du coronavirus fait apparaître à la date du 3 août 2020 un niveau de cas diagnostiqués positifs de 131 680.^[1] Ce nombre représente 13,6% des cas du continent, soit un niveau d'incidence relativement faible pour une zone qui abrite 30% de la population africaine.^[2] La CEDEAO affiche, à la date du 6 Août 2020, un taux de létalité relativement bas, soit 1,5% contre 2,1% et 3,8% pour le reste de l'Afrique et le monde respectivement. La région enregistre, à l'instar du continent, un taux de guérison relativement favorable, évalué respectivement à 69% et 65%. A partir de données observées entre le 3 et le 5 août 2020 dans certains Etats de la CEDEAO, il ressort que le nombre de tests effectués reste relativement faible, comparé à des pays comme le Maroc et l'Afrique du Sud. Le taux de personnes testées (pour 1000 habitants) varie en moyenne de 1,3 à 13,4 dans la région alors qu'il est de 29,6 en Afrique du Sud.

Sans préjudice des efforts accomplis par les Etats de la CEDEAO, l'amélioration des capacités de test, ne serait-ce qu'au niveau enregistré par l'Afrique du Sud entre juin et juillet 2020, et en tenant compte des taux de positivité moyens dans la région au cours de la même période, le nombre de cas positifs effectifs est estimé à 1,3 millions, soit près de douze (12) fois le nombre officiellement déclarés. En conséquence, la mise en œuvre de mesures de déconfinement et de quasi-retour à la vie normale devrait tenir compte à la fois de l'évolution du nombre de cas positifs recensés mais également de la capacité des Etats à faire une évaluation effective du risque sanitaire à travers la réalisation d'un nombre important de tests.

Outre ces exigences, les décisions des Autorités publiques obéissent à la nécessité de faire face aux conséquences économiques et sociales de la pandémie. En effet, le rythme de propagation de l'infection et les mesures de restriction prises, mettent à rude épreuve le système économique et social des Etats de la CEDEAO. Plusieurs facteurs de vulnérabilité et de fragilité socioéconomique auxquels ils sont confrontés pourraient exacerber les effets de la crise sanitaire. La région est caractérisée notamment par : (i) des économies peu diversifiées tournées vers les exportations de produits primaires ; (ii) un espace fiscal limité ; et (iii) un important secteur informel.

Les perspectives de croissance de la région sont beaucoup moins favorables au cours du deuxième et du troisième trimestre 2020, devant conduire à une croissance annuelle négative. En effet, selon les prévisions, la CEDEAO devrait rentrer en récession en 2020, avec une contraction de 3,6% de l'économie régionale. Ce résultat d'ensemble est conforme à la croissance négative anticipée au Nigeria (5,4%) et au Cabo Verde (5,5%), en Guinée Bissau (1,6%) et en Sierra Leone (2,3%).

[1]https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200803-covid-19-sitrep-196-cleared.pdf?sfvrsn=8a8a3ca4_4

[2]UN Population Division Database, 2020

Au Libéria, la récession économique débutée en 2019 (2,3%) devrait s'accroître en 2020 (2,6%). Les autres pays de la région ne devraient pas rentrer en récession en 2020. Mais il est prévu des divergences de leur rythme de croissance et un ralentissement économique d'au moins 3½ points de pourcentage dans la région.

La situation de crise pourrait induire une plus grande **instabilité des prix à la consommation** en 2020. Mais de façon générale, il est anticipé en moyenne une légère détente de la hausse des prix à la consommation en raison de la baisse de la demande et de la chute brutale des cours du pétrole, dont l'effet conjugué devrait plus que compenser la hausse du prix de certains produits particuliers provoquée par les ruptures d'approvisionnement liées aux mesures de restriction.

La crise de la COVID-19 entraînerait un important **creusement du déficit public** dans les Etats membres de la CEDEAO. Le déficit budgétaire de l'ensemble de la CEDEAO devrait ressortir à 6,4% en 2020 après une hausse de 4,7% en 2019 et de 2,9% en 2018. Cette forte détérioration du déficit budgétaire de la région en 2020 est le reflet d'une aggravation généralisée dans l'ensemble des pays.

La récession économique et les réponses rapides des gouvernements à la crise sanitaire de la COVID-19 auraient des conséquences plus ou moins importantes sur l'évolution de la dette publique par rapport au PIB. Les prévisions suggèrent en moyenne une **hausse de la dette publique de la CEDEAO** en proportion du PIB qui ressortirait à 41% en 2020 et 42% en 2021, contre 35% en 2019. Cependant, la situation de la dette publique demeure globalement peu préoccupante.

La région est fortement affectée par la **contraction du commerce mondial**, entraînant une forte chute des prix de plusieurs produits d'exportation comme le pétrole, les minerais et certains produits agricoles. En 2020, bien qu'encore sujette à de fortes incertitudes, les prévisions tablent sur un déficit du compte courant pour l'ensemble de la CEDEAO en forte dégradation qui devrait s'établir à 4,3% alors qu'il était de 2% en 2019.

Une baisse, parfois importante, des prix des matières premières exportées par la CEDEAO est observée du fait de la contraction de la demande mondiale. L'indice des prix des produits de base exportés a accusé un repli de -11,4% en mars 2020. Les baisses des prix concernent à la fois les produits énergétiques (-36,1%) dont un effondrement de -39,8% du prix du pétrole et les produits non énergétiques (-7,2%).

Le fait de dépendre fortement de quelques produits pour les exportations ou d'un nombre réduit de clients (dont l'Inde, l'Union Européenne les Etats Unis et l'Afrique du Sud, durement affectés par la pandémie) amplifie les répercussions de la crise sur l'économie régionale.

Les travailleurs migrants sont particulièrement exposés aux pertes de revenus, car ils travaillent dans les secteurs les plus affectés par les

mesures restrictives, notamment la restauration, l'hôtellerie, la vente au détail et en gros, le tourisme ou encore les transports et la construction. Se fondant sur un recul estimé à 23,1% en Afrique Subsaharienne, l'envoi de fonds de la CEDEAO pourrait chuter à 25,9 milliards de dollar en 2020, son niveau le plus bas depuis dix ans.

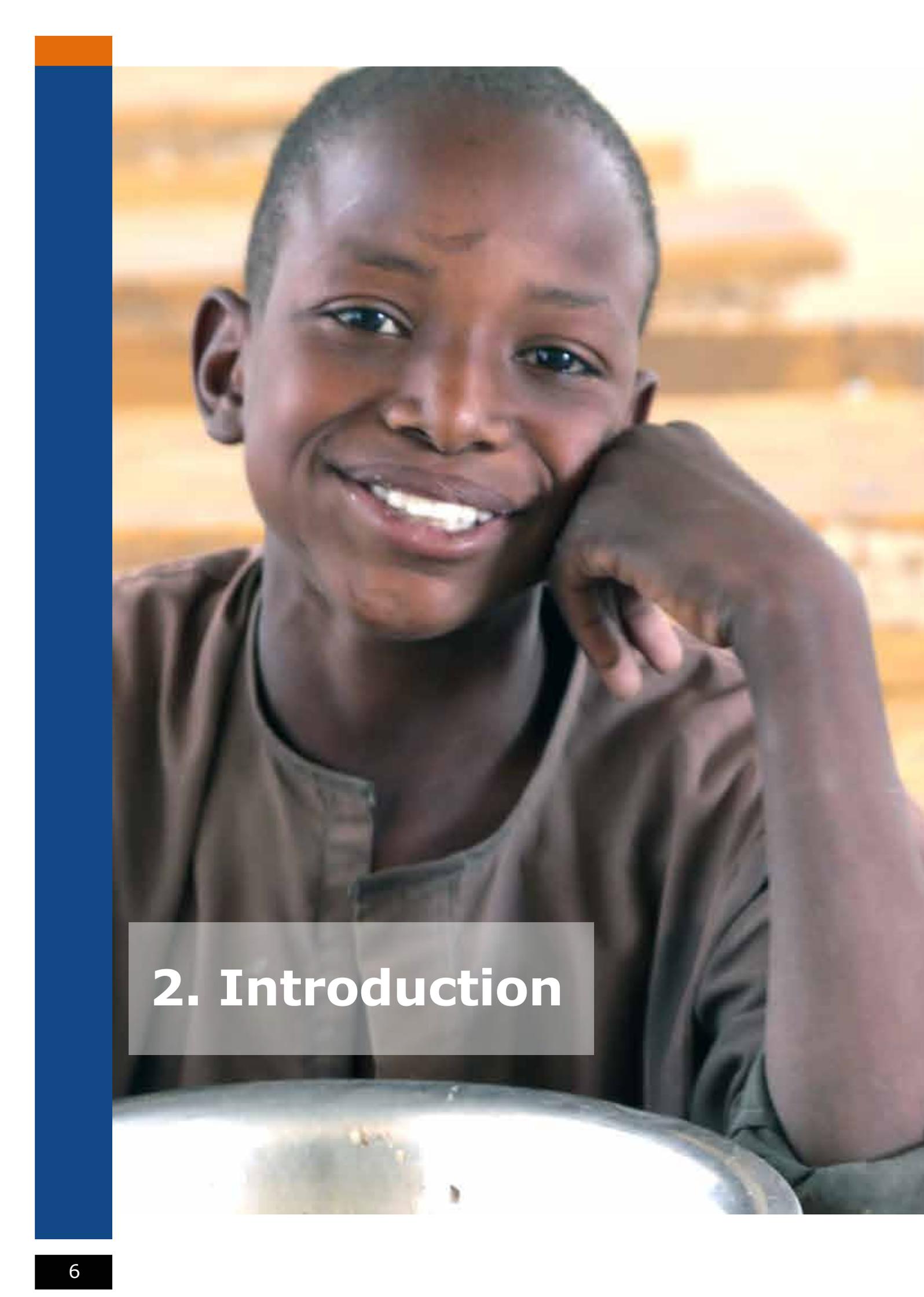
Par ailleurs, l'enquête réalisée auprès des ménages confirme l'impact négatif de la pandémie et des mesures restrictives sur la situation socio-économie globale et le bien-être des populations. En particulier, les mesures de fermeture des lieux de travail, des écoles, des marchés et les restrictions de mouvements internes ont le plus affectés les ménages. Quatre groupes de pays se dégagent clairement en lien avec ces mesures restrictives.

- Le premier groupe composé du Togo, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Liberia, du Nigeria et de la Sierra Leone, enregistre une hausse des prix, la baisse des stocks de marchandises par rapport à l'année passée, des difficultés à mener les activités du fait des mesures de restriction des événements publics et de la fermeture des écoles, toutes choses qui favorisent des tensions sociaux et une augmentation du taux de criminalité.
- Le deuxième groupe, composé du Benin, du Burkina Faso, du Ghana, du Niger et du Sénégal, a été impacté par les fermetures des marchés locaux, la restriction des mouvements transfrontaliers et internes, ayant tout de même contribué à générer de nouvelles opportunités d'emploi.
- Le troisième groupe de pays est formé par le Cabo Verde où la COVID-19 n'a pas eu d'impact significatif sur les stocks alimentaires et sur les prix, et ce, grâce à la campagne d'information publique et des investissements sanitaires mise en place.
- Enfin la Côte d'Ivoire qui compose le dernier groupe où les bidonvilles et établissements informels subissent un impact sévère sur les revenus et une perte d'emploi a cause de la fermeture des lieux de travail. Cette situation est similaire pour l'ensemble des bidonvilles et établissements informels de la sous-region.

De ce qui suit, les recommandations ci-dessous peuvent être formulées:

- a. Il est crucial de renforcer systématiquement la coordination et la concertation entre les différents États dans une optique d'harmonisation et de cohérence des politiques et des mesures mises en œuvre dans le cadre des dispositions communautaires en vigueur dans la région.
- b. Les Gouvernements sont appelés à promouvoir davantage la libre circulation en allégeant les mesures restrictives (barrières tarifaires et non tarifaires) qui entravent la circulation des biens, des personnes, des capitaux et des services y compris l'assouplissement des mesures de transhumance tout en renforçant l'application des mesures et les dispositifs sanitaires.

- c.** Les Gouvernements sont encouragés à soutenir les politiques et les investissements en faveur de la production et la transformation locale en lien avec les politiques et les stratégies adoptées au niveau continental et régional et à tirer profit de l'innovation et des technologies pour moderniser le secteur agricole, les chaînes d'approvisionnement et diversifier l'économie en général.
- d.** Les gouvernements et les acteurs économiques sont encouragés à investir dans l'innovation en tirant profit des nouvelles technologies de l'information pour améliorer les tentatives de télé-enseignement pour en faire un outil d'enseignement pour parer à pareille situation dans le futur.
- e.** Il est important de travailler avec les États et l'ensemble des partenaires techniques et financiers afin de prioriser les produits alimentaires et des intrants agricoles dans le traitement des marchandises aux ports et assurer l'accès des producteurs agricoles aux intrants agricoles à temps en prévision de la prochaine campagne agricole.
- f.** Il est important pour les États et le secteur privé d'investir, par le biais de la recherche & développement (R&D) dans les chaîne d'approvisionnement et la transformation locale de certains produits alimentaires et pharmaceutiques afin de réduire la chaîne d'approvisionnement et les risques de ruptures en cas de prolongement des mesures restrictives.
- g.** Il est nécessaire de renforcer le plaidoyer, le dialogue politique et la mobilisation de ressources adéquates en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition en lien avec les interventions de moyen et long terme notamment en matière de protection sociale, filets sociaux, réserves stratégiques, banques alimentaires, etc.
- h.** Les gouvernements et les partenaires doivent impérativement travaillé en étroite collaboration pour mettre en place des corridors humanitaires, comprendre l'impact socio-économique de la COVID-19 sur les ménages vulnérables et promouvoir des chaînes d'approvisionnement optimales et inclusives pour faciliter l'accès des producteurs agricoles aux marchés tout en assurant la libre circulation des biens, des personnes et du personnel humanitaire.
- i.** Il est urgent de forger/renforcer des partenariats à plusieurs niveaux pour orienter et accompagner les décideurs dans la mise en œuvre d'interventions fondées sur des données factuelles et des évidences.

A young boy with a joyful expression is the central focus of the image. He is resting his chin on his right hand, looking directly at the camera. In front of him is a large, shiny metal bowl. The background is a warm, blurred outdoor setting. The page features a blue vertical bar on the left and a white text box containing the section title.

2. Introduction

Le choc négatif de cette pandémie sur la croissance économique mondiale dépasse en intensité celle de la crise économique de 2008-2009,^[3] et est quasi-comparable pour certaines économies avancées à la grande crise de 1929. Aux conséquences sanitaires immédiates à travers les pertes en vies humaines, le choc psychologique de l'infection/exposition, se sont ajoutées les mesures sans précédent de restriction des mouvements de personnes aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des pays, combinées à des ruptures dans l'offre de production et le commerce mondial, et en corolaire des chocs sur la demande. Ces effets ont négativement impacté les revenus des entreprises, et ont considérablement restreint l'espace fiscal des Etats. L'impact social serait directement perceptible sur les revenus des ménages, avec près de 170 pays qui verront leur revenu par tête diminuer selon le FMI en 2020.^[3]

En Afrique, la croissance moyenne du PIB de l'Afrique pour 2020 diminuerait de 1,4% point de pourcentage, passant de 3,2% à 1,8%. Dans le pire des cas, la contraction du PIB pourrait atteindre 2,6% selon la CEA. Également, les mesures de confinement partielles ou totales coûteraient mensuellement au continent 2,5% de son PIB annuel selon les estimations de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

La zone CEDEAO n'a pas été épargnée par la pandémie, aussi bien dans son incidence sanitaire immédiate que dans ses impacts sur le développement durable. Après l'apparition des premiers cas de la COVID-19 dans la plupart des pays en mars 2020, son incidence s'est fortement accélérée, avec un nombre déclaré de cas évalué à la date du 6 Août 2020 à 136 784.^[5]

La propagation relativement rapide de la COVID-19 qui n'épargne aucun Etat membre a eu des effets négatifs sur toutes les sphères du développement durable. Le taux de croissance économique a été révisé à une moyenne de -1,4% contre une prévision initiale de 3,4%.^[6] La chute de l'activité économique se traduit par la baisse des revenus des ménages, accentuant l'incidence de la pauvreté, qui touche plus de 50% des ménages à l'échelle régionale. Le Nigeria, avec une population estimée à deux cents millions (200 millions) d'habitants, soit la moitié de la population de la région CEDEAO, devrait enregistrer une baisse du revenu par habitant de 0,8%.^[7] Ces tendances défavorables affecteront également le secteur de l'éducation. En mai 2020, les enfants et les jeunes d'Afrique de l'Ouest avaient déjà perdu en moyenne 8 semaines de scolarité et près de deux millions (2 000 000) d'entre eux étaient hors de l'école en raison des mesures de fermeture liées à la COVID 19.

Face à ces conséquences qui risquent d'affecter durablement les progrès vers le développement durable et l'intégration régionale, les Etats et la Commission de la CEDEAO ont pris des mesures pour atténuer l'impact de la COVID-19 et anticiper sur l'impératif de relance économique.

[3] <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020>

[4] <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/04/07/sp040920-SMs2020-Curtain-Raiser>

[5] https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200803-covid-19-sit-rep-196-cleared.pdf?sfvrsn=8a8a3ca4_4

[6] IMF- Regional economic outlook – Sub-Saharan Africa "COVID-19: An Unprecedented Threat to Development", April 2020

A l'échelle sous-régionale, l'Institution Spécialisée de la CEDEAO en matière de santé, l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), a anticipé une réponse coordonnée et mis en œuvre un plan d'appui pour renforcer les capacités de diagnostic et de prise en charge, ainsi que de protection des personnels de santé.

De façon plus décisive, des réunions ministérielles techniques spécialisées (Agriculture et Alimentation, Transport, Libre Circulation, Commerce, etc.) se sont tenues dès le début de la pandémie comme témoins d'une réponse politique forte ayant conduit à la tenue d'une réunion virtuelle des Chefs d'Etats et de Gouvernement, le 23 avril 2020, sur la lutte contre la pandémie, en vue d'amorcer une réponse collective et de désigner un champion pour en assurer l'effectivité.

Les Etats membres ont "demandé qu'il y ait une coordination forte. Et pour cela, ils ont proposé qu'il y ait un champion qui soit le leader pour la coordination de la lutte contre le coronavirus dans notre région. Ça a été à l'unanimité le président Buhari".

- Jean-Claude Kassi Brou, Président de la Commission de la CEDEAO

Le présent document analyse l'impact de la COVID-19 dans la zone CEDEAO. Il est articulé autour d'une revue de la situation épidémiologique et des réponses des pays et de la CEDEAO, ainsi que d'une analyse de l'impact socio-économique.

L'analyse d'impact sera développée à la fois au niveau macroéconomique et microéconomique. A cet égard, l'accent sera mis sur les répercussions au niveau des agrégats macroéconomiques et indicateurs de développement social. Par la suite, l'étude présentera une analyse basée sur une enquête auprès des ménages en vue d'évaluer de façon directe l'impact de la COVID-19 sur les populations, en se focalisant notamment sur des volets essentiels relatifs à la sécurité alimentaire, l'accès au travail, à des filets de protection et au revenu ainsi qu'à la préservation des droits essentiels.

Cette approche basée essentiellement sur des données primaires permettra d'identifier les perceptions et attentes des populations, pour adapter la réponse et entrevoir les actions à court et moyen termes en vue de mieux construire la CEDEAO dans l'ère future post-COVID-19.

[7] <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty>



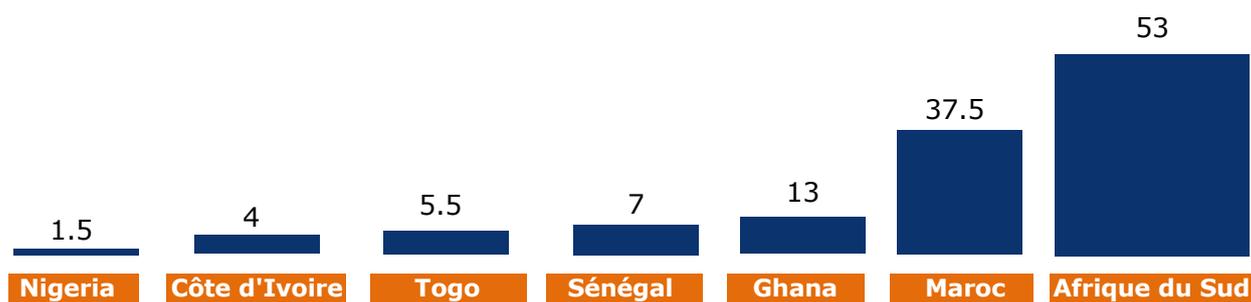
3. Situation de la pandémie et mesures générales de riposte

Défi de la faiblesse des tests COVID-19: Une réalité minimisée ?

A l'instar de plusieurs pays du monde, l'un des défis majeurs de la riposte à la COVID-19 réside dans la faiblesse des tests réalisés. Cette situation est de nature à minimiser les cas positifs de la COVID-19 avec pour corolaire des risques plus élevés de contamination et de propagation.

Une analyse des niveaux relatifs de test pour 1000 habitants sur des données observées, entre le 3 et le 5 août 2020, dans un groupe de pays de la CEDEAO, comparé à deux pays africains pairs (Maroc et Afrique du Sud) fait ressortir de faibles taux variant de 1,3 à 13,4 pour mille.

Figure 1: Total de tests COVID-19 pour 1,000 habitants, 6 Août 2020



Source : Auteur, basé sur les données de UN-OCHA Services
<https://data.humdata.org/dataset/total-covid-19-tests-performed-by-country/>.

Un alignement des capacités de test sur le niveau moyen de l'Afrique du Sud entre juin et juillet 2020 (29,6 pour mille habitants), tenant compte des taux de positivité moyens des pays considérés sur la même période, ferait ressortir pour les cinq pays considérés qui concentrent environ 82% des cas de la CEDEAO un nombre de cas potentiels estimé à 1,3 millions, soit près de douze (12) fois le nombre de cas actuels. En conséquence, la mise en œuvre de mesures de déconfinement et de quasi-retour à la vie normale devrait tenir compte à la fois de l'évolution du nombre de cas positifs recensés mais également du nombre de tests réalisés.

Table 1. Estimation du nombre de cas potentiels pour un groupe de pays, sur la base du taux de test de l'Afrique du Sud, du taux de positivité moyen par pays entre Juin et Juillet 2020

Pays	Nombre de cas recensés au 06 Août 2020	Taux de tests pour 1000 hbts	Population, Estimation 2020	Nombre de Tests potentiels (29,3*Pop estimée/1000)	Nombre de cas potentiels (Nombre de test potentiels *Taux positivité moyen (Juin-Juillet))
Groupe de pays (Nigéria, Ghana, Côte d'Ivoire, Sénégal et Togo)	111,853 (82% cas CEDEAO)	29,6 Référence Afrique du Sud (Juin-Juillet 2020)	288,613,474	8,532,583	1,355,590
Total CEDEAO: 136,784					

Source : Calculs de l'Auteur, basés sur les données de OOAS et de UN OCHA Services
<https://data.humdata.org/dataset/total-covid-19-tests-performed-by-country/>.

Réponses nationales et régionales

La survenance de la COVID-19 a mis à l'épreuve les politiques publiques et régionales dans leurs capacités à riposter à une urgence sanitaire couplée à une crise économique et sociale. A cet égard, des mesures de réponse immédiates ont été prises pour renforcer les capacités de diagnostic, de traitement et d'information. Ces mesures ont été élargies par la suite à des actions contre les facteurs éventuels de propagation de la maladie ainsi que de soutien à la résilience économique et sociale.

Les réponses des pays de la CEDEAO peuvent être regroupées en quatre principaux piliers, articulés autour d'une riposte sanitaire, des mesures de confinement totales ou partielles, de résilience économique et sociale et de relance ainsi que de renforcement de la coopération régionale et internationale (voir annexe 6 pour plus de détails).

A l'échelle communautaire, des actions politiques ont été mises en œuvre pour renforcer la coordination des réponses et appuyer les pays dans leurs réponses. La réponse sanitaire à la COVID-19, au niveau régional, est coordonnée par l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS). Une réunion d'urgence des ministres ouest-africains de la santé a été organisée à Bamako, au Mali, le 14 février 2020, qui a convenu de :

- Renforcer la coordination, la communication et la collaboration entre les États membres en matière de préparation à la pandémie COVID-19, en particulier la collaboration et la surveillance transfrontalières aux points d'entrée (aériens, terrestres et maritimes);
- Renforcer la communication sur l'épidémie ;
- Renforcer les capacités nationales essentielles au diagnostic et élaborer un plan stratégique de préparation régionale, accompagné d'une prévision des dépenses, en fonction des priorités des États membres; et
- Promouvoir les efforts nationaux multisectoriels à partir d'une approche sanitaire unique pour réduire l'impact de la maladie ; mettre en œuvre des mesures pour assurer la disponibilité des fournitures médicales essentielles, y compris les équipements de laboratoire, et renforcer la protection personnelle dans la sous-région.

De façon plus décisive, des réunions ministérielles techniques spécialisées (Agriculture et Alimentation, Transport, Libre Circulation, Commerce, etc.) se sont tenues dès le début de la pandémie comme témoins d'une réponse politique forte ayant conduit à la tenue d'une réunion virtuelle des Chefs d'Etats et de Gouvernement, le 23 avril 2020.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont engagés à renforcer la coordination des efforts engagés en Afrique de l'Ouest pour la lutte contre la pandémie à COVID-19 lors du sommet. Par ailleurs pour assurer la stabilisation et la relance économique, il a été décidé, entre autres, de :

- Faciliter et de maintenir la libre circulation des denrées alimentaires dans les Etats et entre Etats de la Communauté tout en respectant les mesures sanitaires ;
- Lancer un appel à la Communauté internationale pour la mobilisation de ressources additionnelles au profit de la Région pour faire face aux défis économiques et sociaux auxquels sont confrontés les Etats ;
- Soutenir l'initiative de l'Union africaine de négociation avec les partenaires pour une annulation de la dette publique et une restructuration de la dette privée des pays Africains ;
- Dotation de 8 millions de dollars à l'OOAS et mobilisation avec l'Allemagne d'un fonds de stabilisation avec actuellement 40 millions de dollars US;
- Encouragement des Etats à renforcer la Recherche & Développement dans l'industrie pharmaceutique et de mutualiser, dans la mesure du possible, leurs achats d'équipements et de médicaments pour lutter contre la COVID-19 et de mettre en place un programme de soutien au secteur de la fabrication d'équipements pharmaceutiques et de protection sanitaire, dont la production couvre à peine 20% de la région;
- Mobiliser les dispositifs communautaires (Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire, Fonds d'Urgence Humanitaires) pour secourir les personnes vulnérables.

Une autre rencontre ministérielle a été organisée en juin 2020 par l'OOAS, avec pour objectif de soutenir les efforts **S.E. Muhammadu Buhari**, président de la République fédérale du Nigéria, qui est le champion désigné pour la réponse de la CEDEAO à la COVID-19, faire le point sur la situation épidémiologique, le renforcement de la riposte sanitaire, les approches d'interventions, les plans de relance post-crise notamment pour promouvoir une plus grande résilience des systèmes de santé.

La CEDEAO s'est également investie à travers des rencontres notamment en juin 2020, à adopter et mettre en œuvre des réponses coordonnées à la réouverture des frontières et à la facilitation des affaires. Elle poursuit également des appuis directs aux Etats dans leur riposte contre la COVID-19 à l'instar des dons de matériels et d'équipement à tous les Etats Membres de la CEDEAO et la remise de graines de céréales aux pays doublement impactés par les effets du terrorisme, des changements climatiques et de la COVID-19 (Mali, Burkina, Niger et Nord du Nigéria).

4. Crise dans un contexte de vulnérabilité et de fragilité socioéconomique



Facteurs de vulnérabilités économiques

Le choc majeur que constitue la COVID-19 affecte tous les Etats. Mais, son ampleur est assez hétérogène car dépendant de la capacité des pays à faire face à ses conséquences. Au regard du rythme de propagation de l'infection et des mesures de restriction prises, la COVID-19 met à rude épreuve le système économique et social des Etats. Le cas des pays de la région est assez révélateur, tant plusieurs facteurs de vulnérabilité et de fragilité socioéconomique auxquels ils sont confrontés pourraient exacerber les effets de la crise sanitaire. L'on met ici l'accent sur trois de ces facteurs : (i) des économies peu diversifiées tournées vers les exportations de produits primaires ; (ii) un espace fiscal limité ; (iii) un important secteur informel.

Espace fiscal limité

Les conséquences financières de la COVID-19 sont considérables. L'efficacité des mesures de riposte dépend donc de la capacité des Etats à mobiliser des ressources financières adéquates, surtout intérieures, pour faire face à l'urgence sanitaire, l'altération des moyens de subsistance des populations les plus vulnérables, la forte dépression de certains secteurs d'activité, notamment les PME/PMI et la relance de l'activité économique en générale.

Face à toutes ces exigences, en particulier les dépenses sociales urgentes, les recettes des gouvernements, déjà énormément amputées depuis la crise, apparaissent très dérisoires. Le choc majeur qui affecte les économies du monde met en lumière des facteurs de vulnérabilité potentielle des finances publiques des Etats de la CEDEAO.

Bien qu'en constante augmentation, les recettes publiques totales (dons y compris) en proportion du PIB dans l'espace CEDEAO demeure relativement faible. Ce ratio moyen pour les quinze Etats membres se situe à 8,7% entre 2015 et 2019, variant de 4,9% au Nigéria à 28,6% au Cabo Verde. Représentant en moyenne près de 60% des recettes publiques totales de la région, avec une part atteignant 80% en Côte d'Ivoire et au Sénégal, la mobilisation des recettes fiscales détermine de façon prépondérante la santé financière des gouvernements (figure 3). Par conséquent, l'analyse des principales composantes du compte public des Etats de la région met en évidence trois défis structurels.

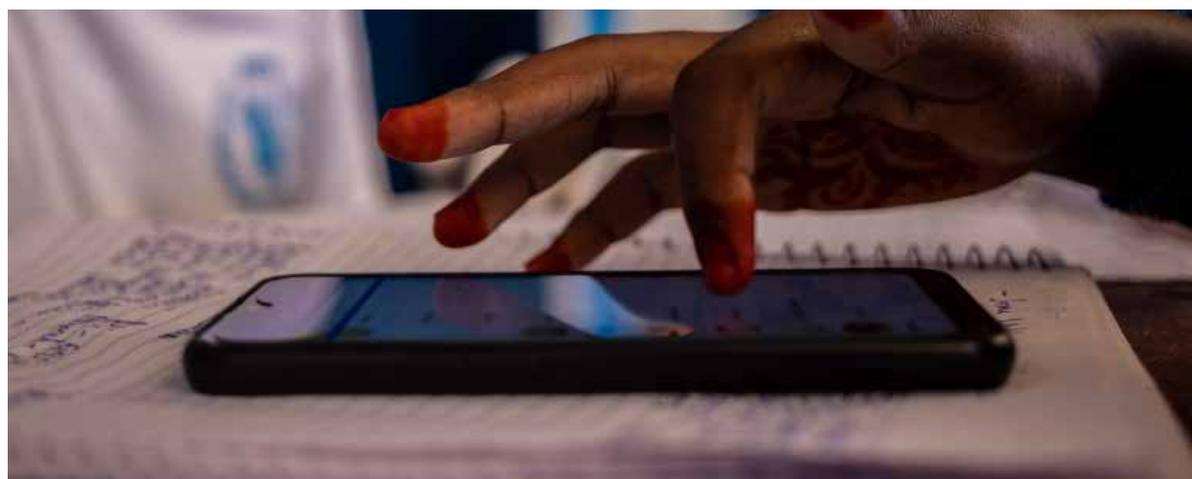


Figure 2 : Recettes fiscales/Recette totales, moyenne 2015-2019 (en pourcentage)

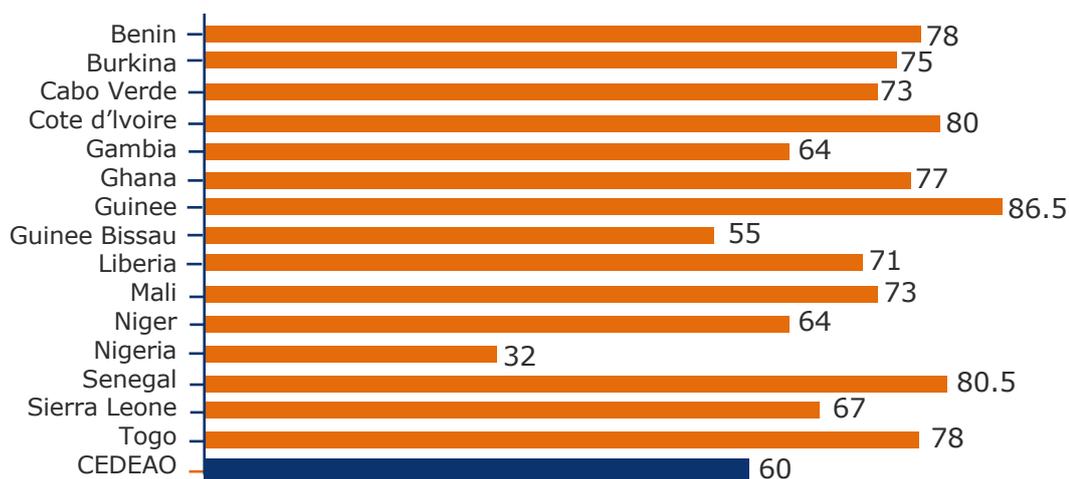


Figure 3: Recettes fiscales en proportion du PIB, moyenne 2015-2019 (en pourcentage)

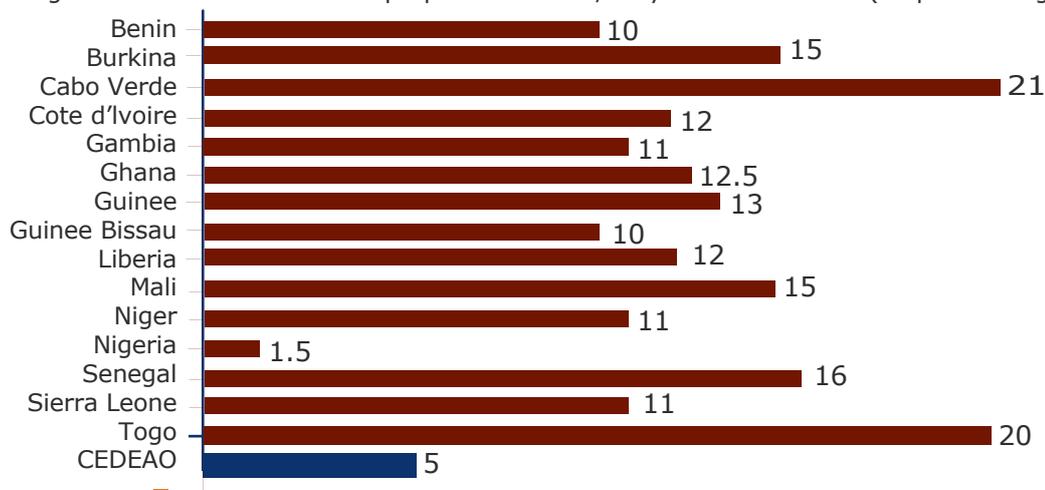


Figure 4 : Part moyenne des deux principales composantes des recettes fiscales entre 2015 et 2019 (en pourcentage)

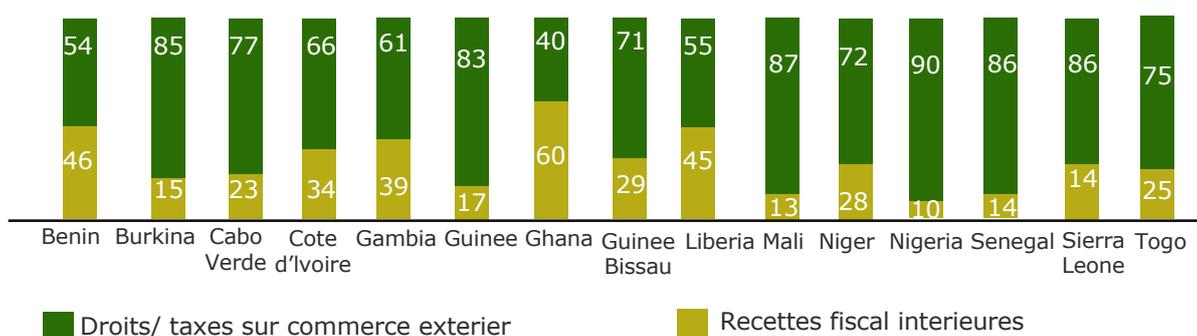
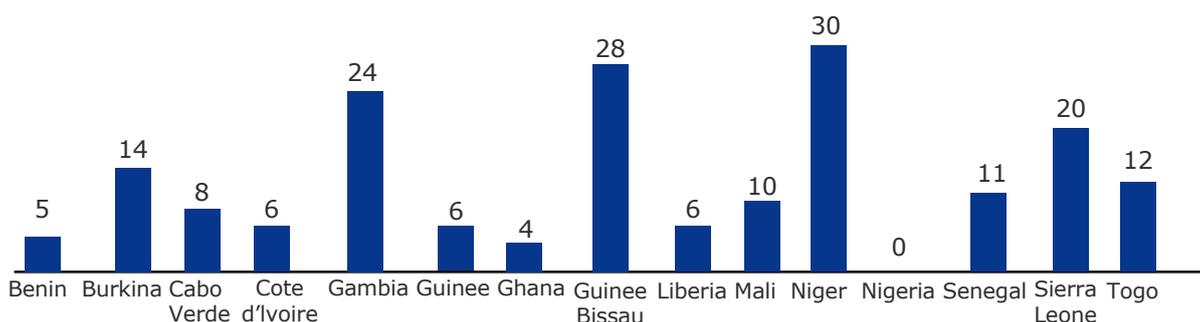


Figure 5 : Part moyenne des dons dans les recettes publiques totales entre 2015 et 2019 (en pourcentage)



Source, Figure 2 and 3 (Commission de la CEDEAO).

Le premier défi concerne l'étroitesse de l'espace fiscal ouest africain comparé à d'autres régions du monde. Le ratio des recettes fiscales en proportion du PIB pour l'ensemble de la CEDEAO n'est que de 5,2% avec un minimum de 1,5% pour le Nigéria (reflétant davantage la faiblesse de la moyenne régionale) et un maximum de 20,9% pour le Cabo Verde. Outre ce dernier pays, seul le Togo (20,3%) a une pression fiscale qui se situe au-dessus de 20% (figure 3). Les données historiques indiquent une quasi-stagnation de la pression fiscale en Afrique de l'Ouest. A titre de comparaison, le ratio des recettes fiscales est en moyenne de 34,3% pour l'OCDE et de 40,3% pour l'Union Européenne, atteignant plus de 45% dans certains pays de cette Union.

Le deuxième défi est relatif à la forte dépendance des gouvernements vis-à-vis des recettes tirées du commerce international. En d'autres termes, malgré les actions de libéralisation commerciale, la dynamique tant souhaitée vers la transition fiscale tarde à se mettre en place. En effet, au cours des cinq dernières années, les droits et taxes sur le commerce extérieur s'établissent en moyenne à 35% (à l'exclusion de la TVA à l'importation) pour la région CEDEAO. Cette proportion atteint 45% au Libéria et 60% en Guinée (figure 4). De ce fait, les chocs d'offre et de demande ont un impact significatif sur les revenus des gouvernements de la région par le canal du commerce international.

Le troisième défi concerne le poids relativement élevé de certains éléments d'incertitude dans les recettes publiques des Etats. En particulier, bien qu'importants, voire indispensables pour les pays à faible revenu, l'imprévisibilité des dons extérieurs ajoute à la vulnérabilité des Etats qui en dépendent, surtout pendant les périodes de crises majeures. Les dons représentent parfois une part importante des revenus publics. Ainsi par exemple, ils représentent respectivement 13,6%, 24,4%, 27,8% 30,5% et 19,8% des recettes publiques totales du Burkina Faso, de la Gambie, de la Guinée Bissau, du Niger et de la Sierra Leone (figure 5). Face à la COVID-19, le risque pour ces pays est qu'il y ait une réduction, voire une suppression de certains flux financiers extérieurs.

Au total, les principales composantes des recettes publiques mettent en évidence des sources de fragilité structurelle qui limitent la marge de manœuvre des gouvernements face à la crise de la COVID-19. Par ailleurs, du côté de la dépense, le budget des Etats est caractérisé par une allocation dominante au profit des dépenses de fonctionnement, en particulier la rémunération des agents de l'Etat et l'utilisation de biens et services. Il accorde une part marginale à la mise en place d'un véritable système de sécurité sociale dont la nécessité et l'urgence ont émergé au cours de la grave crise sanitaire.

Faible diversification des produits d'exportation et des partenaires extérieurs.

La plupart des pays de la CEDEAO dépendent fortement des transactions internationales pour la mobilisation des recettes publiques, à travers les droits et taxes à l'importation et autres royalties tirés de l'exportation de leurs principaux produits. Cette dépendance concerne également la satisfaction à l'égard de biens de consommation, d'équipements et d'intrants de production en provenance des pays développés et émergents.

Malgré son ouverture sur le monde, l'Afrique de l'Ouest fait preuve de résilience aux chocs extérieurs qui se diffusent par les liens commerciaux. Mais de par son ampleur, la crise du coronavirus a mis en évidence la vulnérabilité du modèle de croissance économique des Etats de la CEDEAO lourdement tributaire de la demande extérieure et de flux financiers étrangers. La forte concentration des exportations, conséquences d'économies très peu diversifiées, est un facteur de risque majeur et de vulnérabilité économique.

Quatre types de produits constituent 81,5% de la valeur des exportations totales de l'espace CEDEAO (figure 6). Il s'agit des produits pétroliers et gaz naturel (56.9%), l'or (12%), le cacao (7.7%) et les métaux et minerais (4,9%). Cette caractéristique structurelle de l'économie régionale est globalement observée dans tous les Etats membres, avec tout de même des différences dans le degré de concentration et les biens exportés (tableau 2).

Figure 6 : proportion des principales exportations de la CEDEAO en 2019 (%)

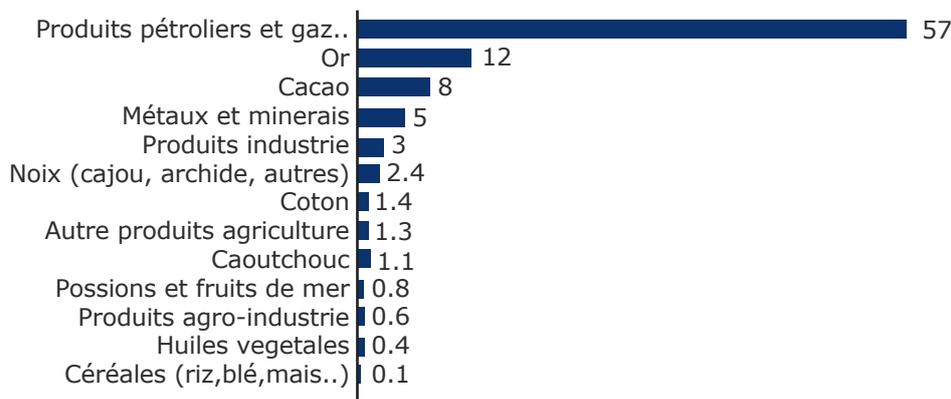
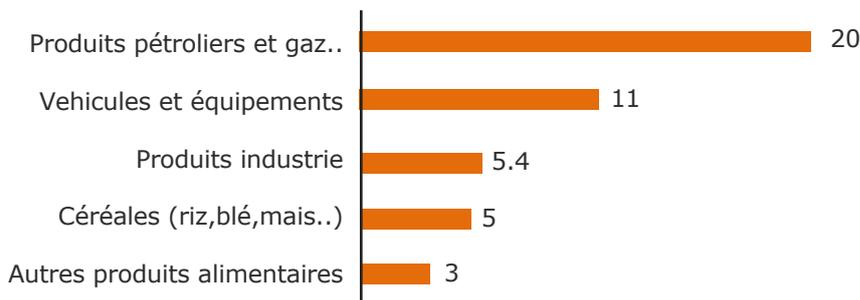


Figure 7 : proportion des principales Importations de la CEDEAO en 2019 (%)



Source: Figure 6 & 7 (Commission de la CEDEAO).

La part d'un seul type de produit dans les exportations totales est de plus de 60% dans sept Etats de la CEDEAO. Ainsi, les produits pétroliers et le gaz naturel représentent 93,4% des exportations totales du Nigéria. Les minerais, en particulier la bauxite, représentent 89% des exportations de la Guinée.

Au total, le secteur exportateur des pays de la CEDEAO est fortement dépendant d'un produit et dans les cas les plus favorables de trois principaux biens. Le risque est qu'un choc qui affecte le marché de ces biens ait un effet considérable sur l'économie tout entière au regard de leur poids dominant.

Par ailleurs, les échanges extérieurs des Etats de la région sont également caractérisés par une concentration des partenaires commerciaux. Sept pays, à savoir Inde, Pays-Bas, Afrique du Sud, Espagne, Etats-Unis, France et Chine, représentent plus de la moitié des clients (50,6%) de la CEDEAO (tableau 2). En outre, la Chine, la France, les Etats Unis, l'Inde, la Thaïlande et l'Allemagne sont les principaux fournisseurs de la région avec 46,3% de part de marché (tableau 3).

Table 2: Principaux clients de la CEDEAO

Asia	_____	26.1
Inde	_____	13.7
China	_____	5.0
Union Européenne	_____	23.7
Pays-Bas	_____	8.3
Espagne	_____	6.3
France	_____	5.2
Afrique du Sud	_____	6.6
Etats Unis d'Amérique	_____	5.5

Source: Table 1 and 2 (Commission de la CEDEAO).

Table 3: Principaux fournisseurs de la CEDEAO en 2019

Asia	_____	27.8
Inde	_____	13.3
China	_____	5.3
Thaïlande	_____	4.1
Union Européenne	_____	19.6
France	_____	13.1
Allemagne	_____	2.4
Amerique du Nord	_____	8.6
Etats Unis d'Amérique	_____	8.1
Canada	_____	0.5
Afrique	_____	0.9
Afrique du Sud	_____	0.8
Maroc	_____	0.1

Le fait de dépendre fortement de quelques produits pour les exportations ou d'un petit nombre de pays destinataires peut amplifier les répercussions d'une crise sur l'économie régionale. La pandémie du coronavirus qui affecte durement l'Inde, l'Union Européenne les Etats Unis et l'Afrique du Sud, de loin les principaux clients de la CEDEAO, révèle la fragilité du secteur exportateur régional.

Par ailleurs, de par la forte intensité de main-œuvre de ce secteur, en particulier l'agriculture, le risque de perte de revenu pour un nombre important de petits exploitants est important. En moyenne, l'emploi agricole représente 38,3% de l'emploi total dans l'espace CEDEAO. Cette proportion atteint 61,7% en Guinée, 62,6% au Mali, 68,1% en Guinée Bissau et 75,1% au Niger.

Une importante économie informelle face aux mesures restrictives.

Le contexte économique marqué par un important secteur informel rend difficile voire inopérant certaines mesures de restrictions adoptées contre la COVID-19. En effet, pas ou peu réglementé, ce secteur se caractérise par une grande précarité des conditions d'activité et souvent de vie de ses acteurs qui ne disposent pas de filets de sécurité sociale.

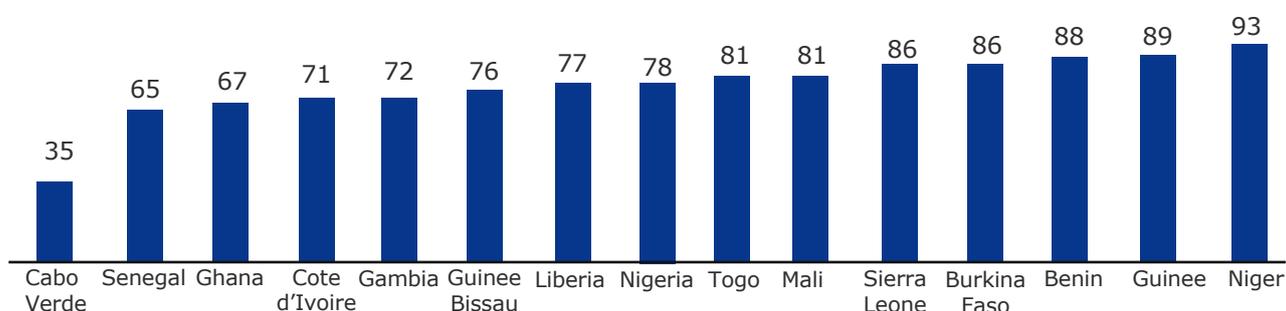
Ce secteur englobe des millions de travailleurs, souvent marginaux, qui ne sont souvent pas des salariés dans le sens habituel du terme. Ils se situent principalement dans l'agriculture de subsistance ou sont souvent des travailleurs indépendants à domicile (habillement, alimentation, artisanat, etc.), vendeurs ambulants ou dans des marchés non réglementés et micro-prestataires de services (nettoyage, transport, etc.), employés de maison, etc. La majorité des acteurs de ce secteur vivent du gain quotidien et se retrouvent donc dans une situation de grande vulnérabilité.

La précarité et l'absence de protection sociale élémentaire sont les caractéristiques principales des emplois du secteur informel.

A partir des estimations de l'OIT, il ressort que la part moyenne des emplois vulnérables dans l'emploi total de la région CEDEAO est de 75,7%. Cette proportion est très élevée dans tous les Etats membres, seul Cabo Verde faisant figure d'exception avec une part de 35,2% (figure 8).

Le fait qu'un nombre important de travailleurs souffrent de conditions de travail précaires, incertaines et de l'absence de sécurité sociale, est à lui seul une source de préoccupation. **Toutes les mesures restrictives de lutte contre la pandémie renforceraient en partie cette précarité.**

Figure 8: Part de l'emploi vulnérable dans l'emploi total en 2019



Source: Banque mondiale (estimation OIT)

Faible développement humain et défi de la protection sociale

A l'exception du Cabo Verde (0,65) et du Ghana (0,6) qui sont classés dans les pays à Indice de Développement Humain moyen, les autres pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont des Indices de Développement Humain (IDH) faibles (Tableau 4).

Les rangs occupés par les pays de la CEDEAO en termes de développement humain ne sont pas reluisants. Sur un ensemble de 189 pays, outre le Cabo Verde et le Ghana qui occupent respectivement le 126ème et 142ème rangs mondiaux, les autres pays membres de la CEDEAO sont classés parmi les trente derniers pays du monde dont les IDH sont les plus faibles. La dernière place du classement par IDH dans le monde (189/189) est occupée par le Niger avec un IDH de 0,38.

Un autre fait majeur de l'analyse des IDH des pays membres de la CEDEAO fait ressortir la faiblesse du Nigeria, première puissance économique du continent. Le Nigeria a en effet un IDH de 0,53 et un rang de 158ème sur 189 pays. Ainsi, le Nigeria a de faibles indicateurs de développement humain comparé aux pays ayant un PIB similaire au sien.

Une analyse plus détaillée du profil régional IDH fait ressortir globalement des avancées en matière de Revenu National Brut par tête mais par contre des faiblesses dans les indicateurs sociaux notamment l'espérance de vie et le taux de scolarisation.

A titre illustratif, l'Allemagne avec 14,1 ans de durée moyenne de scolarisation a la plus forte performance en éducation quand l'Afrique du Sud avec 10,2 ans est le premier pays africain pour cet indicateur. Ainsi, la durée moyenne de scolarisation du pays le plus performant de la région CEDEAO est la moitié de celle de la nation la plus performante sur le plan mondial.

Quant aux durées attendues de scolarisation, elles varient de 6,5 ans (Niger) à 12,6 ans (Bénin, Togo) tandis que la plus forte performance mondiale est de 22,1 ans pour l'Australie et que la première performance africaine est de 15,5 ans pour les Seychelles (UNDP, 2020). Cette réalité dénote des l'ampleur investissements à réaliser à tous les niveaux du secteur pour assurer le rattrapage à long terme.

La protection sociale demeure un véritable défi avec des proportions élevées d'emploi informel dans les emplois non agricoles dans les pays membres de la Communauté. Les proportions d'emploi informel dans les emplois non agricoles varient de 57,8% à 94,5% (Tableau 5, ILOSTAT, 2020) sur la période 2011-2018 et justifient pour une grande part le déficit de couverture sociale des travailleurs.

Table 4: Indicateurs de développement Humain et ses composantes pour les pays de la CEDEAO en 2019

Rang IDH	Etats membres	IDH	Espérance de Vie à la naissance	Durée Moyenne attendue de scolarisation	Durée Moyenne de scolarisation	Revenu National Brut (RNB) par tête	Rang RNB par tête moins rang IDH
DEVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN							
126	Cabo Verde	0.651	72.8	11.9	6.2	6,513	-1
142	Ghana	0.596	63.8	11.5	7.2	4,099	-2
158	Nigeria	0.534	54.3	9.7	6.5	5,086	-22
163	Benin	0.520	61.5	12.6	3.8	2,135	2
165	Côte d'Ivoire	0.516	57.4	9.6	5.2	3,589	-16
166	Senegal	0.514	67.7	9.0	3.1	3,256	-12
167	Togo	0.513	60.8	12.6	4.9	1,593	10
174	Gambia	0.466	61.7	9.5	3.7	1,490	4
174	Guinea	0.466	61.2	9.0	2.7	2,211	-10
176	Liberia	0.465	63.7	9.6	4.7	1,040	9
178	Guinea-Bissau	0.461	58.0	10.5	3.3	1,593	-2
181	Sierra Leone	0.438	54.3	10.2	3.6	1,381	1
182	Burkina Faso	0.434	61.2	8.9	1.6	1,705	-8
184	Mali	0.427	58.9	7.6	2.4	1,965	-17
189	Niger	0.377	62.0	6.5	2.0	912	-3

Source : UNDP (<http://www.hdr.undp.org/>)

Sur la période 2009-2018, la proportion des personnes à la retraite bénéficiant d'une pension dans les pays de la CEDEAO, à l'exception du Cabo Verde, est très faible et oscille entre 2,7% (Burkina Faso) à 23,5% (Sénégal) lorsque les données existent. Le Cabo Verde se distingue particulièrement par une proportion de retraités bénéficiant d'une pension de 85,8% en 2016.

Table 5: Proportion des personnes à la retraite bénéficiant d'une pension dans les pays de la CEDEAO

Rang IDH		Ratio Emploi informel dans agriculture (en %)	Ratio de retraités bénéficiant de pension dans la population d'âge statutaire (en %)
126	Cabo Verde	57,8	85,8
166	Senegal	90,4	23,5
167	Togo	91,8	19,0
174	Gambie	68,2	17,0
142	Ghana	nd	16,9
163	Benin	94,5	11,0
165	Côte d'Ivoire	87,7	7,7
158	Nigeria	nd	7,0
189	Niger	86,4	5,8
182	Burkina Faso	nd	2,7
184	Mali	90,5	2,7
174	Guinée	nd	nd
176	Liberia	nd	nd
178	Guinée-Bissau	nd	nd
181	Sierra Leone	nd	nd

Source : Compilation de l'auteur à partir de ILOSTAT (2020)

Faible niveau de l'investissement dans l'agriculture

L'agriculture est importante dans l'économie de presque tous les pays de l'espace CEDEAO malgré la faible part des dépenses publiques allouée à son financement. Sur la période 2013-2018, excepté le Cabo Verde (7%), le PIB agricole représente en moyenne entre 15% (Sénégal) à 56% (Sierra Leone) du PIB des pays ouest africains avec 2% à 12% de la part du budget qui lui est alloué. Il existe un contraste entre les pays aussi bien du point de vue de sa contribution au PIB, que des dépenses publiques injectées dans ce secteur. L'apport de l'agriculture au PIB de la majorité des pays ouest-africains dont le Benin, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Nigeria et le Sénégal est centré autour de 20%. Quatre pays d'entre eux, le Burkina Faso, le Liberia, le Mali et le Niger ont par contre une part moyenne du PIB agricole variant autour de 30%. L'objectif ECOWAP/PDDAA visant à consacrer au moins 10% des budgets nationaux au secteur de l'agriculture n'a pas pu être atteint dans la majorité des pays à l'exception du Burkina Faso (11%), du Mali (12%) et du Sénégal (10%) (voir tableau 6). au cours de la période 2013-2018 pour booster la croissance escomptée. La corrélation positive entre l'investissement public dans l'agriculture et sa performance sous-entend que la productivité tant unifactorielle que multifactorielle ou Productivité Globale des Facteurs (PGF), du fait de l'effet levier induit par la combinaison productive sont aussi impactées. Du coup, la capacité de réduire la pauvreté de masse, de renforcer la compétitivité du secteur agricole, de garantir une sécurité alimentaire durable et d'améliorer l'énumération des facteurs de production, dont les terres agricoles de la région, pourrait être éprouvée par cette pandémie.

Table 6: Part de l'agriculture dans les dépenses publiques totales

Pays	Part de l'agriculture dans les dépenses publiques totales(%)	Part de l'agriculture dans le PIB (%)
Benin	8	22
Burkina Faso	11	30
Cape Verde	7	7
Côte d'Ivoire	4	21
Gambie	5	22
Ghana	9	20
Guinée	5	19
Guinée-Bissau	Nd	nd
Liberia	2	35
Mali	12	38
Niger	7	36
Nigeria	3	21
Sénégal	10	15
Sierra Leone	Nd	56
Togo	7	25

Source: Nos calculs à partir de ReSAKSS WA, 2019

Faible rendement de la production agricole et insécurité alimentaire

L'Afrique de l'Ouest possède une grande variété de zones agro-écologiques, allant des forêts ombrophiles marquées par deux saisons des pluies à une végétation relativement clairsemée, sèche et aride, arrosée une fois l'an et offrant un immense potentiel en termes de denrées et produits agricoles susceptibles d'être produits et commercialisés. Cependant, l'agriculture ouest-africaine est caractérisée par une faiblesse des rendements qui peuvent avoir une incidence sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la zone.

La croissance est tirée en majorité par l'augmentation des superficies cultivées, plutôt que par l'accroissement de la productivité. Bien que la productivité ou l'efficacité apparente de la terre des pays de l'espace CEDEAO a significativement progressé au cours de la période 2010-2016 par rapport à celle 1961-2016, elle demeure toujours inférieure aux moyennes mondiales qui sont 742\$/ha et 1.116\$/ha respectivement sur les périodes 1961-2016 et 2010-2016. Alors que celles-ci ont été sur lesdites périodes 691\$/ha et 1.103\$/ha pour le Ghana qui a la meilleure efficacité de la terre agricole dans l'espace CEDEAO. Force est de noter l'existence de la disparité dans la productivité des terres agricoles entre les pays sahéliens et côtiers caractéristique de la dépendance de la production aux ressources naturelles notamment la pluie.

A titre d'exemple, dans le long terme, le Burkina Faso et le Niger ont produit respectivement 283\$/ha et 169\$/ha soit moins de la moitié de celle des pays tels que le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Libéria et à peine au-dessus de leurs seuils de pauvreté respectifs. Néanmoins, la majorité (excepté la Guinée et la Gambie) des pays ont observé une amélioration dans leur efficacité productive ces dernières années par rapport à celle du long terme empreint de l'impact positif de la mise en œuvre de l'ECOWAP à travers son axe d'intervention pour accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture ouest africaine.

L'analyse diachronique des classements mondiaux de la productivité partielle de la terre des pays révèle que cinq pays de la communauté ouest africaine que sont le Ghana, la Sierra Leone, le Nigeria, la Guinée-Bissau et le Sénégal ont gagné entre 3 à 18 places dans le moyen terme par rapport au long terme, dont un gain de productivité et de compétitivité par rapport à ces pays. Trois autres pays membres tels que le Benin, le Burkina Faso et le Mali ont pu conserver leur place en termes

Table 7: La productivité de la terre en valeur \$USD/ha à moyen et long terme, et performance mondiale des pays de l'espace CEDEAO dans le temps

Pays	1961-2016	2010-2016	Rang période 1961-2016	Rang période 2010-2016	Gain de place
Ghana	691	1103	113	95	18
Benin	631	818	125	125	0
Sierra Leone	581	774	136	133	3
Nigeria	581	771	137	134	3
Côte d'Ivoire	649	712	121	140	-19
Liberia	642	688	124	146	-22
Guinée-Bissau	476	665	153	148	5
Mali	478	623	152	152	0
Cape Verde	518	607	140	153	-13
Sénégal	380	544	171	161	10
Guinée	513	482	144	166	-22
Togo	445	477	160	168	-8
Burkina Faso	283	386	180	180	0
Gambie	455	380	155	181	-26
Niger	169	208	184	185	-1
Monde	742	1116			

Source : Nos calculs à partir de USDA, Economic Research Service, Data released October 1, 2019; revised November 18, 2019, <https://www.ers.usda.gov/webdocs/DataFiles/51270/AgTFPindividualcountries.xlsx?v=785.3>

de classement de leur productivité de terre agricole dans le temps. Enfin, sept pays de l'espace CEDEAO ont perdu en gain de productivité dans le moyen terme par rapport à 26 pays du monde dans le long terme.

Le tableau 7 montre qu'à l'image de la productivité de la terre, celle du travail suit la même tendance en termes de création de valeur agricole par rapport à la moyenne mondiale, et ce, aussi bien dans le long terme que dans le cours terme (1.667\$/personne et 2.626/personne). La productivité maximale du travail dans l'espace CEDEAO est 1.713\$/travailleur et 2.102\$/travailleur respectivement sur le long et moyen terme, ce qui équivaut à 113ème rang sur 189.

Le classement des Etats en matière d'efficacité du travail montre que le Sénégal, la Sierra Leone, la Gambie, le Liberia et Niger ont perdues respectivement 9, 32, 1, 27 et 1 places par rapport à leur rang dans le long terme. Ainsi, le travail agricole dans ces états membres est de moins en moins performant par rapport au reste du monde et met au-devant de la scène la capacité de la région ouest africaine à générer de la valeur ajoutée nécessaire pour assurer une sécurité alimentaire durable dans ses états membres et de rémunérer de façon décente les travailleurs agricoles.

Néanmoins, certains pays membres ont tiré leur épingle du jeu grâce à une amélioration soutenue de la productivité du travail qui a un causé gain de places dans leur classement mondial. Ils sont passés de la fourchette de 118ème (Gambie) à 173ème (Burkina Faso) sur la période 1961-2016 à celle de 116ème (Nigéria) à 169ème (Niger) dans le moyen terme. Le cas le plus marquant est celui du Burkina Faso dont la productivité du

travail a presque triplé ces dernières années par rapport au long terme (454\$/travailleur à 1.252\$/travailleur) déclenchant un bon de 33 places dans le moyen terme (tableau 7). L'investissement soutenu du Burkina Faso dans l'agriculture pourrait en être la cause principale.

En somme, l'analyse unifactorielle de la productivité montre que malgré certain exploits, il existe toujours des pays de l'espace CEDEAO moins agissants en matière de création de valeur et de compétitivité du secteur

Table 8: La productivité du travail en valeur \$USD/personne âgée de plus de 15 ans à moyen et long terme et performance mondiale des pays de l'espace CEDEAO dans le temps

Pays	1961 - 2016	2010- 2016	Rang période 1961-2016	Rang période 2010-2016	Gain de place
Côte d'Ivoire	1713	2102	113	113	0
Nigeria	1203	1957	130	116	14
Ghana	984	1773	137	125	12
Benin	1055	1526	133	133	0
Cape Verde	1039	1471	134	134	0
Burkina Faso	454	1252	173	140	33
Sénégal	1059	1201	132	141	-9
Mali	764	1197	152	142	10
Sierra Leone	517	937	170	149	21
Gambie	1584	930	118	150	-32
Togo	804	870	150	151	-1
Guinée	702	818	157	157	0
Guinée-Bissau	615	799	162	158	4
Liberia	958	678	139	166	-27
Niger	534	650	168	169	-1
Monde	1667	2626			

Source : Nos calculs à partir de USDA, Economic Research Service, Data released October 1, 2019; revised November 18, 2019, <https://www.ers.usda.gov/webdocs/DataFiles/51270/AgTFPindividualcountries.xlsx?v=785.3>

agricole par rapport au reste monde. Cela implique une dépendance au reste du monde pour assurer la sécurité alimentaire, et met à nu leur vulnérabilité face à la COVID-19.

La plupart des pays de l'espace CEDEAO ont non seulement amélioré au fil du temps l'efficacité de la combinaison productive des facteurs de production agricole mais aussi engendré des gains de productivité. Celle-ci est passée de 76 à 126 entre 1961 et 2016, et de 85-137 entre 2010 et 2016 (tableau 8). Neuf pays de la CEDEAO ont enregistré un gain de 2 (Cabo Verde) à 73 (Burkina Faso) places dans leur classement sur le moyen terme par rapport à celui du long terme. Cette création de valeur ajoutée sur ladite période concerne la Sierra Leone, le Ghana, le Burkina Faso, la Guinée-Bissau, le Niger, le Sénégal, le Benin, le Mali et le Togo dont la productivité globale des facteurs a varié de 104 (Togo) à 137 (Sierra Leone).

Du reste, sept pays sont inefficients car n'arrivant pas à couvrir les coûts des facteurs de production alloués. Cela est caractérisé par une Productivité Globale Facteurs (PGF) évoluant de 85 (Libéria) à 97 (Nigéria) soit un manque à gagner d'au moins 3% à 15% par rapport aux

potentialités productives. Cependant, le cas du Sénégal qui a perdues 19 places dans classement de moyen terme par rapport au long terme pour une PGF de 97 contre 107, est un indicateur de la ténacité de la concurrence au niveau mondial. Il ne suffit plus d'être efficace dans l'allocation des facteurs de production pour garantir sa compétitivité dans une économie mondialisée mais la maîtrise en amont de l'environnement de production semble plus déterminante.

Pour preuve, l'évaluation du potentiel économique et de la situation socioéconomique des pays, place le Cabo Verde comme le pays le plus prospère en capital humain, public, physique, technologique et institutionnel dans l'espace CEDEAO, et devrait donc avoir la meilleure PGF.

Bien que croissante, la PGF du Cabo Verde est la troisième la plus faible de la sous-région, ce qui est synonyme d'une mauvaise endogénéisation de la croissance de son PIB agricole. Les externalités négatives provenant de la combinaison de facteurs adverses tels que l'handicape naturel (peu de terre cultivable - îles asséchées sans eau douce, etc.) pour les productions agricoles, le faible niveau d'exportation des produits alimentaires de base utile au refinancement de la (re)production, le niveau faible de

Table 9: La productivité globale des facteurs à moyen et long terme, et performance mondiale des pays de l'espace CEDEAO dans le temps

Pays	1961-2016	2010-2016	Rang période 1961-2016	Rang période 2010-2016	Gain de place
Sierra Leone	107	137	22	10	12
Ghana	86	126	94	28	66
Burkina Faso	77	114	130	57	73
Guinée-Bissau	84	108	98	69	29
Niger	87	108	89	76	13
Sénégal	97	107	58	77	-19
Benin	84	107	102	78	24
Mali	79	107	121	83	38
Togo	106	104	25	96	-71
Nigeria	77	97	134	122	12
Côte d'Ivoire	90	96	79	124	-45
Gambie	126	95	5	126	-121
Cape Verde	76	92	135	133	2
Guinée	105	91	28	137	-109
Liberia	112	85	13	141	-128

Source : Nos calculs à partir de USDA, Economic Research Service, Data released October 1, 2019; revised November 18, 2019, <https://www.ers.usda.gov/webdocs/DataFiles/51270/AgTFPindividualcountries.xlsx?v=785.3>

l'investissement public dans les productions agricoles (7%) (par rapport au tourisme) et dans les innovations de production pour assurer l'autosuffisance alimentaire, pourraient justifier la faible contribution du PDF à la croissance de la production.

Par ailleurs, sur la période 1961-2016, la Productivité Globale Facteurs (PGF) contribue en moyenne pour plus de 42% à la croissance du produit agricole dans le monde alors qu'elle ne représente au plus que 33% dans les pays du Sahel utilisant davantage des techniques innovantes dans l'agriculture (Burkina, Mali). Elle est entre autres de 26% au Ghana, 22%

au Cabo Verde, 18% en Sierra Leone, de 16% au Nigeria et de 15% en Guinée Bissau. En revanche, la productivité globale des facteurs dans l'agriculture est négative au Liberia (-57%), en Guinée (-0,25%), au Togo (-11%) et au Sénégal (-5%).

Sur la période 2010-2016, la PGF contribue en moyenne pour plus de 75% à la croissance du produit agricole mondial. Dans les pays de la CEDEAO, face à la pression démographique et la raréfaction des terres arables dans certains pays, des efforts majeurs d'innovation ont été réalisés. Les contributions de la PGF à la croissance du produit agricole au Cabo Verde sont estimées à plus de 142%, contre respectivement 127% au Burkina Faso, 122% au Sénégal, 95% en Gambie et 79% au Ghana. En revanche, la PGF est un frein à la croissance du produit agricole en Guinée (-93%), au Liberia (-60%), en Côte d'Ivoire (-46%), au Togo (-39%).

Même si la croissance du produit agricole ouest-africain excède celle du produit agricole mondial indépendamment de la période considérée, il faut cependant relever que les stratégies des ménages ont accordé peu de place à l'accroissement de la productivité des exploitations agricoles par l'intensification du rendement par parcelle de terre cultivée. En effet, le taux de croissance du rendement par travailleur en moyenne dans la CEDEAO sur la période 2010-2016 est de 1,80% contre 3,24% pour la moyenne mondiale alors que la croissance du rendement à l'hectare est négative dans la CEDEAO (-0,81%) contre 1,60% au niveau mondial. Les cultures pratiquées en Afrique de l'ouest sont réalisées sur de grands espaces alors que la tendance mondiale est plus orientée vers des cultures

Table 10: : Croissance moyenne annuelle en % des Indicateurs de productivité de l'agriculture ouest africaine sur la période 1961-2016

	Produit	Input	Productivité Globale des Facteurs (PGF)	Produit par travailleur	Produit par ha
<i>Burkina Faso</i>	3.59	2.37	1.20	3.74	1.49
<i>Cape Verde</i>	2.14	1.67	0.47	1.82	1.39
<i>Gambia</i>	1.15	2.43	-1.26	-1.95	-0.23
<i>Mali</i>	3.87	2.54	1.30	2.05	1.61
<i>Niger</i>	3.63	3.34	0.28	0.41	0.45
<i>Senegal</i>	1.52	1.60	-0.07	-0.17	1.04
<i>Benin</i>	3.60	2.94	0.64	1.46	1.37
<i>Côte d'Ivoire</i>	3.50	3.38	0.11	1.03	0.46
<i>Ghana</i>	3.18	2.33	0.84	1.75	1.72
<i>Guinea</i>	2.53	3.18	-0.63	0.29	-0.06
<i>Guinea-Bissau</i>	2.52	2.13	0.39	0.57	1.15
<i>Liberia</i>	1.67	2.63	-0.94	-0.77	0.96
<i>Nigeria</i>	3.07	2.57	0.49	2.17	1.28
<i>Sierra Leone</i>	3.27	2.67	0.59	1.97	1.04
<i>Togo</i>	2.64	2.94	-0.30	0.20	0.41
CEDEAO	3,12			1,70	1,07
<i>Monde</i>	2.33	1.32	1.00	1.67	1.84

Source : Nos calculs à partir de USDA, Economic Research Service, Data released October 1, 2019; revised November 18, 2019, <https://www.ers.usda.gov/webdocs/DataFiles/51270/AgTFPindividualcountries.xlsx?v=785.3>

Table 11: Croissance moyenne annuelle en % des Indicateurs de productivité de l'agriculture ouest africaine sur la période 2010-2016

	Produit	Input	Productivité Globale des Facteurs (PGF)	Produit par travailleur	Produit par ha
<i>Burkina Faso</i>	1.49	-0.40	1.90	7.69	1.13
<i>Cape Verde</i>	-1.34	0.58	-1.90	-2.99	-3.92
<i>Gambia</i>	-3.63	-0.20	-3.44	-6.43	-0.79
<i>Mali</i>	5.66	4.28	1.32	3.15	-0.61
<i>Niger</i>	2.81	2.26	0.53	-0.62	2.75
<i>Senegal</i>	-0.61	0.14	-0.75	-0.27	0.88
<i>Benin</i>	4.49	3.20	1.25	2.18	1.35
<i>Côte d'Ivoire</i>	3.00	4.44	-1.37	-0.65	-3.79
<i>Ghana</i>	3.14	0.64	2.49	7.56	2.55
<i>Guinea</i>	2.26	4.45	-2.10	-0.11	-2.25
<i>Guinea-Bissau</i>	2.00	2.17	-0.16	-0.72	0.25
<i>Liberia</i>	1.63	2.62	-0.97	-1.02	0.77
<i>Nigeria</i>	2.09	2.30	-0.20	1.46	-2.55
<i>Sierra Leone</i>	4.68	2.07	2.55	4.20	2.89
<i>Togo</i>	2.70	3.78	-1.04	1.06	-1.65
CEDEAO	2.57			1.80	-0.81
<i>Monde</i>	2.04	0.49	1.54	3.24	1.60

Source : Nos calculs à partir de USDA, Economic Research Service, Data released October 1, 2019; revised November 18, 2019, <https://www.ers.usda.gov/webdocs/DataFiles/51270/AgTFPindividualcountries.xlsx?v=785.3>

intensives. Par ailleurs, la négativité du taux de croissance du rendement à l'hectare pourrait traduire également la faible utilisation des fertilisants sur les terres abondantes mises en valeur qui s'appauvrissent davantage.

Cette faiblesse des indicateurs de productivité peut contrarier la réalisation de la sécurité alimentaire que la Banque Mondiale (1986) a défini dans la décennie 80 comme l'accès pour tout le monde et à tout moment à une nourriture suffisante afin de mener une vie active et saine. La réalisation de la sécurité alimentaire exige que deux défis majeurs soient relevés. Le premier défi concerne celui de l'accroissement de la productivité agricole et la seconde porte sur la résilience des risques liés aux changements climatiques.

Selon le programme intégré pour le Développement de l'agriculture en Afrique du NEPAD/Union Africaine, seulement sept pays Africains dont 2 en Afrique de l'Ouest (la Côte d'Ivoire et le Bénin) sont sur la bonne voie pour réaliser l'objectif de doubler la productivité agricole à l'horizon 2025. Au niveau du second défi qui est la résilience face aux risques liés aux changements climatiques, 19 pays Africains dont six Etats membres de la CEDEAO (le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée Bissau et le Mali) ont fait des progrès relatifs. En cumulant ces deux objectifs, seule la Côte d'Ivoire est assurée de les réaliser dans la CEDEAO (Union Africaine, 2018).[10]

Selon le réseau de prévention et de gestion des crises alimentaires (RPCA,

[10] African Union, Inaugural Biennial Review Report of the African Union Commission on the Implementation of the Malabo Declaration on Accelerated Agricultural Growth and Transformation for Shared Prosperity and Improved Livelihoods (Addis Ababa: African Union, 2018)

2020) la production céréalière de la campagne 2019/20 est estimée à 74 millions de tonnes en légère hausse de 0.4% par rapport à la campagne dernière et de 12% comparée à la moyenne des cinq dernières années. Des baisses très importantes sont cependant observées au Cabo Verde (-80%), en Gambie (-47%), en Sierra Leone (-15%) et au Niger (-6%) par rapport à la production moyenne des cinq dernières années. La production de racines et de tubercules est de 190 millions de tonnes; supérieure de près de 16% à la moyenne des cinq dernières années. La situation pastorale est tendue, en raison d'importants déficits fourragers au Sénégal et en Mauritanie, par endroits au Mali et au Niger, les mesures de restriction de la transhumance transfrontalière, mais aussi l'inaccessibilité des troupeaux aux pâturages du fait de la crise sécuritaire, davantage aggravée par les mesures liées à la COVID-19. Les marchés vivriers sont normalement approvisionnés, même si l'apparition de la COVID-19 a entraîné une tendance haussière des prix.

La malnutrition persiste dans la région et affecte près de 2.5 millions d'enfants de moins de cinq ans dans le Sahel. Les mauvaises pratiques nutritionnelles, la fermeture des centres de santé et l'arrêt des activités courantes de gestion de la malnutrition aigüe en sont les principales causes. Le Burkina Faso, le Cabo Verde, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Tchad ont initié leurs plans de réponse 2020 pour plus de 400 milliards de F CFA (61 millions d'€). Toutefois, leur mise en œuvre se heurte aux graves difficultés budgétaires des États et de mobilisation de ressources externes.

Défi de la bonne gouvernance et de la sécurité

Exposés à une fragilité,[11] des conflits et la violence, les Etats membres de la CEDEAO font globalement face à une incapacité ou une faiblesse des

Table 12: Liste des pays fragiles ou touchés par les conflits et la violence en Afrique de l'Ouest en 2020

	2020
<i>Conflit d'intensité moyenne</i>	Burkina Faso
	Mali
	Niger
	Nigeria
<i>Haute fragilité institutionnelle et sociale</i>	Gambie
	Guinée Bissau
	Liberia

Source : Compilation de l'auteur à partir de World Bank (2020), <https://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/harmonized-list-of-fragile-situations>

[11] Le vocable de "situations fragiles" recouvre les pays ou les territoires avec : (i) une note EPIP (Évaluation des politiques et des institutions des pays) harmonisée de l'ordre de 3,2 ou moins ; et/ou (ii) la présence au cours des trois dernières années d'une mission régionale (par exemple, de l'Union africaine, de l'Union européenne ou du Traité de l'Atlantique Nord) ou des Nations-Unies pour le maintien ou la consolidation de la paix, à l'exclusion des opérations de surveillance des frontières.¹ L'harmonisation de la note EPIP est réalisée en faisant la moyenne des scores EPIP de la Banque mondiale et des banques de développement régionales correspondantes (la Banque africaine de développement ou la Banque asiatique de développement). Dix-neuf des trente-six pays identifiés comme fragiles sur la base de ces critères sont situés en Afrique subsaharienne (Africa's Pulse, avril 2019, volume 19, p.38)

[12]Banque Mondiale (2020a), Classification of Fragile and Conflict-Affected Situations <https://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/harmonized-list-of-fragile-situations>

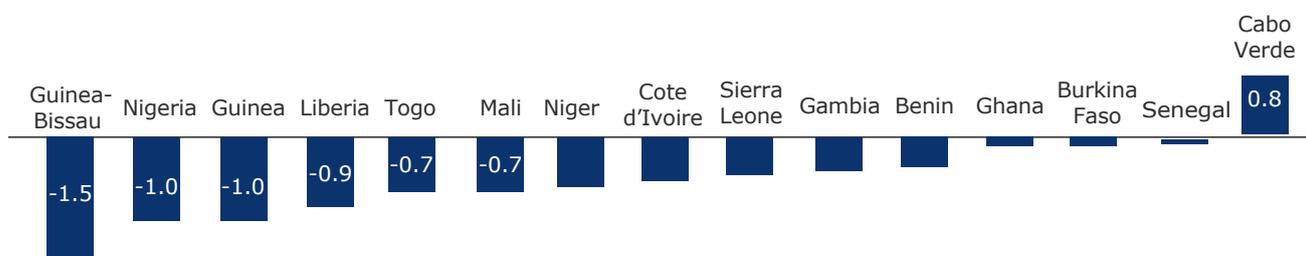
politiques et institutions à assurer les missions régaliennes notamment la paix, la stabilité, la fourniture de services (sécurité, santé, éducation, etc.)

(Banque Mondiale, 2019a, volume 19, p.2). Au niveau des pays de la CEDEAO, 7 pays au total sont classés en 2020 parmi les pays fragiles ou touchés par les conflits et la violence (Banque Mondiale, 2020[12]). La présence du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Nigeria sur cette liste tient aux luttes que ces pays mènent avec des groupes terroristes sur leur territoire. En revanche, la Gambie, la Guinée Bissau et le Liberia sont classés à haute fragilité institutionnelle et sociale.

La qualité de la gouvernance des pays en Afrique de l'Ouest transparait également dans l'indicateur de mesure de la corruption et de stabilité politique qui sont importants pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition. A l'exception du Cabo Verde qui a un indicateur du contrôle de la corruption positif (0,8), tous les autres Etats membres ont des indicateurs négatifs traduisant un très faible contrôle de la corruption en 2018. Cependant, des hétérogénéités existent. Le Sénégal fait mieux en termes de contrôle de la corruption que le Burkina Faso, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Nigeria qui a la seconde plus faible note pour cet indicateur (Figure 9).

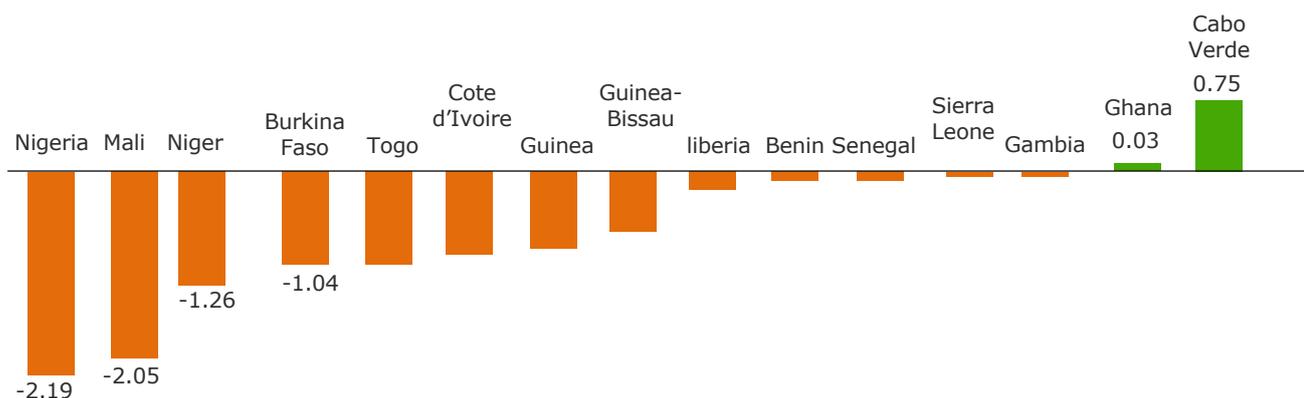
En ce qui concerne la stabilité politique et l'absence de violence/terrorisme, les performances des différents Etats membres en prise avec les groupes terroristes sont très faibles comme en témoigne les scores du Nigeria (-2,19), le Mali (-2,05), le Niger (-1,26), le Burkina Faso (-1,04) sur une échelle de -2,5 à 2,5 avec -2,5 traduisant la pire des

Figure 9 : Indicateur de mesure du contrôle de la corruption dans les pays de la CEDEAO en 2018



Source : Banque Mondiale (2019b)

Figure 10: Indicateur de mesure de la stabilité politique et de l'absence de Violence/ Terrorisme en 2018



Source: Banque Mondiale (2019b)

A photograph of two men in a field of green plants. One man is standing in the background, wearing a light-colored, long-sleeved button-down shirt and dark pants, with his hands on his hips. The other man is kneeling in the foreground, wearing a blue baseball cap with a star logo and the letters 'ST' and 'RS', a brown and white checkered shirt, and light blue pants. The background shows a clear blue sky and some trees. A semi-transparent grey box with blue text is overlaid on the bottom left of the image.

5. Impact socio-économique global de la pandémie

Impact économique

Les prévisions économiques se basent essentiellement sur un ensemble d'hypothèses en lien avec l'évolution de la COVID-19 et les mesures de confinement qu'elle entraîne. Les différentes mesures de restriction prises dans le cadre de la pandémie, tant à l'échelle mondiale que nationale, ont de sévères répercussions sur les économies des Etats membres.

Cependant, ces répercussions sont assez variées dues aux différences structurelles des principales sources de la croissance économique au sein de la région. En effet, les dichotomies exportateurs/importateurs de pétrole et économies mono-produit/ économies relativement diversifiées, expliquent en partie les divergences dans les prévisions de croissance des Etats membres de la CEDEAO.

Croissance économique en berne

L'effet dépressif de la pandémie de COVID-19 sur l'activité économique s'est fait ressentir dès le premier trimestre 2020 du fait des mesures restrictives prises par les États membres et certains partenaires de la région en Asie et en Europe. A fin mars 2020, un ralentissement de la croissance d'environ un point de pourcentage est enregistré par rapport à la moyenne de 2019, à 2,3% (figure 11). Aucun des principaux secteurs d'activités n'est épargné par ce ralentissement. L'Agriculture, l'industrie et les services ont enregistré respectivement un recul de leur rythme de progression à 2%, 0,5% et 0,9% au 1er trimestre 2020, contre 2,7%, 1,4% et 1,1% au 1er trimestre 2019 ainsi que par rapport à la croissance obtenue en moyenne en 2019 (figure 12).

Figure 11: Croissance de la CEDEAO au 1er trimestre 2020 (%)

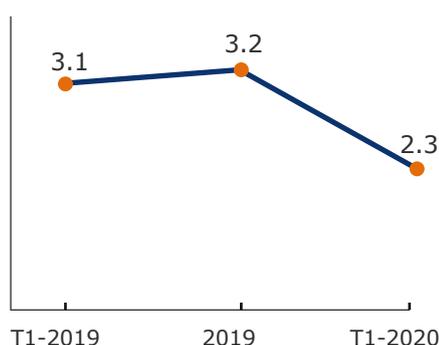
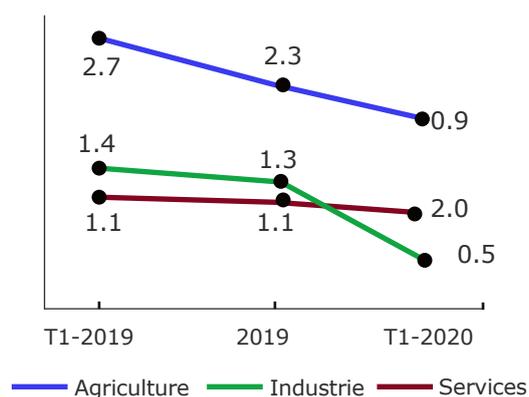


Figure 12 : Croissance des principaux secteurs au 1er trimestre 2020 (%)



Source: Figure 11 and 12: Commission de la CEDEAO.

Les mesures de confinement ont particulièrement affecté les activités industrielles et les services. La valeur ajoutée des sous-secteurs des activités extractives est estimée en ralentissement à 3,6% en mars 2020 contre 4,3% en moyenne en 2019. Les valeurs ajoutées des industries manufacturières et la construction baisse respectivement à 0,7% et 0,9% au 1er trimestre 2020, contre 1,2% pour l'année 2019 (figure 13). La valeur ajoutée du secteur des services enregistre la baisse la plus

accentuée, le tourisme, l'hôtellerie, la restauration, le commerce et les transports étant particulièrement affectés par les mesures de confinement. En particulier, la progression du transport est en recul à 2,3% en mars 2020, comparée à 15,3% le même trimestre de l'année précédente et 8,3% en moyenne en 2019. L'on enregistre une forte contraction du commerce qui atteint -2,4% au 1er trimestre 2020, contre une progression de 0,9% au 1er trimestre 2019 et 0,1% au cours de l'année 2019.

Figure 13: Croissance de la valeur ajoutée activités extractives, manufactures et construction

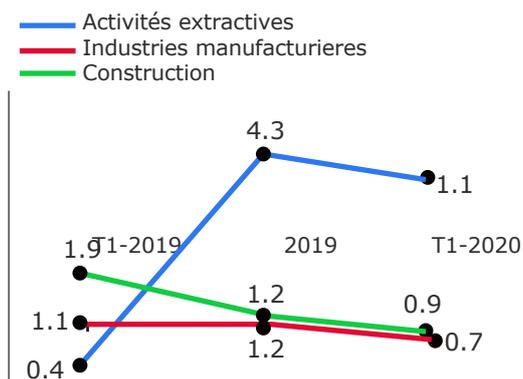
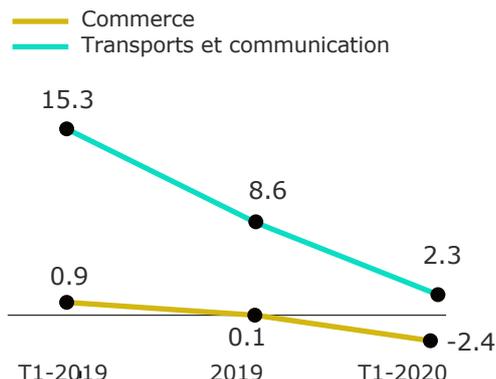


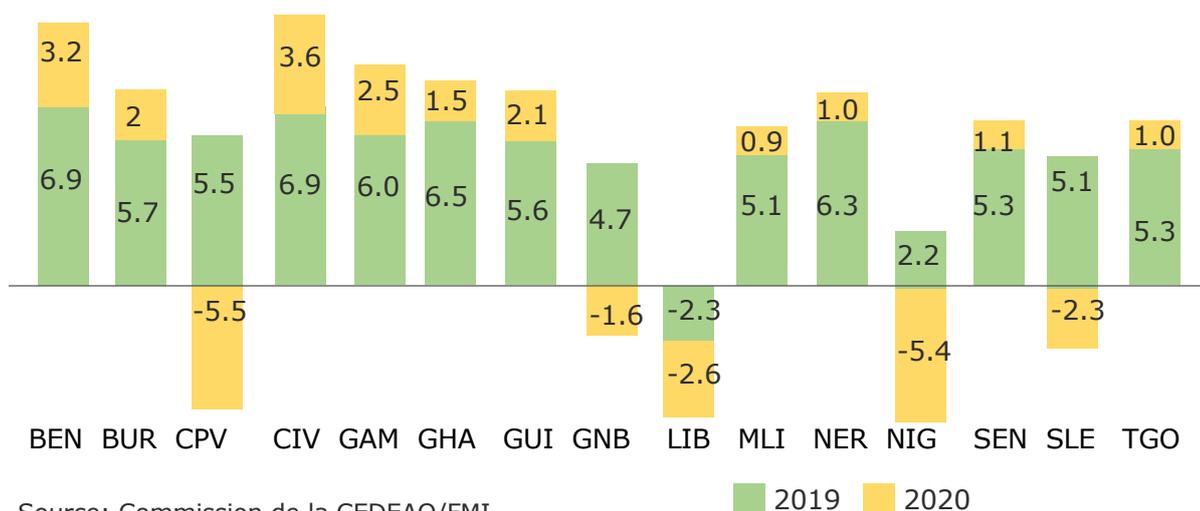
Figure 14: Croissance de la valeur ajoutée du Commerce et Transport



Source: Figure 13 and 14: Commission de la CEDEAO.

Les perspectives de croissance de la région sont beaucoup moins favorables au cours du deuxième et du troisième trimestre 2020 devant conduire à une croissance annuelle négative. En effet, selon les prévisions, la CEDEAO devrait rentrer en récession en 2020, avec une contraction de 3,6% de l'économie régionale. Ce résultat d'ensemble est conforme à la croissance négative anticipée au Nigeria (5,4%) et au Cabo Verde (5,5%), en Guinée Bissau (1,6%) et en Sierra Leone (2,3%). Au Libéria, la récession économique débutée en 2019 (2,3%) devrait s'accroître en 2020 (2,6%). Les autres pays de la région ne devraient pas rentrer en récession en 2020. Mais il est prévu des divergences de leur rythme de croissance et un ralentissement économique d'au moins 3½ points de pourcentage dans la région (figure 14).

Figure 15: Croissance économique des Etats membres, 2019-2020 (%)



Source: Commission de la CEDEAO/FMI

■ 2019 ■ 2020

Les mesures de restriction ont de fortes répercussions sur les déterminants de la croissance économique tels que les dépenses de consommation, la production agricole, industrielle et les services, l'investissement, le commerce, les flux de capitaux et les chaînes d'approvisionnement. L'assouplissement progressif des mesures de confinement devrait ouvrir la voie à une reprise dont l'ampleur reste encore très incertaine. La reprise serait rapide et solide si les mesures prises par les Etats pour répondre à la crise sont suffisamment efficaces pour limiter les dommages économiques.

Inflation en hausse

La situation de crise pourrait induire une plus grande instabilité des prix à la consommation en 2020. Mais de façon générale, il est anticipé en moyenne une légère détente de la hausse des prix à la consommation en raison de la baisse de la demande et de la chute brutale des cours du pétrole, dont l'effet conjugué devrait plus que compenser la hausse du prix de certains produits particuliers provoquée par les ruptures d'approvisionnement liées à la pandémie.

L'inflation pour l'ensemble de la CEDEAO devrait s'établir à 9,9% en 2020, contre 11,2% en 2019. En particulier, cette détente pourrait être observée au Nigeria et au Liberia avec des taux d'inflation respectifs de 11,7% et 20,5% en 2020, contre 13,5% et 24,5% en 2019. En revanche, il pourrait être observé des tensions sur les prix en Gambie, au Ghana et en Guinée, où le taux d'inflation augmenterait respectivement de 6,5%, 9,2% et 8,3% en 2020, comparée au taux de 5,3%, 8% et 8% l'année précédente. L'inflation devrait demeurer maîtrisée dans les pays de l'UEMOA et au Cabo Verde, se situant en général entre 1% et 2% cette année.

Déficit budgétaire en hausse

Le déficit budgétaire de l'ensemble de la CEDEAO devrait ressortir à 6,4% en 2020 après une hausse de 4,7% en 2019 et de 2,9% en 2018. Cette forte accentuation du déficit budgétaire de la région en 2020 est le reflet d'une aggravation généralisée dans l'ensemble des pays. Ainsi, alors que dix Etats membres ont eu un déficit budgétaire contenu dans la limite de 3% requis dans le dispositif de surveillance multilatérale de la CEDEAO, seuls deux pays, à savoir le Bénin (2,8%) et la Gambie (2,4%) devraient avoir un déficit inférieur à ce seuil en 2020. Le déficit public de la Guinée (4,3%), la Guinée Bissau (4,1%) et du Togo (4,1%) devrait ressortir en hausse au-delà de 4% en 2020, contre respectivement 2,3%, 2,8% et 1,5% en 2019.

En outre, le déficit budgétaire serait au moins égal à 5% au Burkina Faso (5%), Côte d'Ivoire (5,3%), Mali (5,8%), Nigeria (6,4%), Sénégal (5,6%), en Sierra Leone (5,6%), et connaîtrait une détérioration plus élevée au Ghana (10%) et au Cabo Verde (8,3%). Le risque d'une situation déficitaire plus accentuée est très probable car les conséquences économiques de la pandémie s'annoncent plus sévères que prévues.

Dette publique en hausse

La récession économique et les réponses rapides des gouvernements à la crise sanitaire de la COVID-19 ont des conséquences plus ou moins importantes sur l'évolution de la dette publique par rapport au PIB. Les prévisions suggèrent en moyenne une hausse du ratio de la dette publique par rapport au PIB de la CEDEAO qui ressortirait à 41% en 2020 et 42% en 2021, contre 35% en 2019. Bien que la situation de la dette publique demeure globalement peu préoccupante, elle connaît une hausse régulière et parfois rapide dans certains pays de la région que la pandémie de COVID-19 pourrait exacerber si des mesures appropriées ne sont pas prises.

Selon les premières prévisions, la dette publique en proportion du PIB ressortirait supérieure au seuil de 70% dans quatre Etats en 2020, à savoir le Cabo Verde (132%), la Gambie (80%), la Guinée Bissau (71%) et la Sierra Leone (73%) contre respectivement 121%, 82%, 70% et 67% en 2019. Par ailleurs, alors qu'en 2019 cinq pays enregistraient toujours un ratio de la dette publique inférieur à 40%, seul le Nigéria (avec 35%) devrait continuer à contenir sa dette dans cette limite en 2020. Le ratio de la dette publique pourrait enregistrer une évolution rapide cette année dans nombre de pays de la région. Ainsi par exemple, le ratio de la dette du Ghana, Libéria et du Sénégal passerait respectivement de 63%, 55%, et 64% en 2019 à 68%, 63% et 67% en 2020.

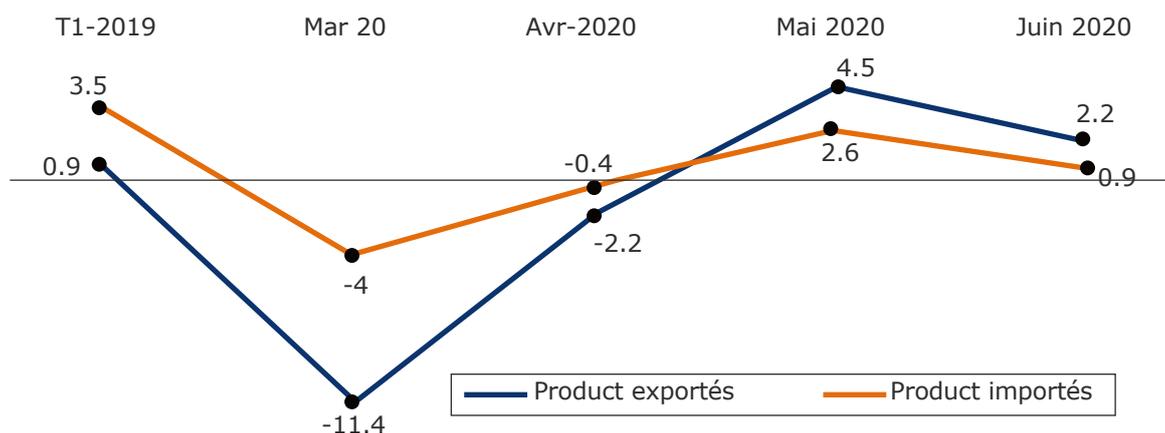
Échanges extérieurs en baisse

Le commerce mondial est durement affecté par les mesures d'isolement adoptées par la plupart des pays du monde, entraînant une forte chute des prix de plusieurs produits d'exportation comme le pétrole, les minerais et certains produits agricoles. En 2020, bien qu'encore sujette à de fortes incertitudes, les prévisions tablent sur un déficit du compte courant pour l'ensemble de la CEDEAO en forte dégradation qui devrait s'établir à 4,3% alors qu'il était de 2% en 2019.

Un compte courant en dégradation, avec une baisse des échanges extérieurs

Le premier trimestre 2020 a été marqué par une baisse, parfois importante, des prix des matières premières exportées par la CEDEAO du fait de la contraction de la demande mondiale. L'indice des prix des produits de base exportés a accusé un repli de -11,4% en mars 2020 (figure 16). Les baisses des prix concernent à la fois les produits énergétiques (-36,1%) et les produits non énergétiques (-7,2%). L'effondrement des prix du pétrole à -39,8% explique la baisse des prix de l'énergie.

Figure 16: Indice des prix des produits exportés et importés (variation mensuelle en %)



Source: indexmundi, calcul de la Commission de la CEDEAO

La baisse des cours des matières premières non énergétiques exportées par les pays de la CEDEAO a concerné essentiellement les métaux et minéraux (-0,1%) et les métaux précieux (-0,3%) ainsi que les prix des produits alimentaires (noix de cajou : -17,6%, huile de palme : -9,6%, café : -7,4% et cacao : -2,7%) et les autres matières premières (coton : -8,3% et caoutchouc : -10,3%). Toutefois, il est globalement observé une remontée des prix en avril et mai avec la levée progressive des mesures de confinement dans plusieurs pays du monde et la reprise de l'activité en Chine. Les produits exportés et importés ont progressé respectivement à 2,2% et -0,4% en avril et 4,5% et 2,6% en mai. Cette évolution agrégée est en lien, notamment, avec la remontée des cours du pétrole (+36,9%), du cacao (+1,7%), du café (+2,4%), des noix de cajou (4,3%) et du coton (+8,3%).

Figure 17: Prix du pétrole

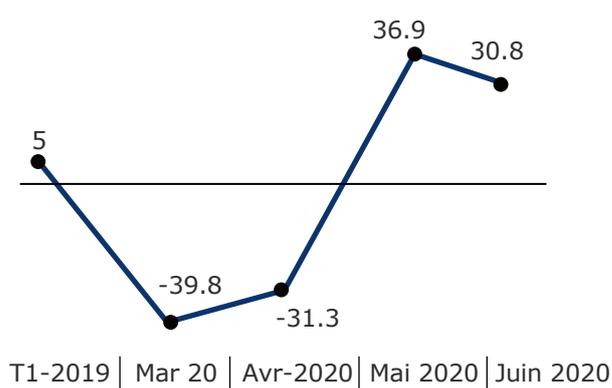


Figure 18: Prix de produits alimentaires

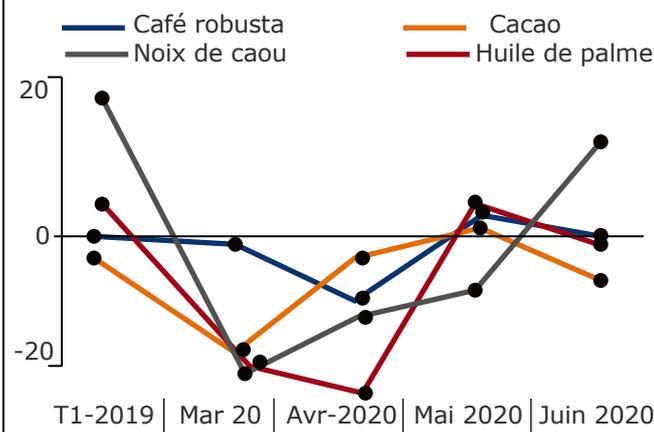


Figure 19: Prix de l'or

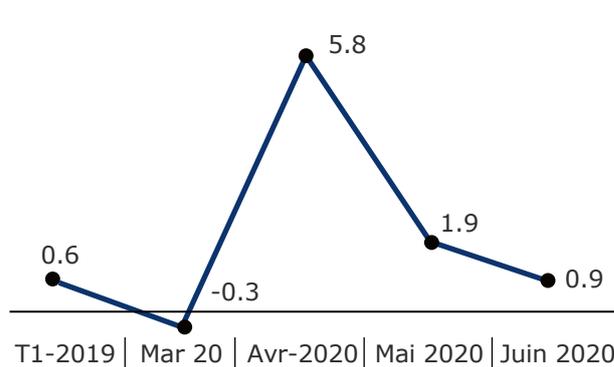
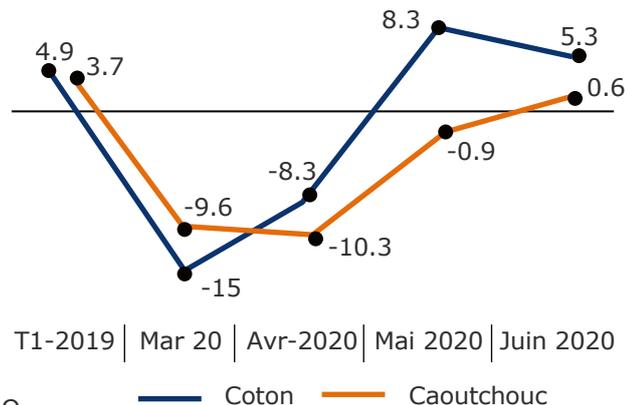


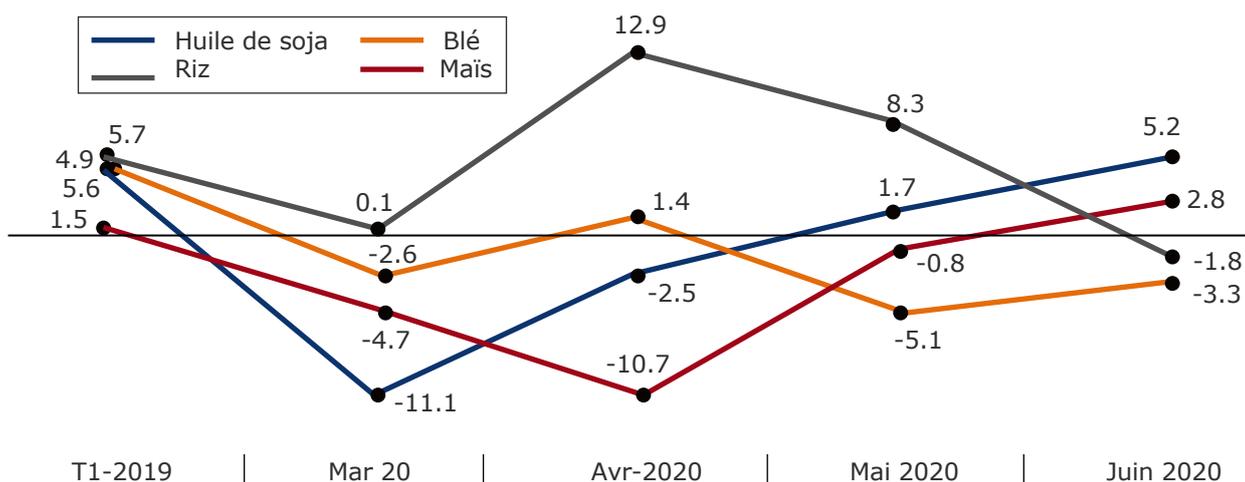
Figure 20: Prix du coton et caoutchouc



Source : indexmundi, calcul de la Commission de la CEDEAO

L'indice des prix des principaux produits alimentaires importés dans la CEDEAO a baissé de 4,0% en mars 2020. Cette baisse est en particulier imputable à la chute du prix du maïs (-4,7%), du blé (-2,6%) et de l'huile de soja (-11,1%) et au net ralentissement de la progression du prix du riz (+0,1% contre 5,7% en décembre 2019). Cette forte tendance baissière enregistrée au cours du premier trimestre 2020 a été inversée à partir d'avril. Hormis le prix du maïs qui a poursuivi sa baisse (-10,7%), il y a en avril un retournement de la tendance des prix du riz (+12,9%), du blé (+1,4%) et d'huile de soja (-2,5%, contre 5,2% en juin 2020).

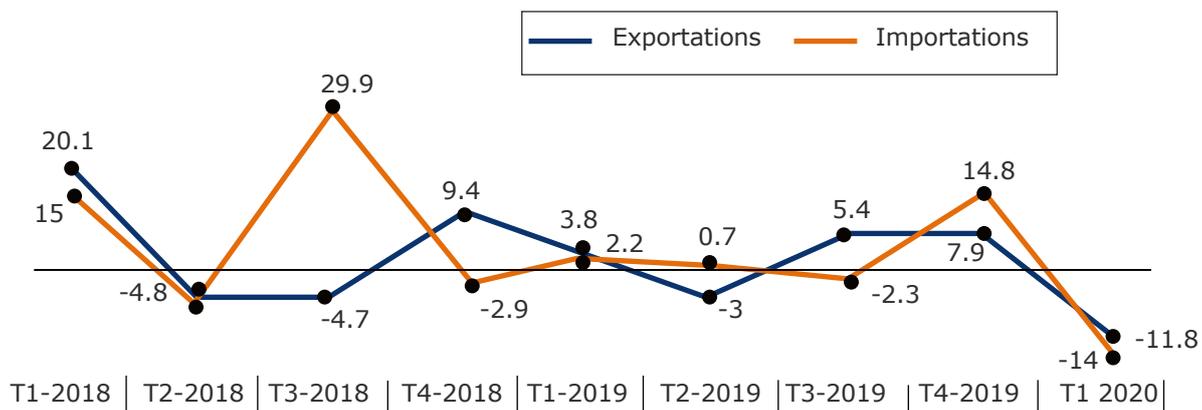
Figure 21: Prix de produits alimentaires (variation mensuelle en %)



Source : indexmundi, calcul de la Commission de la CEDEAO

Le commerce extérieur de la CEDEAO enregistre au 1er trimestre 2020, sa baisse la plus importante depuis plusieurs années. Les exportations totales de la CEDEAO chutent de 11,8% en mars 2020 alors qu'elles étaient en progression de 7,9% au dernier trimestre de l'année 2019. Cette baisse considérable est en lien avec l'effondrement des cours des principales exportations de la région, en particulier les produits pétroliers (-39,8%). Les importations de la CEDEAO enregistrent une baisse plus importante, passant d'une croissance de 14,8% au dernier trimestre 2019 à une forte contraction de 14% à fin mars 2020.

Figure 22: Commerce extérieur de la CEDEAO (variation trimestrielle en %)



Source : indexmundi, calcul de la Commission de la CEDEAO

La chute des échanges extérieurs depuis le début de la crise entraîne une dégradation de la balance des transactions courante des Etats de la CEDEAO. En 2020, le déficit du compte courant de la CEDEAO ressortirait à 4,3%, contre 0,4% en 2019. Ce résultat est en lien avec une aggravation du déficit du Nigéria de 3,3%, alors qu'il était de 1,1%, l'année précédente.

Transferts de fonds des migrants

Les transferts de fonds des migrants sont une source importante de revenus dans nombre de pays de la région. En 2019, ces transferts se sont établis à 33,7 milliards de dollars pour l'ensemble de la CEDEAO, soit près de 5% du PIB régional. Le Nigeria est l'un des plus grands bénéficiaires avec 23,8 milliards de dollar reçu, soit 5,3% du PIB en 2019. Le Ghana et le Sénégal suivent avec respectivement 3,5 milliards (5,2% du PIB) et 2,5 milliards (10,5%). Les transferts de fonds des migrants ont représenté pour la Gambie 15,8% de son PIB et au Cabo Verde 11,6% du PIB.

Les mesures de confinement imposées pour tenter d'enrayer la pandémie et qui ont fait chuter l'activité dans tous les secteurs, devraient occasionner un fort recul des transferts de fonds des migrants comme confirmé par une étude récente de la Banque Mondiale. Les travailleurs migrants sont particulièrement exposés aux pertes de revenus, car ils travaillent dans les secteurs les plus affectés par les mesures restrictives, notamment la restauration, l'hôtellerie, la vente au détail et en gros, le tourisme ou encore les transports et la construction. Se fondant sur un recul estimé à 23,1% en Afrique Subsaharienne, l'envoi de fonds de la CEDEAO pourrait chuter à 25,9 milliards de dollar en 2020, son niveau le plus bas depuis dix ans.

Impact sur le développement social

La COVID-19 a eu un impact social sur les Etats membres que ces derniers à travers les plans de riposte et de mesure de stimuli économiques essaient de contrer. L'impact social de la COVID-19 peut s'apprécier à travers l'éducation, la santé, la jeunesse, les violences basées sur le genre (VBG) et la libre circulation des biens et des personnes dans l'espace CEDEAO.

Impact sur l'éducation

Au niveau de l'éducation, la COVID-19 a eu pour effet d'affecter tous les élèves et étudiants de la CEDEAO tout niveau confondu à la date du 10 mai 2020 à cause des mesures de fermetures des écoles mises en œuvre progressivement par les Etats membres de la CEDEAO. L'effet de la fermeture des écoles et universités sur la réduction du capital humain des Etats membres est à craindre car le télé-enseignement instauré dans la plupart des pays s'est réalisé dans des conditions difficiles avec un faible accès des ménages à l'internet et aux outils de communication digitale. La reprise partielle physique des enseignements qui s'est opérée graduellement dès le mois de mai 2020 n'a pas couvert tous les pays, tous les cycles de formation et les programmes scolaires n'ont pu être achevés.

En outre, les évaluations des apprenants n'ont pu se réaliser dans les conditions optimales. La COVID-19 a donc déstabilisé le fonctionnement normal des enseignements dans les Etats membres tout en ouvrant de nouvelles perspectives d'enseignement à distance avec les outils tels Microsoft Teams et Zoom. Cependant pour une pleine utilisation de ces outils, une accélération de la qualité du réseau de téléphonie mobile, du débit Internet offert aux usagers et une action publique de grande envergure dans l'investissement numérique pour équiper les écoles, universités, centre de formation, et apprenants s'avère indispensables.

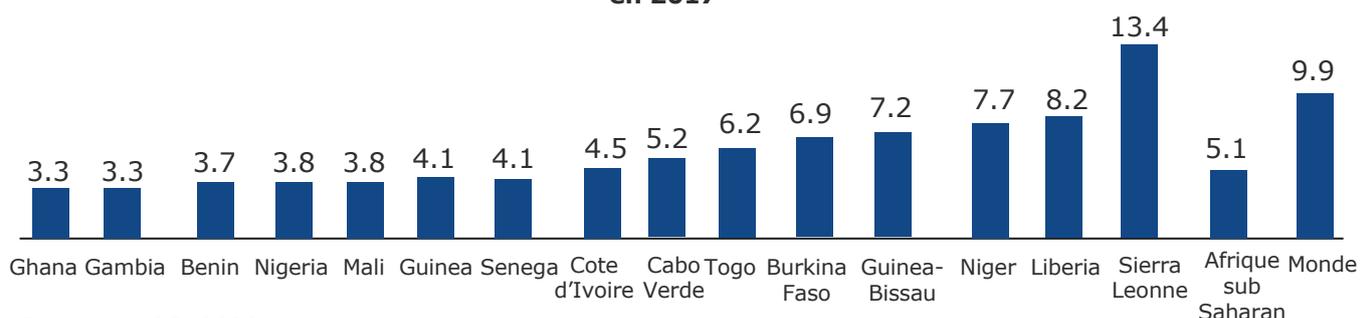
Impact sur la santé

La COVID-19 a mis à rude épreuve le système de santé des pays de la CEDEAO caractérisé par un faible niveau d'investissement et par un ratio personnel de santé-population faible et en dessous des normes de l'Organisation Mondiale de la Santé.

En termes d'investissement, les pays de la CEDEAO ont un niveau de dépenses courantes de santé en proportion du PIB compris entre 3,3% (Ghana) et 13,4% (Sierra Leone). A l'exception de la Sierra Leone (13,4%), tous les pays ont un niveau de dépenses courantes de santé en proportion du PIB inférieur à la moyenne mondiale qui s'établit à 9,9%. En revanche, du point de vue de cet indicateur, la situation est beaucoup plus délicate pour la Côte d'Ivoire (4,5%), le Sénégal (4,1%), la Guinée (4,1%), le Mali (3,8%), le Nigeria (3,8%), le Bénin (3,7%), la Gambie (3,3%), et le Ghana (3,3%) qui ont des valeurs inférieures à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne.

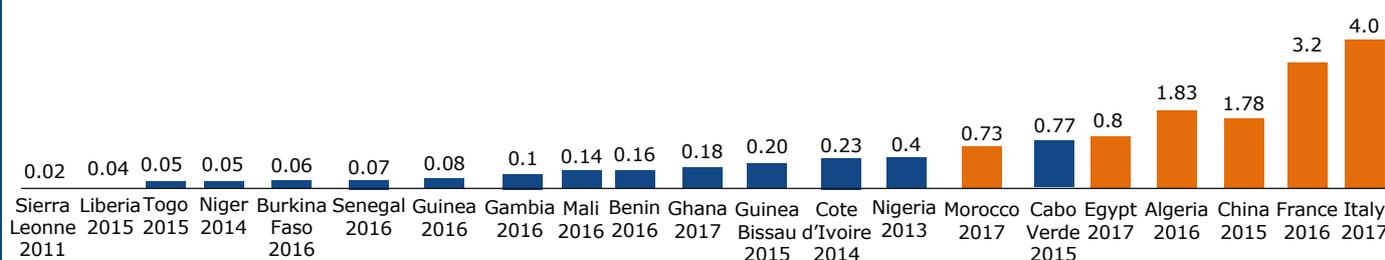
Au niveau du ratio personnel de santé-population, le ratio nombre de médecins pour 1000 habitants est également très faible pour tous les pays de la CEDEAO, témoignant une faible prise en charge. Au niveau de la CEDEAO, le Cabo Verde avec un ratio de 0,77 médecins 1000 habitants, a la meilleure performance (Graphique 5). Les ratios des autres pays oscillent entre 0,025 (Sierra Leone) et 0,38 (Nigeria). Il est intéressant de noter que le Maroc en direction duquel les ressortissants des pays de la CEDEAO à défaut de se rendre en Europe, pratiquent un tourisme sanitaire a un ratio de 0,73.

Figure 23: Dépenses courantes de santé des pays de la CEDEAO en proportion du PIB en 2017



Source : WDI (2020)

Figure 24: Ratio du nombre de médecins pour 1000 habitants dans les pays de la CEDEAO



Source: ECA (2020), ECA's calculation based on the World Health Organization's Global Health Workforce Statistics. Note: The calculation used the most recent year for which data is available

Autres effets sociaux (libre circulation, genre, travail informel)

La fermeture des frontières internationales des pays membres restreignent la liberté de circulation des citoyens de la communauté et ont un impact majeur sur le commerce transfrontalier. En outre, la limitation des déplacements a une incidence sur l'importante masse des travailleurs informels rémunérés à la journée et qui sont contraints de rester sans activité. Le confinement et la perte temporaire du travail peut avoir des incidences sur la subsistance des populations étant donné que le secteur informel représente plus de 80% de l'emploi dans la zone.

La fermeture des restaurants, bars, espaces de vente pour empêcher la propagation de la maladie fait perdre à la plupart des familles leur source de revenu et moyen de subsistance. Par ailleurs, le prolongement des mesures de confinement peut exacerber les violences conjugales et les violences basées sur le genre.





6. Les ménages ouest africains face au COVID-19 : des évidences à travers une enquête en ligne

La démarche méthodologie de cette étude comprend une partie descriptive et une partie analytique. L'étude de l'impact socio-économique de la pandémie COVID-19 dans l'espace CEDEAO se base sur les données d'une enquête en ligne dans l'espace CEDEAO. Les aspects méthodologiques de l'enquête et d'analyse des résultats sont présentés en annexes(1 à 5).

L'objectif de l'enquête est de collecter des informations crédibles et opportunes dans les 15 pays de la CEDEAO afin de comprendre les impacts socio-économiques de la COVID-19 sur les ménages urbains et ruraux. Pour une analyse plus poussée de l'impact socio-économique de la pandémie, deux approches ont été employées à savoir une analyse univariée et bivariée, et une analyse multivariée.

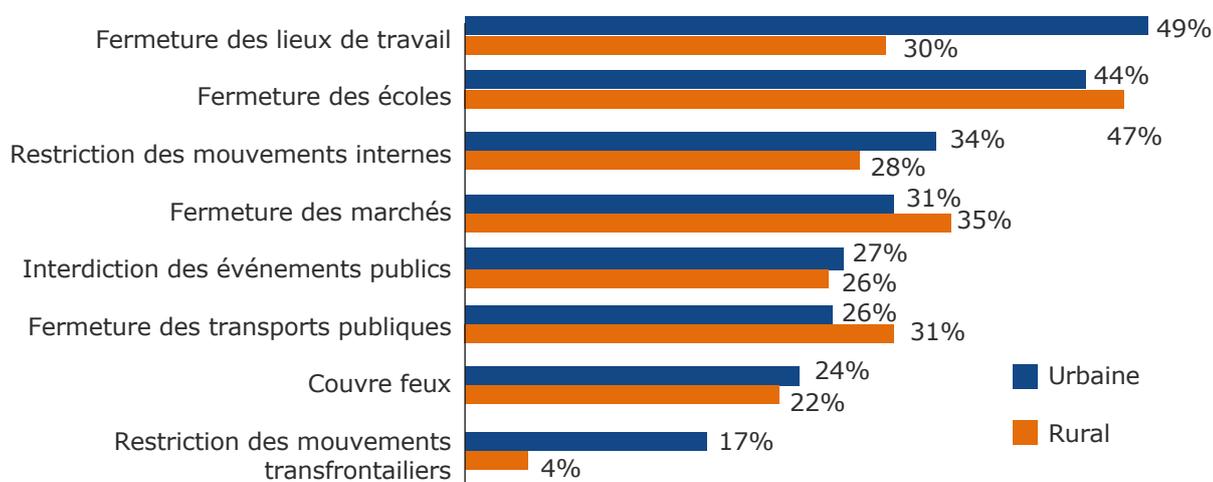
Analyse multidimensionnelle

Les mesures qui ont le plus d'impact sur les moyens d'existence

Les ménages enquêtés révèlent que les mesures telles que les fermetures des lieux de travail, des écoles, des marchés et la restriction des mouvements internes ont affecté le plus leur moyen d'existence.

Les mesures de restrictions ont occasionné des difficultés d'accès aux marchés aussi bien en milieu urbain (46%) qu'en zone rurale (62%). Dans les villes, le confinement, la peur de sortir dû à la COVID-19 et la fermeture des marchés sont les principales raisons de la difficulté d'accès aux marchés. Les restrictions de mouvements internes et la désorganisation du transport affectent davantage l'accès au marché dans les zones rurales où les marchés sont plus dispersés et situés parfois à plusieurs heures de marche. Ces résultats confirment la transmission urbain/rural de l'impact du confinement des zones urbaines qui sont pour l'instant l'épicentre de la crise sanitaire.

Figure 25: Impact des mesures restrictives sur les moyens d'existence des ménages



Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

Accès aux marchés fortement contrarié

Figure 26: Difficultés d'accès au marché en zone rurale

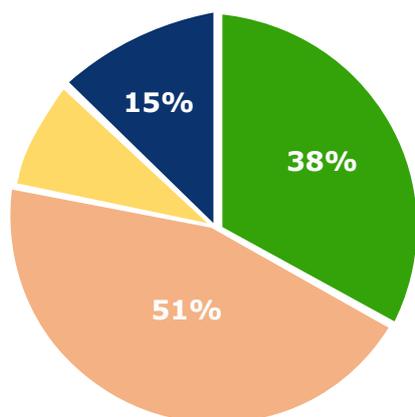
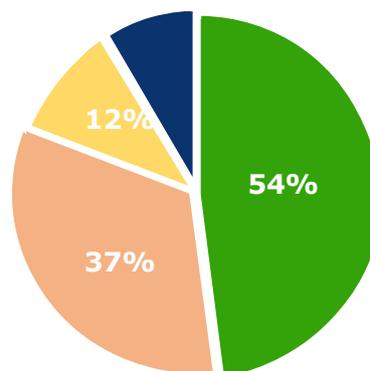


Figure 27: Difficultés d'accès au marché en zone urbaine



Pas de difficultés

Difficultés à accéder aux supermarchés

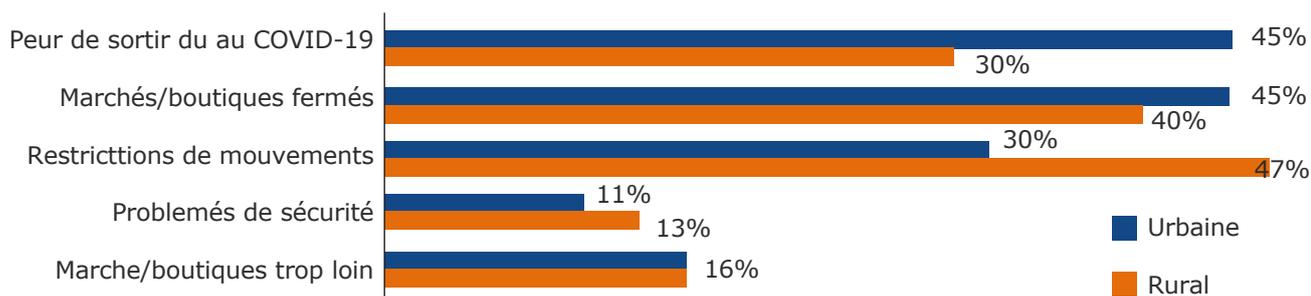
Difficultés à accéder aux marchés locaux

Difficultés à accéder aux boutiques

Source: Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

Disponibilité des produits alimentaires et non alimentaires

Figure 28. Principales raisons d'inaccessibilité aux marchés en milieu urbain et rural



La désorganisation du transport affecte la disponibilité des produits alimentaires de base, d'hygiène et pharmaceutiques davantage dans les zones rurales. Dans ces zones, la chaîne d'approvisionnement est plus longue pour les produits alimentaires importés (par exemple le riz) et les capacités de stockage sont faibles aussi bien chez les ménages que chez les commerçants. Cependant, dans les zones urbaines les stocks sont plus importants et la chaîne d'approvisionnement plus courte, d'où des ruptures moins fréquentes pour les produits alimentaires de base.

Table 13: Disponibilité des produits alimentaires et non alimentaires



Produits alimentaires frais
(e.g. légumes, viande, œuf)



Produits alimentaires de base
(e.g. céréale, sorgho, farine)

	Urbain	Rural	Urbain	Rural
Toujours disponibles	50%	31%	50%	31%
Parfois disponibles	43%	58%	43%	58%
Rarement/jamais disponibles	2%	3%	2%	3%
Ne sont plus disponibles	2%	7%	2%	7%
Ne sait pas	3%	1%	3%	1%

Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

En cas d'expansion de la COVID-19 dans les zones rurales, la faible disponibilité des produits alimentaires, d'hygiène et pharmaceutiques va accentuer la crise sanitaire.

Hausse des prix et perte des revenus et du pouvoir d'achat

L'impact le plus perceptible de la crise de la COVID-19 est la hausse des prix des produits alimentaires. Cette augmentation des prix a été signalée par plus de 90% des ménages, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. De fait, toutes les catégories socio-économiques sont affectées. L'impact sur le revenu est plus sévère pour les personnes qui dépendent de sources de revenu instables et précaires, notamment les petits commerçants, les vendeurs de rue et les travailleurs occasionnels. Les personnes qui dépendent des transferts d'argent sont également fortement affectées.

Forte perturbation des sources de revenus, notamment du secteur informel et des femmes

Les activités génératrices de revenus quotidiens, particulièrement dans le secteur informel ont été très perturbées dans la plupart des pays de la CEDEAO. Dans plus de 90% des cas, les ménages ont signalé que les mesures de restriction ont eu un impact négatif sur les revenus des ménages. Chez 44% d'entre eux, l'impact a été significatif, voire sévère.

Figure 29: Perception de l'impact du COVID-19 sur les sources de revenus des ménages

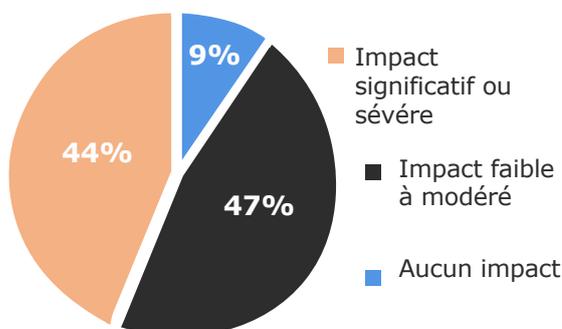
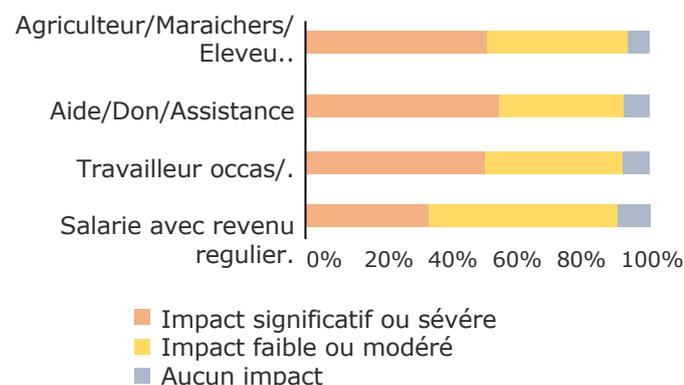


Figure 30: Perception de l'impact du COVID-19 sur les sources de revenus des ménages selon les groupes de moyens d'existence

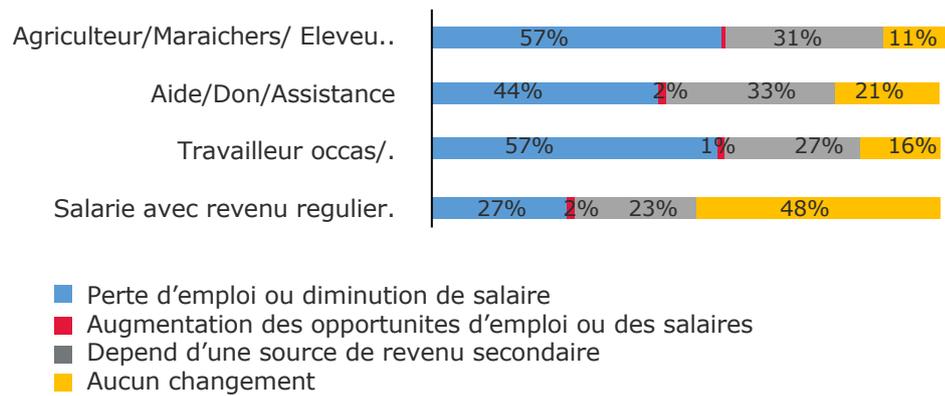


Source : Commission de la CEDEAO/ analyse données d'enquête

Tous les types d'activités ont été négativement impactés qu'ils s'agissent du travail occasionnel, du commerce, des activités agricoles ou de l'aide. Les salariés avec un revenu régulier ont été les moins impactés.

Pour la grande majorité des ménages répondants, les mesures de restriction ont conduit à une perte d'emploi ou une diminution de salaire.

Figure 31: Changement des revenus selon les principales sources



Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

Les ménages dirigés par les femmes semblent plus impactés. En effet 42% de ces ménages déclarent avoir perdu leur emploi suite à l'instauration des mesures restrictives contre 37% dans les ménages dirigés par les hommes.

Le travail informel (travailleurs occasionnels, journaliers, commerce, propre business) et les producteurs de produits agricoles frais (maraîchage) sont les plus concernés par la perte d'emploi et la diminution de salaire suite aux mesures restrictives mises en place par les Gouvernements. Par ailleurs, environ le quart des ménages ont développé un certain nombre de stratégies pour faire face à cette situation, notamment le recours à une source de revenu secondaire. Ce qui sous-entend que certaines catégories socio-économiques, notamment les personnes qui vivent de l'informel, constituent une main d'œuvre agile, capable de s'adapter en raison de leur faible spécialisation professionnelle.

Baisse des stocks de nourriture

Le stock de nourriture est un indicateur déterminant de la disponibilité alimentaire au niveau des ménages. Au moment de la collecte des données, aux mois de juin/juillet 2020, la plupart des ménages considéraient qu'en moyenne, leurs stocks de nourriture étaient inférieurs aux stocks de l'année dernière. En zone rurale ce pourcentage est de 80%, contre 63% en zone urbaine.

Inquiétudes accrues des ménages face à la crainte de manquer de nourriture, surtout chez les ménages dirigés par des femmes.

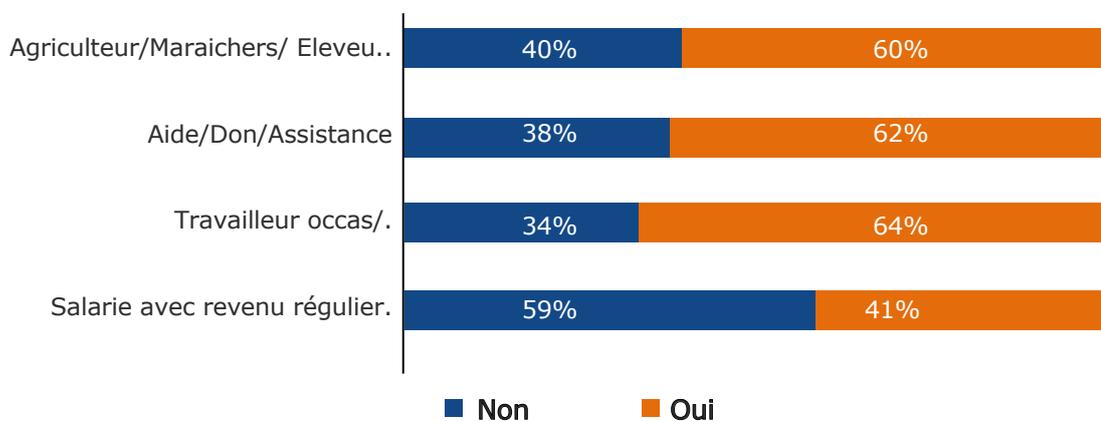
La crainte de manquer de nourriture est rapportée par la majorité des ménages. En effet, plus de la moitié des ménages (52%) enquêtés ont rapporté avoir eu des inquiétudes de ne pas avoir suffisamment de nourriture durant les 30 jours précédant l'enquête.

Les ménages ruraux ont ressenti les effets négatifs des mesures restrictives prises principalement en milieu urbain et des pertes d'emploi et/ou des baisses de revenus occasionnés chez les urbains. De plus, la restriction des déplacements et des mouvements a empêché certains ménages vivant en zone rurale de pouvoir écouler leurs produits dans les centres urbains ou dans les zones frontalières, ce qui a engendré une baisse des revenus des ménages ruraux.

Les inquiétudes sur l'accès à la nourriture des ménages ont été plus ressenties par les ménages dirigés par les femmes. Dans cette catégorie, une analyse plus approfondie met en exergue une plus grande vulnérabilité des ménages dirigés par les femmes non-travailleurs (74%) qui sont significativement plus touchés que ceux des femmes travailleurs (47%).

De plus, les ménages qui dépendent de source de revenus instables et précaires – tels que les travailleurs journaliers, les petits commerçants et ceux qui dépendent des transferts de fonds ou de l'aide familiale ainsi que ceux qui s'activent dans le secteur agricole – ont également rapportés une crainte plus importante par rapport à l'accès à la nourriture comparé aux autres catégories de ménages.

Figure 32: Ménage s'est-il inquiété de ne pas avoir assez de nourriture à manger



Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

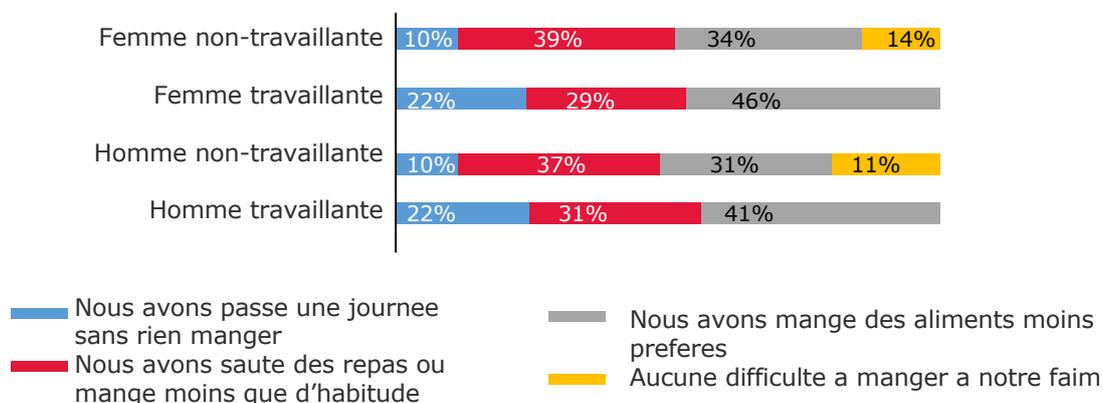
Les stratégies d'adaptation des ménages face au risque de manque de nourriture

Afin de combler le manque de nourriture, une majorité des ménages (60%) ont eu recours à des stratégies d'adaptation, telles que manger des aliments moins préférés, sauter des repas ou manger moins que d'habitude ou passer une journée entière sans manger – les deux dernières étant les stratégies les plus sévères. Durant les 7 jours précédant l'enquête, presque un tiers des ménages ont eu recours à l'une de ces deux stratégies communément utilisées dans des situations critiques. Ces deux stratégies sont le reflet des situations de stress sur l'accès à la nourriture.

Conformément aux résultats précédents, les ménages qui dépendent du secteur informel ont eu tendance à appliquer des stratégies d'adaptation plus sévères que les autres catégories de ménages. Ceci pourrait être expliqué par le fait que les revenus de ces ménages sont beaucoup plus volatiles, les exposant à des impacts plus importants sur la sécurité alimentaire dans le court terme. En dépit du fait que certains ménages urbains ont subi une baisse de revenu, il faut également considérer qu'une bonne partie travaille pour des entités gouvernementales ou publiques ce qui assure une relative stabilité de leur revenu.

L'analyse a également soulevé une différence entre les ménages dirigés par les hommes et ceux dirigés par les femmes. On note que 32 % des ménages dirigés par des femmes ont rapporté avoir passé une journée entière sans manger ou avoir sauté des repas, comparé à 28 % des ménages dirigés par des hommes.

Figure 33: Stratégies d'adaptation adoptées dans la dernière semaine par sexe et statut du chef de ménage



Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

Conséquences du prolongement des mesures restrictives

Un prolongement des mesures restrictives ou encore une seconde vague de contamination à la COVID-19 pouvant aboutir à une nouvelle fermeture des frontières de certains États d'Afrique pourrait entraîner des répercussions importantes sur la sécurité alimentaire des ménages.

Environ 45% des ménages pensent ne pas avoir assez de ressources pour faire face à un prolongement des mesures restrictives.

Il va sans dire que la vie quotidienne des ménages dans les pays de la CEDEAO a été considérablement affectée par la COVID-19 et les mesures mises en place pour réduire sa transmission. Afin d'évaluer cette dimension, l'enquête s'est focalisée sur deux aspects importants : les mouvements et déplacements ainsi que la sécurité des ménages.

Figure 34: Se déplacer régulièrement au delà de sa ville pour travailler

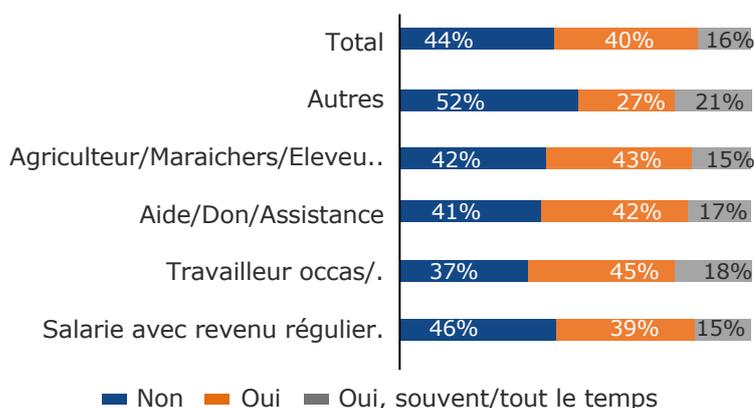
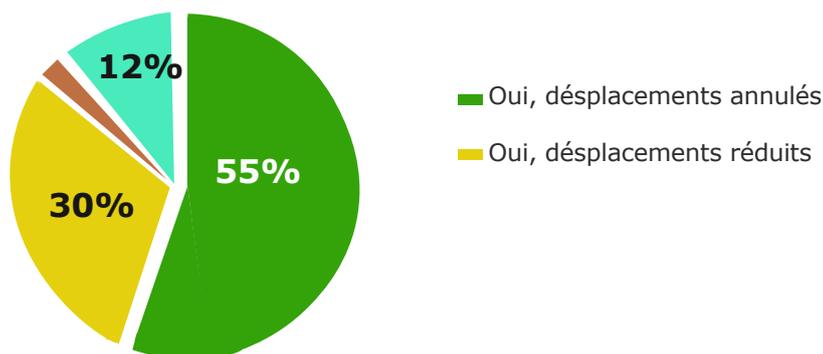


Figure 35: Modification des déplacements pour le travail ou autres raisons dû au COVID-19



Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

Les déplacements sont une partie importante de la vie des ménages, dans les milieux urbains comme dans les milieux ruraux. Avant la COVID-19, environ 56% des ménages ont rapporté devoir se déplacer régulièrement au-delà des limites de leur ville pour travailler. Les travailleurs occasionnels sont les plus mobiles, au total 63% d'entre eux se déplacent régulièrement pour mener leurs activités économiques. Quant aux salariés, ils semblent effectuer moins de déplacements, comparés aux autres travailleurs (figure 35).

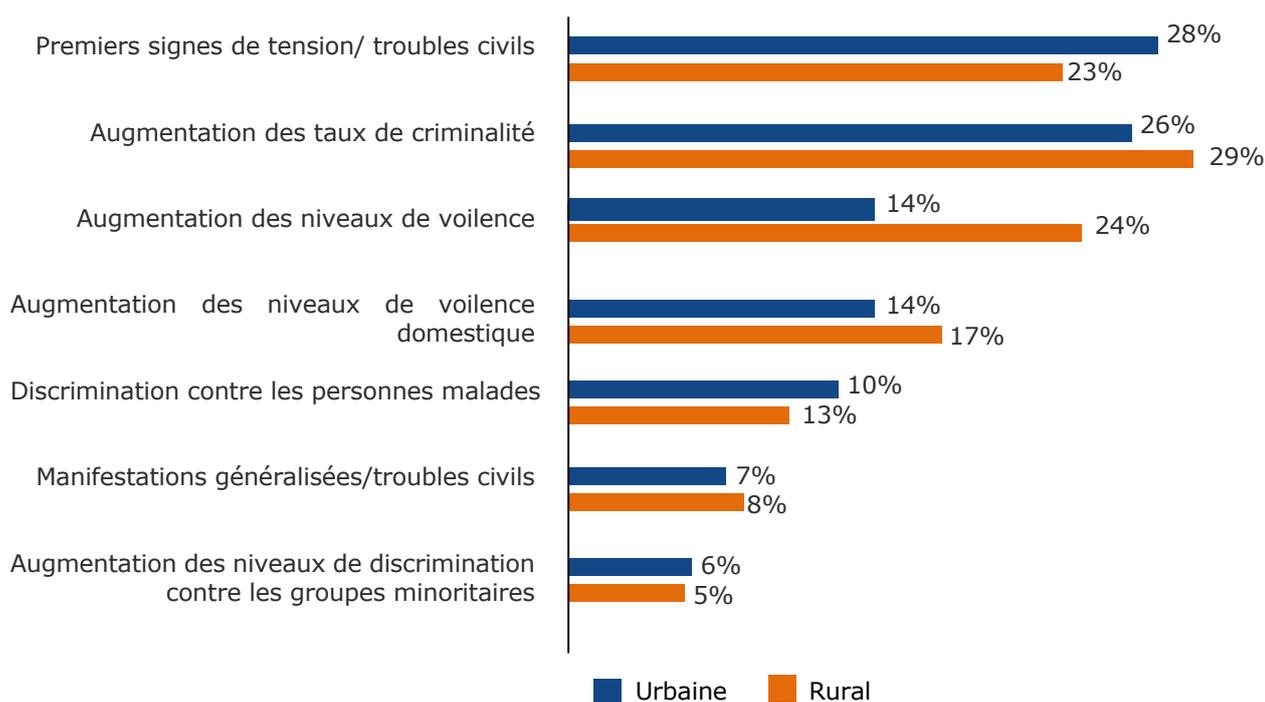
En raison de la pandémie, 86% des ménages ont rapporté avoir des membres qui ont dû modifier leurs déplacements – soit en les annulant ou en les réduisant. Aucune différence n'a été observée entre les milieux urbains et ruraux : les ménages ont également dû modifier leurs déplacements indépendamment de leur lieu de résidence.

Risques de tensions sociales

La situation difficile à laquelle plusieurs ménages sont confrontés en raison de la pandémie comporte certains risques sur la sécurité. Certains pays de la CEDEAO, tels que le Nigeria, le Mali et le Burkina Faso sont déjà confrontés à des conflits internes qui n'ont pas connus une accalmie durant la pandémie. Les pertes de revenus, les difficultés sociales et les incertitudes face à l'avenir engendrées par cette pandémie exigent de porter une attention particulière aux changements liés aux tensions et violence. La figure 36 illustre les perceptions des répondants par rapport à ce dernier point.

Il est important de noter qu'il y a eu une augmentation du risque de violence aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. De plus, la violence domestique a légèrement augmenté.

Figure 36: Perception des tensions et violence



Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

Attentes des populations en matière d'assistance

Les réponses des gouvernements ont touché certains ménages enquêtés. Cependant, cette réponse a eu une portée limitée tant au niveau du nombre de personnes ciblées que des modalités de transfert utilisées. Dans beaucoup de pays, l'assistance du gouvernement est faite sous forme de dons alimentaires alors que la majorité des ménages souhaitent recevoir une allocation financière et des kits sanitaires.

Impact de la COVID-19 : Une évaluation par une analyse de données multiples

Une analyse purement descriptive ne saurait appréhender l'intensité de l'impact socioéconomique de la pandémie car ses effets sont complexes et demande une approche méthodologique structurale. C'est pourquoi, en plus du travail purement descriptif il y'a lieu de faire des analyses croisées pour mettre en exergue, à l'aide des modèles d'équations structurelles, les interactions entre les variables (latentes et observées), la nature et la force de ces liens de causalité avec l'impact de la COVID-19 et de prévoir l'efficacité à court et moyen termes des mesures de réponses prises par chaque pays pour faire face à la COVID-19.

L'analyse multivariée permet la prise en compte des catégories sociales au niveau régional. Considérer les populations de l'espace CEDEAO comme un ensemble homogène pourrait impacter sur la qualité des résultats et les recommandations et de ce fait sur l'efficacité des mesures d'interventions.

Ce d'autant plus que les pays n'ont pas les mêmes situations sociales, économiques et nutritionnelles. En plus, les pays ont pris des mesures de réponses différentes face à la COVID -19 qui ont sans doute en retour des

effets socioéconomiques différents. Il convient donc d'analyser l'impact de ces mesures de mitigations sur la situation socio-économique des pays et de classer les pays par impacts socio-économiques similaires.

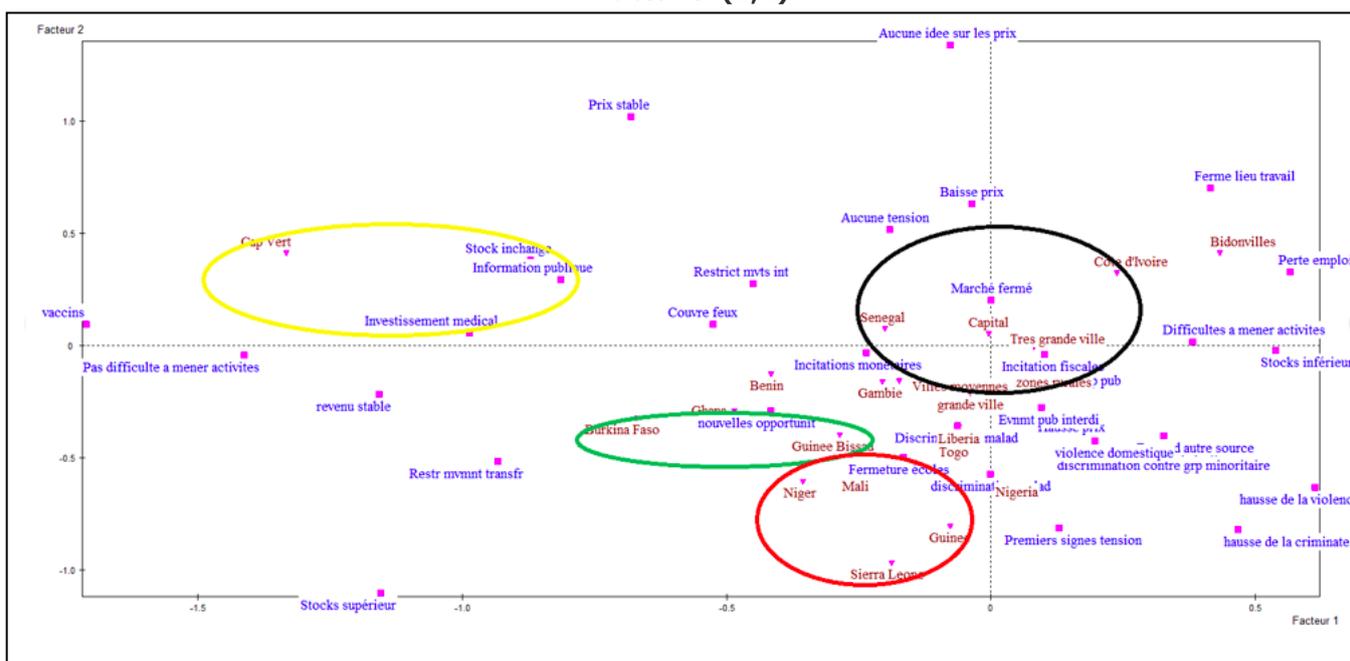
En amont, cette cartographie des impacts socio-économiques des mesures de confinement est nécessaire non seulement pour un apprentissage et une capitalisation des expériences des pays mais aussi pour une prise de décision au cas par cas au niveau régional. En aval, elle permettra aux pays de personnaliser leurs mesures de mitigation. A cet effet, une Machine Learning (annexe I) sur les jeux de données permettrait de classer les pays selon ces critères suscités.

L'on peut noter une agglutination en quatre groupes :

- Le premier est composé du Togo, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Liberia, du Nigeria et de la Sierra Leone qui sont caractérisés par la hausse des prix, un niveau de stocks inférieurs par rapport à celui de l'année passée, des difficultés à mener leurs activités du fait des mesures de restrictions des événements publics et de la fermeture des écoles, enregistrent les premiers signes de tension et une augmentation des taux de criminalité.
- Le deuxième groupe est composé du Benin, du Burkina Faso, du Ghana, du Niger et du Sénégal qui ont été impactés par les fermetures des marchés locaux, de la restriction des mouvements transfrontaliers et internes dont le tout a contribué à générer de nouvelles opportunités d'emploi.
- Le troisième groupe de pays est formé par le Cabo Verde dont la COVID-19 n'a pas eu d'impact significatif, sur les stocks alimentaires et sur les prix, et ce, grâce à la campagne d'information publique et des investissements sanitaires mis en place.
- Enfin, la Côte d'Ivoire qui compose le dernier groupe avec en perspective un impact sévère sur les revenus et une perte d'emploi à cause de la fermeture des lieux de travail. Les bidonvilles et les établissements informels affichent des caractéristiques similaires aux impacts subis par la Côte d'Ivoire.

En somme nous retiendrons que les variables, hausse des prix, stocks inférieurs par rapport à l'année passée, la fermeture des écoles, une augmentation des taux de criminalité, fermetures des marchés locaux, nouvelles opportunités d'emploi, stock inchangé, information publique, investissement médical, impact sévère sur les revenus, perte d'emploi, fermeture de lieux de travail peuvent être considérées comme des facteurs explicatifs de l'impact socio-économique de la COVID-19. Une analyse additionnelle de ces modalités donne une représentation du nuage des modalités actives et illustratives dans le plan factoriel avec quatre groupes plus ou moins homogènes et distincts.

Figure 39: Représentation du nuage des modalités actives et illustratives dans le plan factoriel (1;2)



Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

Après l'interprétation des figures 37-39, on procède à une classification des pays de l'espace CEDEAO en fonction de l'ensemble des critères. Il existe six principales classes de pays homogènes à analyser selon les résultats. Cependant, vue le nombre de classe de pays et la disparité élevée dans les variables, nous avons décidé d'appliquer une classification ascendante hiérarchisée automatique dont les résultats sont consignés dans le tableau 14. Cette dernière a déterminé cinq principales classes.

Table 14: Classification des pays

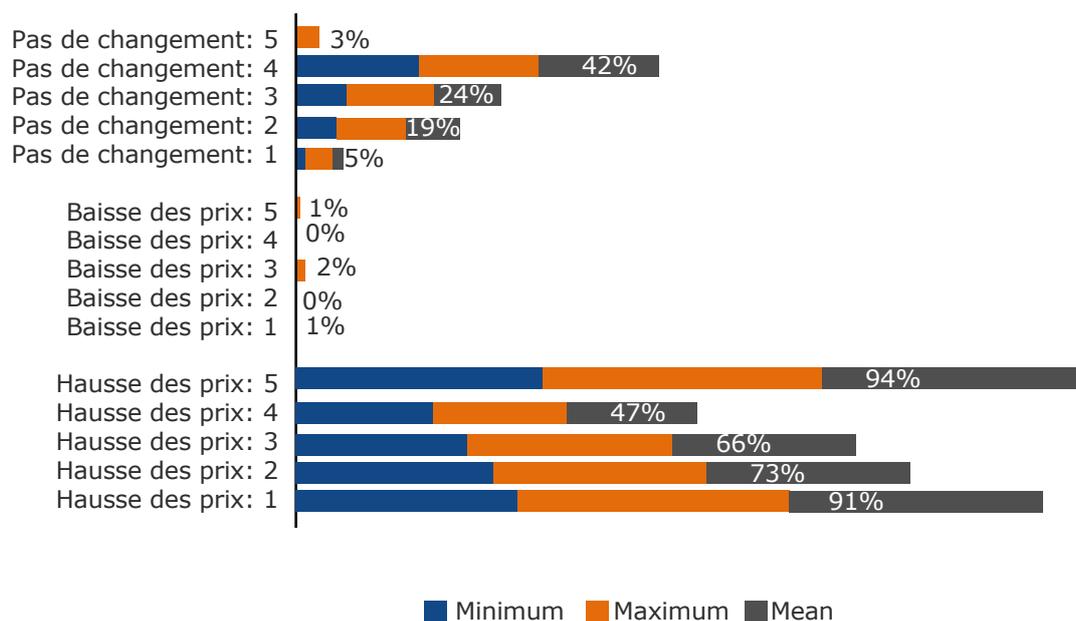
Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Classe 5
Benin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Cabo Verde	Mali
Ghana	Guinée Bissau	Sénégal		Guinée
Liberia				Niger
Gambie				Sierra Leone
Nigeria				
Togo				

Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

La figure 40 montre qu'en moyenne 94% des répondants des pays de la classe 5 ont été impactés par la flambée des prix.

Dans la classe 1, 91% des enquêtés de ces pays ont noté une hausse des prix. La classe 4 est celle où les répondants ont moins ressenti l'augmentation des prix, avec seulement 47% l'ayant noté, alors que 42% de ceux-ci considèrent que les prix sont stables. Autrement dit, plus de 47% des individus des différentes classes ont observé une flambée des prix, alors que ceux qui considèrent que les prix n'ont pas changé suite aux mesures, les restrictions sont moins de 42%. La modalité baisse des prix est un cas exceptionnel.

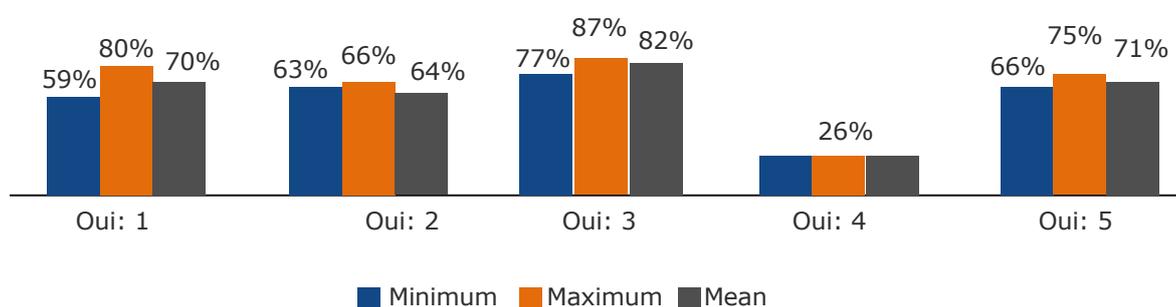
Figure 40: Impact de la COVID-19 sur les prix selon les classes



Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

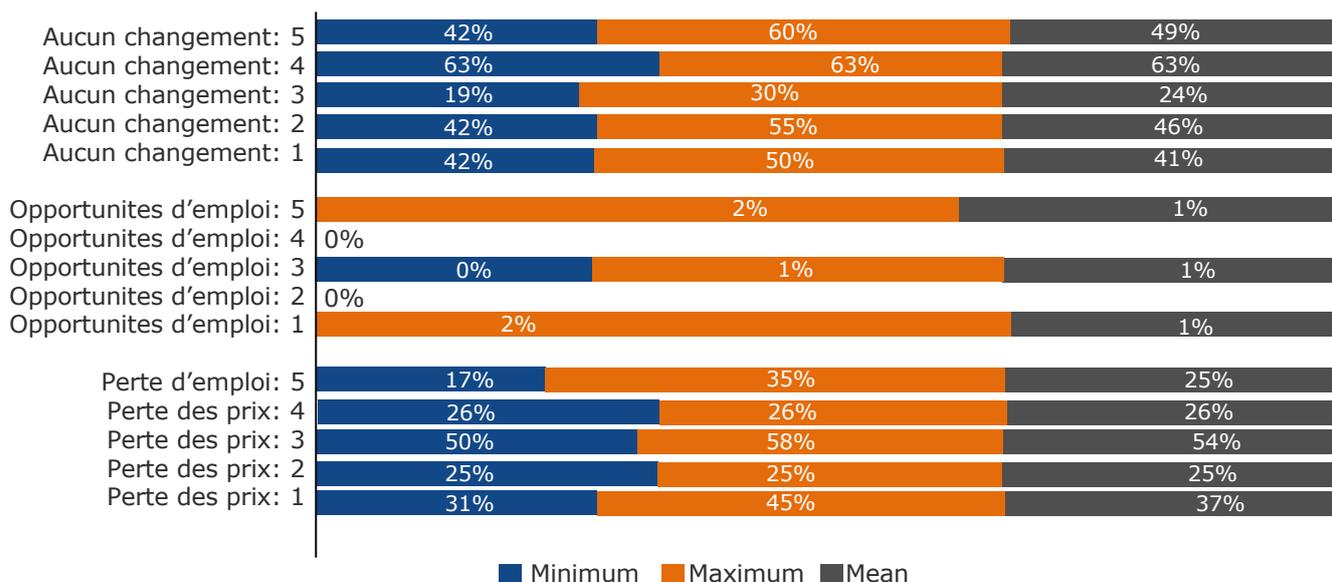
La figure 41 expose que 26-87% des ménages ont rencontré des difficultés à mener les activités dont ils vivent depuis que les mesures restrictives ont été mises en place par les gouvernements. Particulièrement, les mesures restrictives des gouvernements des pays de classe 3, ont affecté en moyenne 82% des ménages dans la possibilité à mener leurs activités de base. Les mesures gouvernementales de la classe 4 ont le moins affecté l'activité des ménages (26%).

Figure 41: Difficultés à mener ses activités



L'analyse de l'impact des mesures gouvernementales sur les sources de revenu confirme que c'est dans la classe 3 (Côte d'Ivoire, Sénégal) que les ménages (54%) craignent une perte d'emploi suite aux restrictions alors que 63% de ceux de classe 4 (Cabo Verde) n'ont pas observé de changement dans leurs principales sources de revenu (Figure 42). La variable opportunité d'emploi, représente des cas isolés comme le montrent leurs poids par rapport à la taille de l'échantillon. En somme, 17-58% des ménages craignent une perte d'emploi contre 19-63% qui sont sereins de ne pas perdre leurs emplois suite à la pandémie.

Figure 42: Impact des mesures sur les sources de revenu

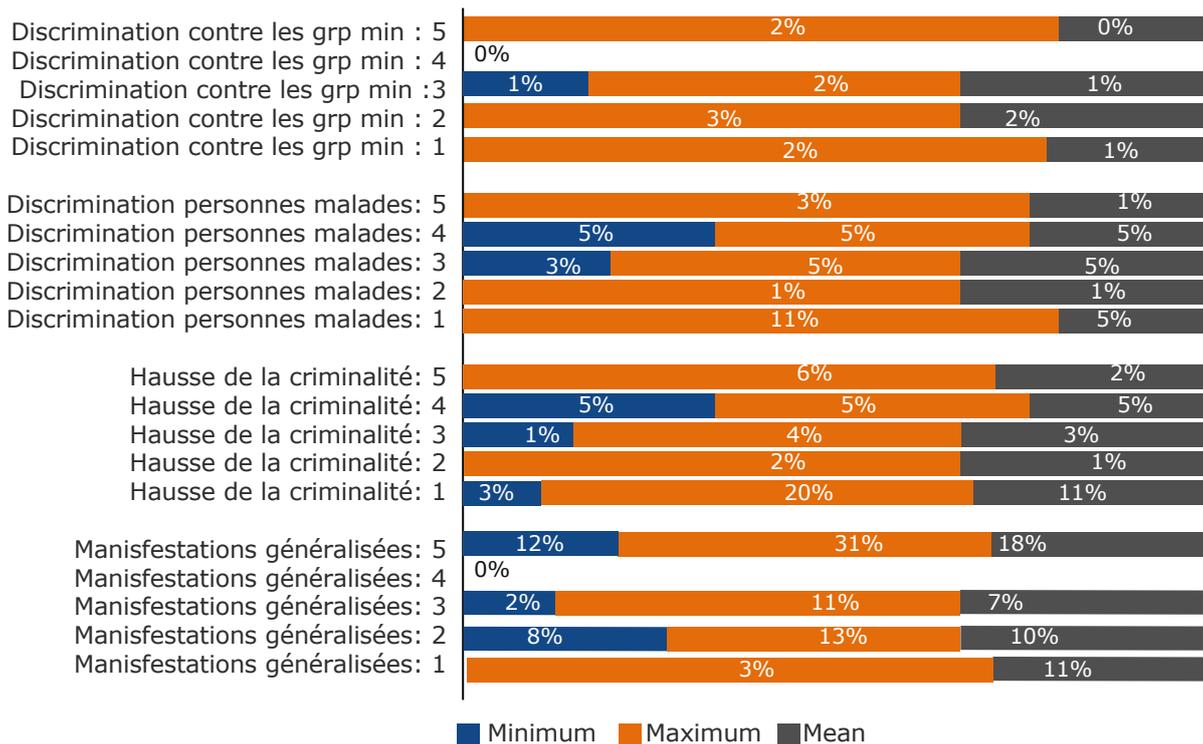


Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

L'analyse de la variable tension sociale révèle une recrudescence de la criminalité dans le groupe de pays de la classe 1 (Benin, Ghana, Liberia, Gambie, Nigeria, Togo) avec un taux de 11% des ménages qui l'avoue (Figure 43). Les ménages de la classe 5 (Mali, Guinée, Niger, Sierra Leone) ont mentionnés les manifestations généralisées et les troubles civils (18%) et la discrimination contre les malades (11%) comme signe de tension sociale. La discrimination contre les groupes minoritaires et contre les malades semble subsidiaire car pas plus de 5% des enquêtés l'ont notifié.



Figure 43: Risques de Tension



Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

Dans l'ensemble, les fermetures des écoles, suite à celles des lieux de travail et des marchés locaux ont le plus affecté les ménages. La fermeture des écoles a affecté entre 32-52% des ménages. En moyenne, 48% des ménages des pays de la classe 5 (Mali, Guinée, Niger, Sierra Leone) ont été affectés par la fermeture des écoles. Alors que c'est 21% d'entre eux dont les lieux de travail ont été touchés. Cependant, ce sont les ménages (32%) de la classe 4 (Cabo Verde) suivi de près par ceux de classe 3 (Côte d'Ivoire et Sénégal avec un taux moyen de 29%) qui craignent l'impact de la fermeture des lieux de travail.

Au demeurant, les pays n'ont pas connu le même impact socio-économique de la pandémie à COVID-19 du fait de l'hétérogénéité des mesures de ripostes adoptées par les pays. Dans une dynamique d'apprentissage, de capitalisation et de personnalisation de celles-ci il est nécessaire de questionner les variables socio-économiques les plus affectées par ces mesures et d'investiguer sur les mesures les moins ou les plus efficaces.

Une analyse discriminante des profils des pays en fonction des mesures prises est faite, suivie d'une classification de ces pays en fonction des variables les plus importantes provenant de l'analyse discriminante afin de procéder, enfin, à la caractérisation des pays.

Impact socioéconomique des mesures de mitigation: classification et caractérisation des pays

Dans cette partie, une analyse des variables qui discriminent les pays de l'espace CEDEAO en fonction des mesures de mitigations prises contre la COVID-19 est faite afin de déterminer les variables les plus importantes. Une analyse factorielle discriminante (AFD) ou simplement analyse discriminante est utilisée à cet effet. Cette dernière est une technique statistique utilisée pour déterminer les variables qui permettent de discriminer deux ou plusieurs groupes se produisant naturellement.

Les résultats de l'analyse discriminante des mesures de mitigation des pays, indiqués dans la figure 44, révèlent que la disponibilité des produits alimentaires frais (10), la disponibilité des produits alimentaires de base (11), la disponibilité des produits d'hygiène (12) et la situation alimentaire des ménages (24) sont les variables les plus importantes pour discriminer les pays en fonction des impacts des mesures de mitigations prises. Ces variables sont aussi des déterminants connus de la sécurité alimentaire et illustrent que les mesures prises n'ont pas eu les mêmes répercussions sur la sécurité alimentaire des pays.

Table 15: Résumé des critères de validité de l'analyse

Dimension	Alpha de Cronbach	Écart pris en compte		
		Total (valeur propre)	Inertie	% de la Variance
1	0,795	2,748	0,550	54,966
2	0,668	2,149	0,430	42,978
Total		4,897	0,979	
Moyenne	0,740 ^a	2,449	0,490	48,972

a. L'Alpha moyen de Cronbach est basé sur la valeur propre moyenne.

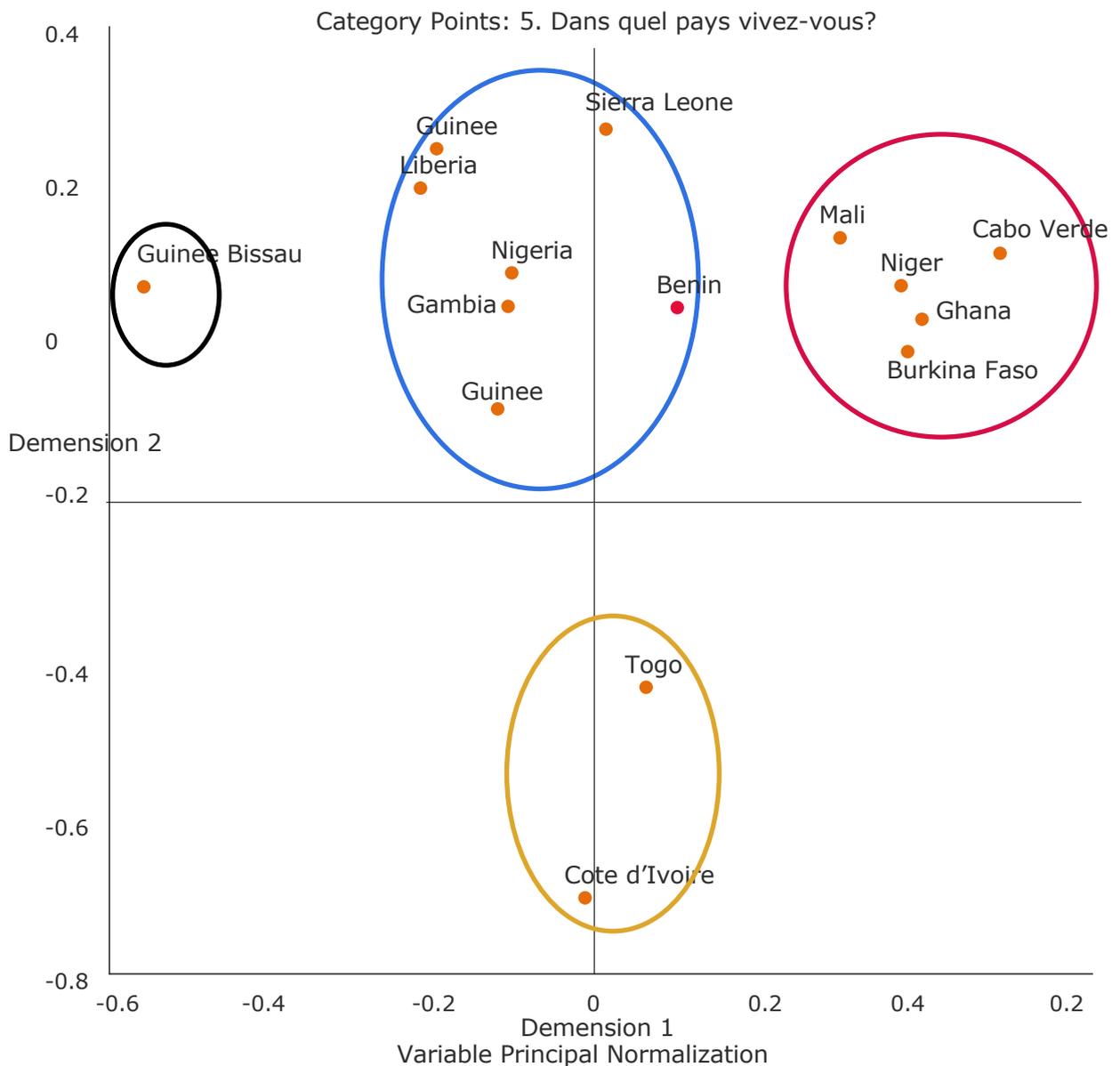
Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête



Les résultats des tests de validité dans le tableau 15 montrent que les résultats sont robustes et valident car la moyenne d'Alpha Cronbach et du total de l'information captée doivent être au moins égaux à 0,7 alors qu'ils sont respectivement 0,74 et 0,979 dans le cas présent.

Une dernière analyse des correspondances multiples (ACM) de ces variables discriminantes donne une nouvelle représentation des pays en fonction de leurs profils (les plus proches sont identiques) comme dans la figure 44.

Figure 44: Regroupement des pays en fonction des variables qui les discriminent



Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

La figure 45, présente quatre groupes de pays : on a le groupe Burkina Faso, Cabo Verde, Mali, Ghana et Niger complètement opposé à celui de Guinée Bissau mais proche du groupe Benin, Guinée, Liberia, Gambie, Nigeria, Sierra Leone, Sénégal qui est à son tour opposé au groupe Togo et Côte d'Ivoire.

Ainsi, la situation de sécurité alimentaire de la Guinée Bissau est absolument opposée à celle des ménages du groupe Burkina Faso, mais voisine à celui du Benin. La situation alimentaire du groupe Benin est intermédiaire mais opposée à celle du groupe Togo.

Une classification des pays en fonction de ces quatre variables de sécurité alimentaires donne quatre classes de pays de profils spécifiques comme indiqué dans le tableau 16.

Table 16: Classification des pays en fonction des variables importantes

<i>Classe 1</i>	<i>Classe 2</i>	<i>Classe 3</i>	<i>Groupe 4</i>
<i>Benin</i>	Burkina Faso	Guinée Bissau	Togo
<i>Guinée</i>	Cabo Verde		Côte d'Ivoire
<i>Liberia</i>	Mali		
<i>Gambie</i>	Ghana		
<i>Nigeria</i>	Niger		
<i>Sierra Leone</i>			
<i>Sénégal</i>			

Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

Caractérisation des pays

Les mesures restrictives des gouvernements de la classe 2 (Burkina Faso, Cabo Verde, Mali, Ghana, Niger) ont le moins affecté la disponibilité en produits alimentaires frais des ménages. En effet, 62-78% des ménages indiquent que ces produits étaient toujours disponibles. Particulièrement les mesures Cabo verdiennes semblent les plus efficaces car 78% de ces ménages répondent que les produits alimentaires frais étaient disponibles et 22% d'entre eux soutiennent que ces produits sont parfois disponibles.

Disponibilité relativement limitée de produits frais

La classe 1 est constituée du Benin, de la Guinée, du Liberia, de la Gambie, du Nigeria, de la Sierra Leone et du Sénégal. Elle a enregistré un impact moyen des mesures gouvernementales sur la disponibilité des produits frais avec un taux de 35-60% des ménages ayant constaté que ces vivres étaient toujours disponibles sur le marché et dans les boutiques. A l'opposé en Sierra Leone et au Libéria, la situation des ménages étaient plus précaire en matière de disponibilité de produits frais car au moins 60% d'entre eux ont constaté que ces produits étaient parfois disponibles.

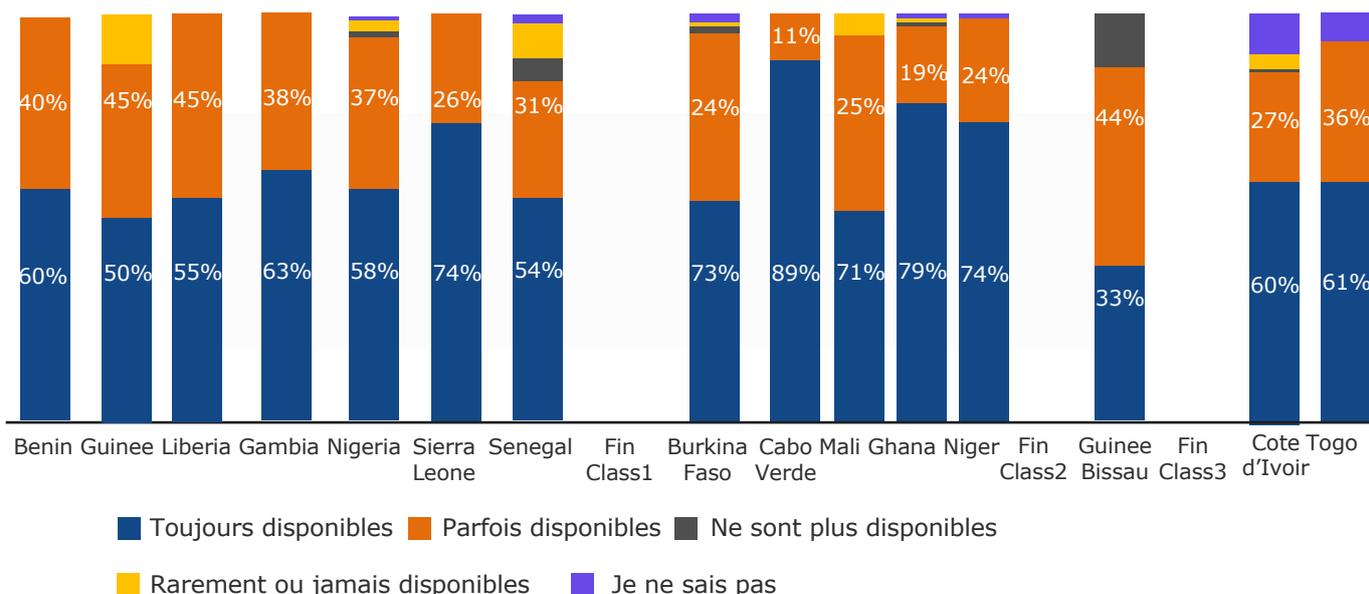
Dans la classe 4 composée du Togo et de la Côte d'Ivoire, la disponibilité des produits alimentaires frais est presque similaire pour les deux pays (53% et 56%) mais reste inférieure à celle de la classe 1. Au demeurant, les mesures gouvernementales de la classe 3 ont eu les effets les plus drastiques sur la disponibilité des produits frais pour les ménages que celles des trois autres groupes. Seulement 33% d'entre eux ont constaté la présence de produits alimentaires frais sur les marchés, tandis que 44% disent que ces produits sont parfois disponibles et 11% soutiennent qu'ils ne sont plus disponibles.

Disponibilité acceptable des produits alimentaires de base

Comme précédemment pour les produits frais, les mesures gouvernementales de la classe 2 ont été les plus efficaces en matière d'impact sur la disponibilité de produits alimentaires de base (Figure 45). En effet, entre 71-89% des ménages de ces pays ont noté que les produits alimentaires étaient toujours disponibles dans les marchés et boutiques et 11-25% qu'ils sont parfois disponibles.

Dans la classe 1 entre 54-74% des ménages ont constaté que les produits alimentaires de base sont toujours disponibles contre 14-38% qui disent que ses produits sont parfois disponibles. La classe 4 est homogène et montre que 60% et 61% respectivement des ménages de Côte d'Ivoire et du Togo avaient constaté que les produits alimentaires de base étaient disponibles sur le marché et dans les boutiques. La disponibilité des produits alimentaires de base de la classe 3 a été particulièrement la plus affectée de toutes les classes avec environ un tiers des réponses de toujours disponibles, un quart parfois disponibles.

Figure 45: Disponibilité des produits alimentaires de base

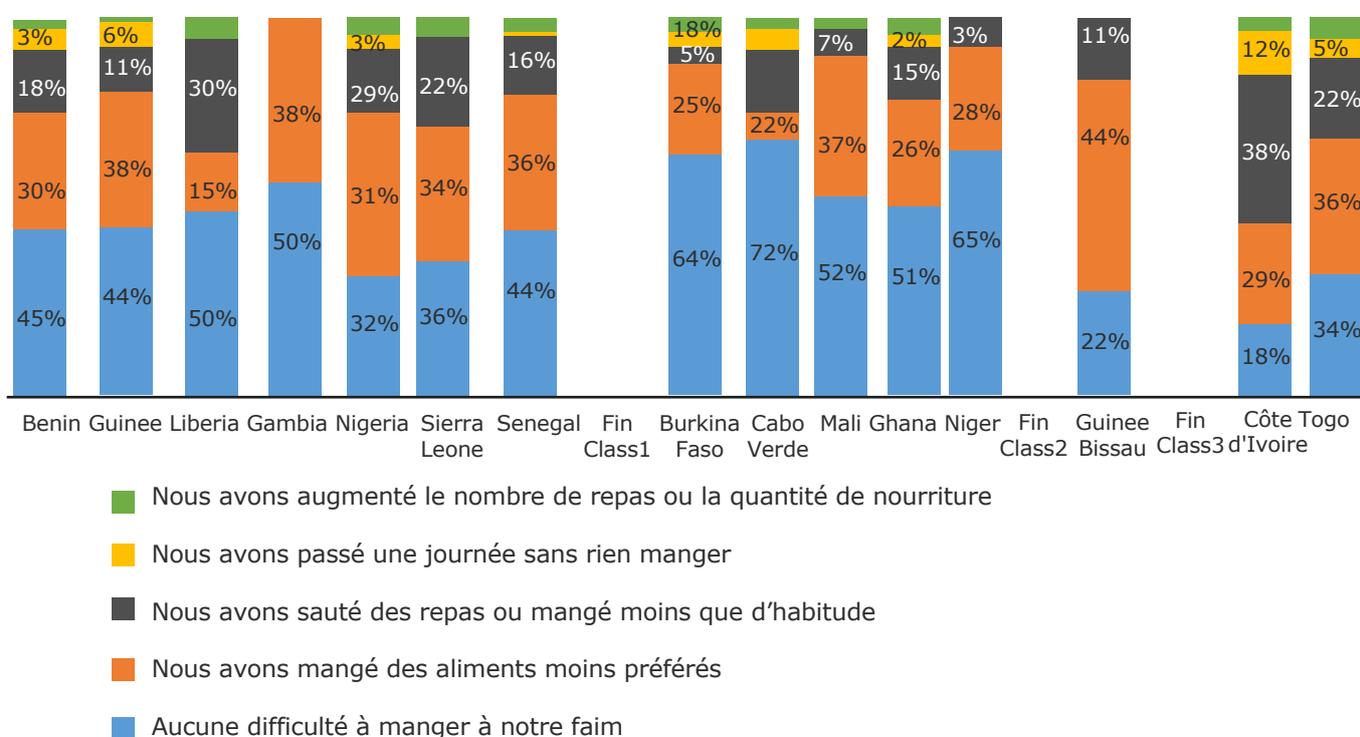


Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

L'analyse du profil des pays en matière de situation alimentaire suite aux mesures de mitigations prises par les gouvernements contre la COVID-19 présente celles de la classe2 suivi de la classe1 comme ayant eu moins d'impacts sur les ménages par rapport aux classes 4 et 3 (Figure 46). En effet, 22% des ménages de la classe 3 admettent n'avoir aucune difficulté à manger à leur faim, 44% d'entre eux ont consommé des aliments moins préférés et 11% d'entre eux ont sauté un repas.

Dans les classes 1 et 2 ce sont respectivement entre 32-50% et 51-72% des ménages qui n'avaient pas de difficultés à manger à leur faim. Entre 15-38% de la classe 1 et 22-37% de la classe 2 ont mangé souvent des aliments moins préférés. La classe 1 enregistre plus de cas où les ménages (15-38%) ont soit sauté un repas ou bien ont passé toute une journée sans avoir à manger.

Figure 46: Situation alimentaires des ménages



Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

En conclusion, les mesures gouvernementales contre la COVID-19 de la classe 2 sont les plus efficaces de toutes en matière de sécurité alimentaire et peuvent de ce fait servir de leçon pour d'autres cas similaires. Cependant, les mesures de la classe 3 sont à investiguer davantage pour déterminer les causes de son inefficacité afin de les éviter prochainement.



7. Conclusion et recommandations

Une situation macroéconomique défavorable.

L'analyse indique que les pays de la CEDEAO dépendent fortement d'un seul produit d'exportation ou dans les cas les plus favorables de trois principaux biens. De ce fait, l'économie toute entière est fortement sensible à tout choc qui affecte le marché de ces biens au regard de leur poids dominant. Une baisse, parfois importante, des prix des matières premières exportées par la CEDEAO est observée du fait de la contraction de la demande mondiale, entraînant un repli (-11.4% en mars 2020) de l'indice des prix des produits de base exportés.

Le fait de dépendre fortement de quelques produits pour les exportations ou d'un petit nombre de pays destinataires amplifie les répercussions d'une crise sur l'économie régionale. La pandémie du coronavirus qui affecte durement l'Inde, l'Union Européenne, les Etats Unis et l'Afrique du Sud, de loin les principaux clients de la CEDEAO, révèle la fragilité du secteur exportateur régional.

Les perspectives de croissance économiques de la région ne sont pas bonnes pour les deuxième et troisième trimestres 2020, et l'on s'attend à une croissance annuelle négative. En effet, selon les prévisions, la CEDEAO devrait rentrer en récession en 2020, avec une contraction de 3,6% de l'économie régionale. La contraction de l'économie régionale dans un contexte où les États membres ont augmenté les dépenses sociales pour juguler les effets des mesures restrictives devrait creuser le déficit public. Le déficit budgétaire de l'ensemble de la CEDEAO devrait ressortir à 6,4% en 2020 tandis que le ratio de la dette publique s'établirait à 41% et 42% respectivement en 2020 et 2021 contre 35% en 2019.

Une forte répercussion sur les ménages.

La fermeture des lieux de travail, des écoles, des marchés et les restrictions de mouvements internes sont les mesures qui ont le plus affecté les ménages enquêtés.

Par ailleurs, les mesures de restriction ont occasionné des difficultés d'accès aux marchés aussi bien en milieu urbain (46%) qu'en zone rurale (62%). Dans les villes, le confinement, la peur de sortir dû à la COVID-19 et la fermeture des marchés sont les principales raisons de la difficulté d'accès aux marchés. Les restrictions de mouvements internes et la désorganisation du transport affectent davantage l'accès au marché dans les zones rurales où les marchés sont plus dispersés et situés parfois à plusieurs heures de marche. Ces résultats confirment la transmission urbain/rural de l'impact du confinement des zones urbaines qui sont pour l'instant l'épicentre de la crise sanitaire.

Aussi, la désorganisation du transport affecte la disponibilité des produits alimentaires de base, d'hygiène et pharmaceutiques davantage dans les zones rurales. Dans ces zones, la chaîne d'approvisionnement est plus longue pour les produits alimentaires importés (par exemple le riz) et les capacités de stockage sont faibles aussi bien chez les ménages que chez les commerçants. Cependant, dans les zones urbaines les stocks sont plus

importants et la chaîne d'approvisionnement plus courte, d'où des ruptures moins fréquentes pour les produits alimentaires de base. En cas d'expansion de la COVID-19 dans les zones rurales, la faible disponibilité des produits alimentaires, d'hygiène et pharmaceutiques accentuerait la crise sanitaire.

L'analyse indique que l'impact le plus perceptible des mesures de restriction est la hausse des prix des produits alimentaires. L'impact sur le revenu est plus sévère pour les personnes qui dépendent de sources de revenu instables et précaires, notamment les petits commerçants, les vendeurs de rue et les travailleurs occasionnels. Les personnes qui dépendent des transferts d'argent sont également fortement affectées. La crise pourrait induire une plus grande instabilité des prix à la consommation en 2020 même si en moyenne une légère détente de la hausse des prix à la consommation est à anticiper. Cette légère détente est favorisée par la baisse de la demande et de la chute brutale des cours du pétrole, dont l'effet conjugué devrait plus que compenser la hausse du prix de certains produits particuliers provoquée par les ruptures d'approvisionnement liées à la pandémie.

Une hausse des prix similaire à 2008 aurait une forte incidence négative sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région. L'analyse indique que la crainte de manquer de nourriture est rapportée par la vaste majorité des ménages. Ceci explique aussi les « achats de panique » observés lors de l'annonce des mesures de restriction.

L'analyse indique que certaines catégories socioéconomiques sont plus affectées que d'autres. En effet, les travailleurs migrants sont particulièrement exposés aux pertes de revenus, car ils travaillent dans les secteurs les plus affectés par les mesures restrictives, notamment la restauration, l'hôtellerie, la vente au détail et en gros, le tourisme ou encore les transports et la construction.

La COVID-19, Une réalité peut être minimisée

La situation épidémiologique de la pandémie de la COVID-19 fait apparaître à la date du 3 août 2020 un niveau de cas diagnostiqués positifs à la COVID-19 de 131 680.[13] Ce niveau représente 13,6% des cas du continent, soit un niveau d'incidence relativement faible pour une zone qui abrite 30% de la population africaine. [14] La CEDEAO affiche, à la date du 6 Août 2020, des taux de létalité bas comparativement au reste de l'Afrique et au monde, avec un niveau de 1,5% contre 2,1% et 3,8% respectivement. La région enregistre, à l'instar du continent, des taux de guérison relativement favorables, évalués respectivement à 69% et 65%.

Cependant, une analyse des niveaux relatifs de test pour 1000 habitants sur des données observées, entre le 3 et le 5 août 2020, dans un groupe de pays de la CEDEAO, comparé à deux pays africains pairs (Maroc et Afrique du Sud) fait ressortir de faibles taux variant de 1,3 à 13,4 pour

[13] https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200803-covid-19-sitrep-196-cleared.pdf?sfvrsn=8a8a3ca4_4

[14] UN Population Division Database, 2020

mille. De ce fait, un alignement des capacités de test sur le niveau moyen de l'Afrique du Sud entre juin et juillet 2020 (29,6 pour mille habitants), tenant compte des taux de positivité moyens des pays considérés sur la même période, ferait ressortir pour les cinq pays considérés qui concentrent environ 82% des cas de la CEDEAO un nombre de cas potentiels estimé à 1,3 millions, soit près de douze (12) fois le nombre de cas actuels. En conséquence, la mise en œuvre de mesures de déconfinement et de quasi-retour à la vie normale généralisés devrait tenir compte à la fois de l'évolution du nombre de cas positifs recensés mais également du nombre de tests réalisés.

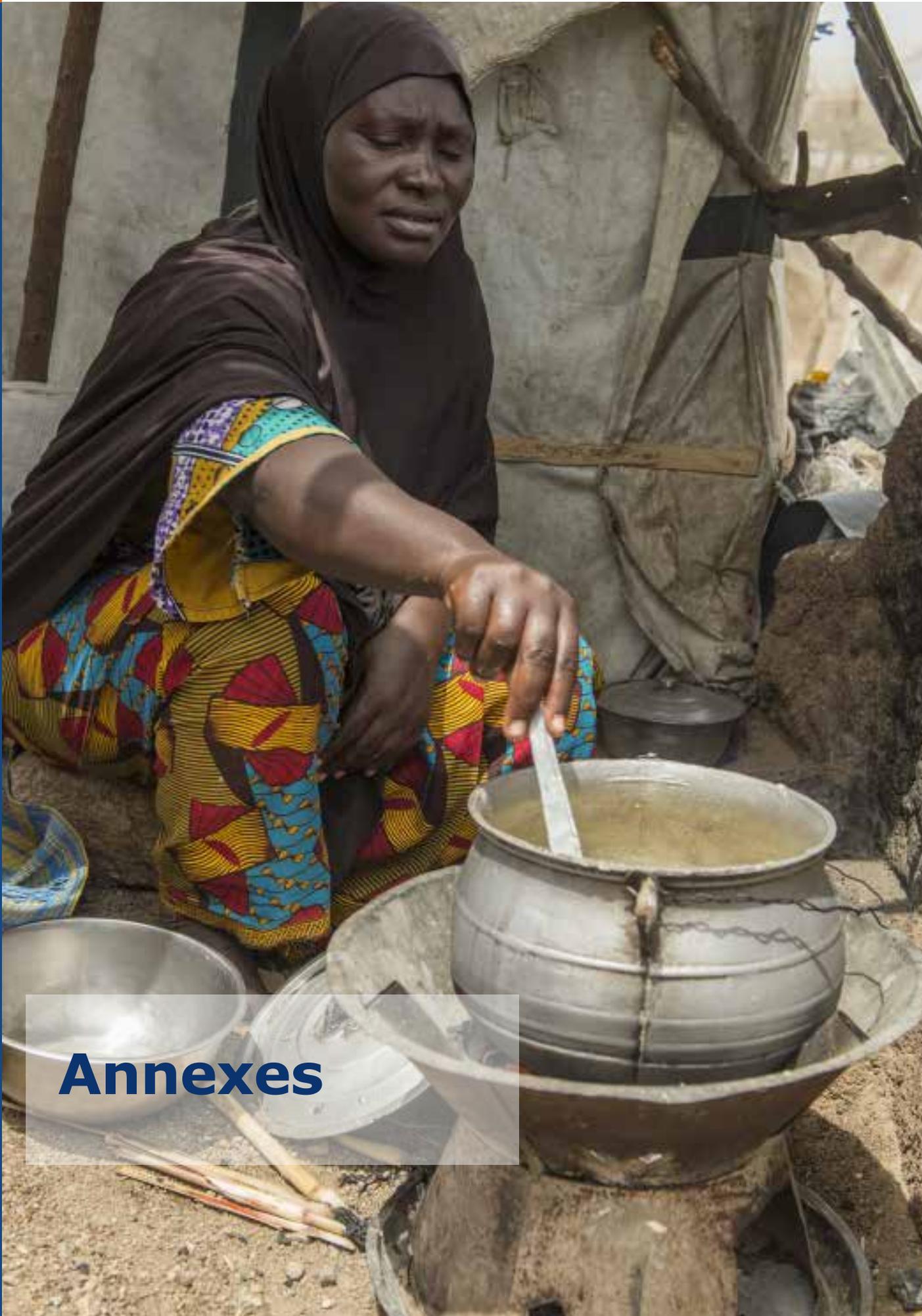
Actions de politique à mettre en œuvre.

De ce qui suit, les recommandations ci-dessous peuvent être formulées:

- a) Il est crucial de renforcer systématiquement la coordination et la concertation entre les différents États dans une optique d'harmonisation et de cohérence des politiques et des mesures mises en œuvre dans le cadre des dispositions communautaires en vigueur dans la sous-région.
- b) Les Gouvernements sont appelés à promouvoir davantage la libre circulation en allégeant les mesures restrictives (barrières tarifaires et non tarifaires) qui entravent la circulation des biens, des personnes, des capitaux et des services y compris l'assouplissement des mesures de transhumance tout en renforçant l'application des mesures et les dispositifs sanitaires.
- c) Les Gouvernements sont encouragés à soutenir les politiques et les investissements en faveur de la production et la transformation locale en lien avec les politiques et les stratégies adoptées au niveau continental, régional et sous-régional et à tirer profit de l'innovation et des technologies pour moderniser le secteur agricole, les chaînes d'approvisionnement, promouvoir les plateformes de commerce en ligne et diversifier l'économie en général.
- d) Les gouvernements et les acteurs économiques sont encouragés à investir dans l'innovation en tirant profit des nouvelles technologies de l'information pour améliorer les tentatives de télé-enseignement pour en faire un outil d'enseignement pour parer à pareille situation dans le futur.
- e) Il est important de travailler avec les États et l'ensemble des partenaires techniques et financiers afin de prioriser les produits alimentaires et des intrants agricoles dans le traitement des marchandises aux ports et assurer l'accès des producteurs agricoles aux intrants agricoles à temps en prévision de la prochaine campagne agricole.

- f) Il est important pour les États et le secteur privé d'investir, par le biais de la recherche & développement (R&D) dans les chaînes d'approvisionnement et la transformation locale de certains produits alimentaires et pharmaceutiques afin de réduire la chaîne d'approvisionnement et les risques de ruptures en cas de prolongement des mesures restrictives.
- g) Il est nécessaire de renforcer le plaidoyer, le dialogue politique et la mobilisation de ressources adéquates en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition en lien avec les interventions de moyen et long terme, notamment en matière de protection sociale, filets sociaux, réserves stratégiques, banques alimentaires, etc.
- h) Il est impératif de continuer à travailler en étroite collaboration avec les gouvernements et les partenaires pour mettre en place des corridors humanitaires, comprendre l'impact socio-économique de la COVID-19 sur les ménages vulnérables et promouvoir des chaînes d'approvisionnement optimales et inclusives pour faciliter l'accès des producteurs agricoles aux marchés tout en assurant la libre circulation des biens, des personnes et du personnel humanitaire.
- i) Il est urgent de forger/renforcer des partenariats à plusieurs niveaux pour orienter et accompagner les décideurs dans la mise en œuvre d'interventions fondées sur des données factuelles.





Annexes

Annexe 1: Approches méthodologiques : exploitation de données d'enquête

Stratégie de mise en œuvre de l'enquête

Dans un contexte marqué par des restrictions importantes de mouvement dû à la COVID-19, la collecte de données auprès des ménages par les méthodes traditionnelles d'enquête n'était pas envisageable. Il était très difficile de déployer simultanément des enquêteurs sur le terrain pour collecter des données auprès des ménages dans les 15 pays de la CEDEAO. Une telle approche prendrait énormément de temps et serait assez coûteuse alors que la priorité était de sauver des vies face à une crise sanitaire sans précédent. Pour ces raisons, les équipes techniques du PAM, de la CEDEAO, du CERFAM et de la CEA ont exploré d'autres méthodes de collecte de données. Il est apparu que les enquêtes en ligne ou enquête par internet ont été déjà explorées par l'organisation régionale des Caraïbes (CARICOM) pour évaluer l'impact de la COVID-19 et des mesures de restrictions sur les populations.

Par définition, les enquêtes en ligne sont utilisées pour sonder l'opinion des populations et comprendre leurs perceptions sur un problème donné. Ces types d'enquête permettent de couvrir une large zone géographique en peu de temps et à moindre coût. Elles ne visent pas nécessairement un échantillon représentatif, mais cherche à mobiliser un nombre élevé de participants afin de recueillir le maximum d'informations possibles sur le problème.

Outils de collecte de données

La CEDEAO a adapté la méthodologie et les outils développés dans les Caraïbes au contexte de l'Afrique de l'Ouest.

Dans le cadre de cette enquête, un questionnaire ménage a été développé dans les trois (03) langues officiellement parlées dans la région (anglais, français et portugais). Ce questionnaire est structuré autour des caractéristiques démographiques du ménage répondant, des mesures de restrictions, l'impact sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, les stratégies d'adaptation et les risques encourus en cas de prolongement des mesures de restrictions. Ce questionnaire a été développé sur la plateforme « Survey123 d'ArcGIS ». Cette plateforme est accessible gratuitement pour le Programme Alimentaire Mondial (PAM) grâce à un accord siège avec l'entreprise ESRI. Une fois le questionnaire développé, le lien généré a alors été diffusé largement dans la sous-région. Pour cette enquête, plusieurs canaux de communication ont été utilisés pour la diffusion du questionnaire.

D'abord la CEDEAO a mobilisé les instituts de statistiques des pays membres qui ont à leur tour saisi les différents panels utilisés dans leurs enquêtes de routine. De plus, à travers, les emails, les réseaux sociaux (WhatsApp, Facebook, Twitter), le questionnaire a été largement diffusé dans les 15 pays au même moment. Par ailleurs, dans certains pays, des compagnies de téléphonie mobile ont envoyé des SMS à leurs utilisateurs

pour leur participation. Enfin, des associations et coopératives régionales (AFAO, RBM, APESS, ROAC, ROPPA, RESIMAO etc.) ont mobilisé leurs membres pour répondre au questionnaire. Les efforts conjugués de tous ces partenaires ont permis une large diffusion du questionnaire dans les 15 pays de la CEDEAO.

La collecte des données s'est déroulée du 10 mai au 3 juillet et 4677 ménages ont été enregistrés.

Pondération

Durant la phase de collecte des données, des erreurs de couverture sont apparues, dues à la répartition de l'échantillon dans les zones géographiques considérées (pays, régions, etc.) et des caractéristiques des ménages ciblés. Pour les corriger, des coefficients de pondération ont été calculés en tenant compte du nombre de ménages par pays, désagrégé selon le sexe du chef de ménage et du taux de couverture de l'internet. L'application de ces coefficients a permis d'ajuster les données de sorte que la répartition de l'échantillon soit similaire à celle de la population par rapport aux paramètres considérés.

Les résultats ainsi présentés apportent une bonne appréciation sur la situation socio-économique générale des ménages de la région sur les impacts de la COVID-19.

Dans l'analyse des données, l'espace CEDEAO a été globalement considéré comme une seule strate. Cependant l'analyse des données secondaires a permis de prendre en compte les spécificités de chaque pays car les pays n'ont pas les mêmes situations sociales, économiques et alimentaires.

Limites de l'étude:

La principale limite observée est la faible participation dans les zones à faible couverture internet et dans les pays où la diffusion a été limitée. Cependant ces limites ont été corrigées par les techniques de pondération par les taux d'accès à internet et le sexe des chefs de ménage.

Annexe 2 : Tableaux de résultats

Taille des ménages		
Zone residence	Mean	N
Urbain	5.98	4413
Rural	7.97	222
Total	6.08	4634

ANOVA Table							
			Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
Taille des ménages * Zone_residence	Between Groups	(Combined)	835.681	1	835.681	55.230	.000
	Within Groups		70091.758	462	15.131		
	Total		70927.439	463			

Revenu Frequencies				
		Responses		Percent of Cases
		N	Percent	
Revenu ^a	Salarié avec revenu régulier	3140	51.9%	67.2%
	Travailleur occas/ journ/busin/comm.	2033	33.6%	43.5%
	Aide/Don/Assistance	468	7.7%	10.0%
	Agriculteur/Maraichers/Eleveurs/Pêcheurs	234	3.9%	5.0%
	Autres	172	2.9%	3.7%
Total		6047	100.0%	129.3%

Annexe 3: Méthodologie Analyse Multivariée

I) Machine Learning

Un Machine Learning est une technique de calcul permettant aux ordinateurs d'apprendre à exécuter des tâches en s'inspirant de patterns perçus sur des données. A titre d'exemple dans le E-commerce, la machine apprend à recommander des articles aux consommateurs en fonction de données de localisation géographique et d'achats passés. Selon la nature des données, il y'a deux approches de la machine Learning : supervisée et non-supervisée.

- Machine Learning supervisée est applicable aux données quantitatives. Il consiste à demander à la machine d'apprendre à prédire une variable. Concrètement, cela implique une colonne variable dépendante ou à prédire dans le jeu de données où les variables X sont les Prédicteurs et la dépendante Y est la Variable à prédire. Il s'agit d'une problématique de régression.
- La Machine Learning non-supervisé est appliquée surtout aux jeux de données qualificatives. Elle consiste à demander à la machine de construire une typologie des objets étudiés c'est-à-dire des groupes d'objets similaires. On cherche à créer des classes. Cela n'implique pas de colonne variable à prédire dans le jeu de données de départ. Les Outils courants sont entre autres le k-means, Classification Ascendante Hiérarchique, Analyse en Composantes Principales, analyse des composantes Multiples (ACM). Celle-ci sera appliquée dans la présente analyse car les données sont qualitatives.

L'analyse des correspondances multiples ou A.C.M est une méthode d'analyse des données basée sur la description des grands tableaux de variables qualitatives. Par cette méthode il est mis en évidence les liaisons linéaires et/ou non linéaires existant entre les variables.

L'analyse des correspondances multiples (ACM) des données servira de soubassement pour dégager les groupes homogènes et permettre de faire une classification des pays selon l'intensité de l'impact socioéconomique. En effet, l'on fait une classification ascendante hiérarchique (CAH) à partir d'une analyse des correspondances multiples. L'ACM permettra essentiellement la classification des pays selon l'impact de la COVID-19 sur les revenus et sur les tensions sociales.

La recherche documentaire menée a permis d'évaluer l'ensemble des variables pertinentes pour l'étude. Les variables telles que la l'accessibilité aux marchés et boutiques, la disponibilité des aliments frais, la disponibilités des aliments de base, le niveau d'impact de la COVID-19 sur le revenu, l'impact de la COVID-19 sur les prix, l'impact de la COVID-19 sur les stocks alimentaires, possibilité à mener son activité, possession d'animaux de trait, l'impact de la COVID-19 sur la source de revenu, les mesures gouvernementales de riposte à la pandémie sont considérées comme des variables nominales actives.

II) Variables de l'ACM

- a) Liste des variables nominales actives

Variables	MODALITES
Accessibilité des marchés et boutiques	Pas de difficultés Difficultés à accéder aux marchés locaux Difficultés à accéder aux supermarchés Difficultés à accéder aux boutiques
Disponibilité des aliments de base	<i>Toujours disponible</i> Jamais disponible Je ne sais pas Ne sont plus disponibles Parfois disponibles
Disponibilité des aliments frais	<i>Toujours disponible</i> Jamais disponible Je ne sais pas Ne sont plus disponibles Parfois disponibles
Impact des mesures restrictives du gouvernement sur les prix des produits alimentaires	Hausse des prix Baisse des prix Pas de changement Je ne sais pas
Est-ce que votre ménage a rencontré des difficultés à mener les activités dont vous vivez depuis que les mesures restrictives ont été mises en place par le gouvernement ?	Difficulté à mener les activités (oui) Pas de difficulté à mener les activités (non)
Les revenus de votre ménage ont-ils changés depuis que les mesures restrictives ont été mises en place par le gouvernement ?	Perte d'emploi ou diminution de salaire Augmentation des opportunités d'emploi ou des salaires Dépend d'une source de revenu secondaire Aucun changement
Prévision de l'Impact le COVID-19 sur le revenu de votre ménage ?	Aucun impact Impact faible Impact modéré Impact significatif Impact sévère
Tension	Aucune tension Premiers signes de tension Manifestations généralisées Augmentation des niveaux de violence Augmentation des taux de criminalité Augmentation des niveaux de violence domestique Discrimination contre les personnes malades Augmentation des niveaux de discrimination contre les grp min
Comment considérez-vous les stocks de nourriture de votre ménage au cours de cette période par rapport à la même période l'année dernière (indépendamment du Ramadan)?	Aucun changement Stocks de nourriture sont inférieurs à l'an dernier Stocks de nourriture sont supérieurs à l'an dernier
Mesures	<i>Fermeture des écoles</i> <i>Fermeture des lieux de travail</i> <i>Interdiction des événements publics</i> <i>Fermeture des transports publics</i> <i>Fermeture des marchés</i> <i>Restriction des mouvements internes</i> <i>Couvre feux</i> <i>Restriction des mouvements transfrontaliers (Restr mvmnt transfr)</i>

b) Liste des variables nominales illustratives : pays et zones d'habitation

Variables	MODALITES
Pays	<i>Benin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cote d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo</i>
Zone d'habitation	<i>Capital Très grande ville (1-5 m hbts) Grandes villes (500m-1m hbts) Villes moyennes (30m-500m hbts) (Villes moyennes) Villages ou zones rurales (zone rural)) Bidonvilles ou établissements informels (Bidonvilles)</i>

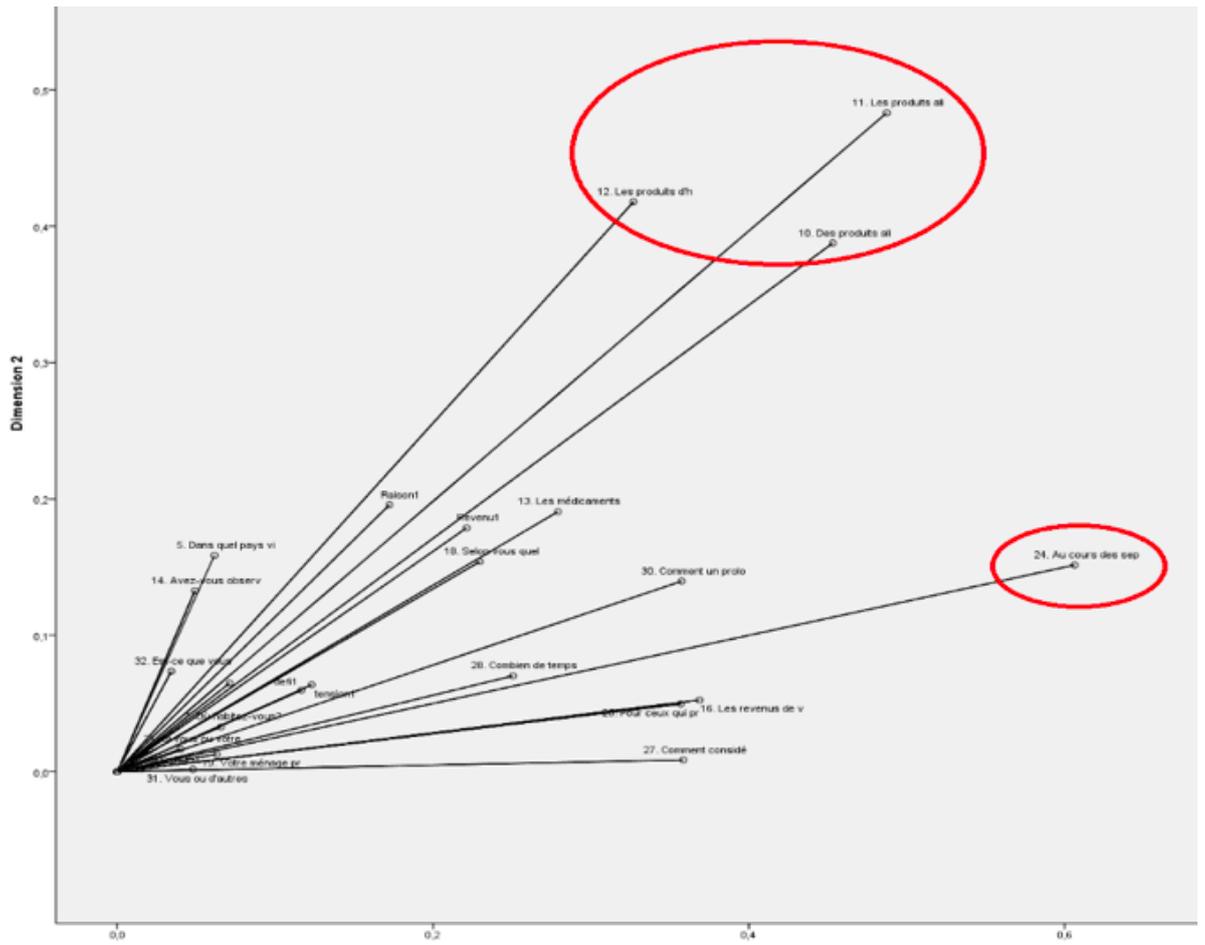
On note que l'écrasante majorité des ménages enquêtés, plus de 90%, vivent en zone urbaine. Cette situation s'explique par le type d'enquête en ligne qui est plus adapté au milieu urbain. Le milieu rural a encore une faible couverture internet. Au regard des difficultés techniques à organiser des enquêtes en milieu urbain, les enquêtes en ligne constituent une alternative prometteuse.

Les résultats de l'analyse des données révèlent que sur l'ensemble des répondants, 19% sont des chefs de ménages femmes. Les ménages dirigés par les hommes semblent être économiquement plus indépendants que ceux dirigés par des femmes. En effet, 80% de ces chefs de ménage de sexe masculin sont des travailleurs, contre 65% chez les femmes chef de ménage (tableau 1).

Tableau 1 : Statut du chef de ménage selon le sexe

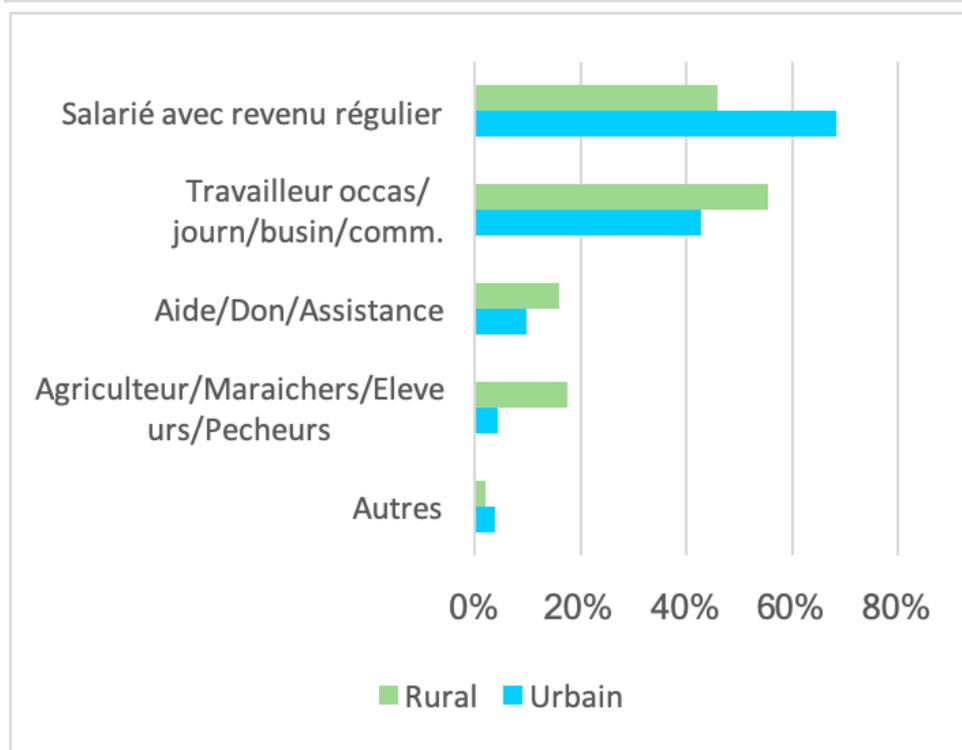
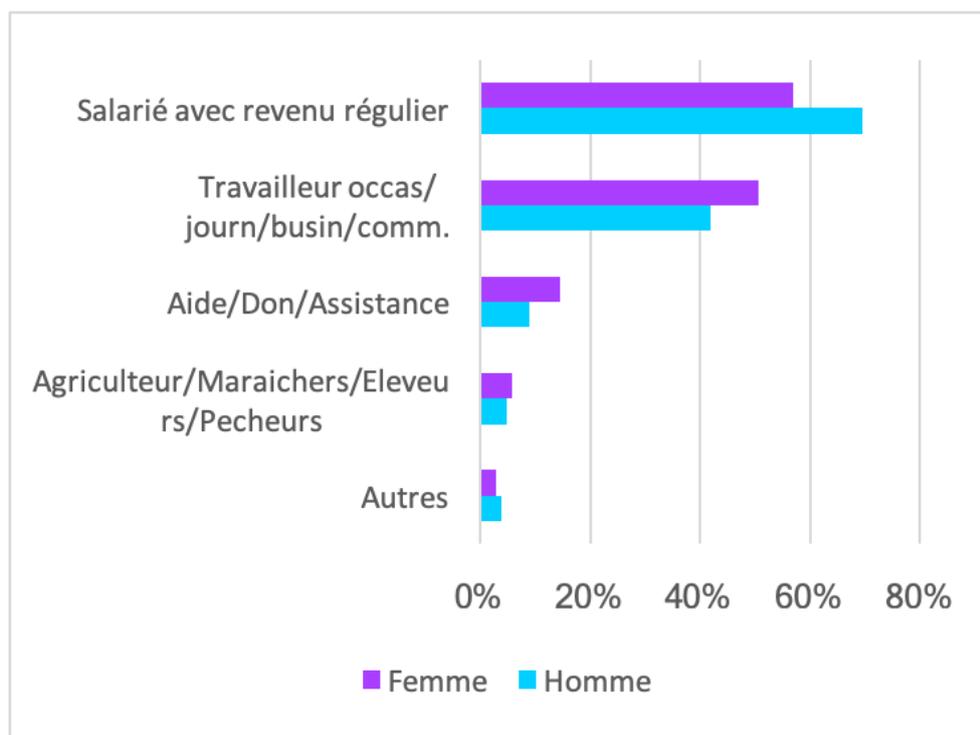
		Statut du chef de ménage		Total
		Travailleur	Non Travailleur	
	Homme	80.1%	19.9%	100%
	Femme	64.7%	35.3%	100%
Total		77.3%	22.7%	100%

Dans l'échantillon, la taille moyenne des ménages est de 6 individus. Elle est plus élevée en zone rurale qu'en zone urbaine, respectivement 8 et 6 individus (Annexe 1)



Source : Commission de la CEDEAO/analyse données d'enquête

Annexe 4: Principales sources de revenus des ménages selon le sexe du chef de ménage et le milieu de résidence



L'année dernière, plus de la moitié des ménages enquêtés avaient en leur sein des salariés avec des revenus réguliers. Cette catégorie est plus importante dans les ménages dont le chef est de sexe masculin et dans les ménages résidant en zone urbaine.

La deuxième source de revenu la plus importante est constituée par les travailleurs occasionnels ou journaliers ou les commerçants ; elle constitue l'activité principale des membres des ménages situés en zone rurale et ceux dirigés par des femmes. Ces derniers reçoivent également plus d'assistance et de dons de la part des autorités ou de la famille car ils sont considérés comme étant plus vulnérables.

Annexe 5 : Catégories socioéconomiques affectées

Mesures Restrictives	Salarié avec revenu régulier	Travailleur occas/ Journ/busin/ comm.	Aide/Don/Assistance	Agriculteur/ Maraichers/ Eleveurs/ Pecheurs	Autres
Fermeture des écoles	47.5%	44.3%	51.3%	41.9%	21.3%
Fermeture des lieux de travail	48.3%	53.6%	53.8%	42.9%	44.4%
Interdiction des événements publics	27.1%	33.4%	32.5%	32.1%	24.3%
Fermeture des transports publics	25.4%	31.5%	38.4%	36.9%	20.0%
Fermeture des marchés	28.7%	37.5%	38.3%	52.0%	32.7%
Restriction des mouvements internes	34.9%	35.0%	32.7%	36.3%	34.7%
Couvre feux	21.8%	28.6%	22.6%	29.7%	28.8%
Restriction des mouvements transfrontaliers	18.6%	13.3%	22.1%	10.7%	18.1%
Incitations fiscales	2.6%	.8%	1.5%	.5%	4.4%
Mesures monétaires	7.0%	5.8%	4.8%	6.4%	19.5%
Investissement dans le système de santé	1.9%	1.5%	4.3%	3.5%	7.2%
Investissement dans les vaccins	.1%	.1%	.0%	0.0%	0.0%
Campagne d'information publique	1.4%	1.5%	.4%	2.8%	3.6%

Annexe 6 : Quelques stratégies adoptées, mesures politiques prises et soutiens

Piliers	Quelques stratégies adoptées, mesures politiques prises et soutiens	Pays
 <p>Santé</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de fonds d'urgence pour le secteur de la santé - Etat d'urgence sanitaire ; - Mise en place de sites de test et d'isolement des cas positifs ; - Création de centres de soins intensifs des cas positifs ; - Désinfection des marchés et autres lieux publics ; - Respect des directives de distanciation sociale, l'utilisation de masques, désinfection régulière et au contrôle de la température corporelle ; - Renforcement des équipements médicaux et hospitaliers. 	Tous les 15 pays
	<ul style="list-style-type: none"> - Mesures d'atténuation estimées à 2,2 milliards de CVE (1,2 % du PIB) pour les plus vulnérables comprenant : (i) la compensation des revenus pour apporter un soutien financier aux personnes travaillant dans le secteur informel ; (ii) des mesures d'urgence d'inclusion sociale pour les personnes vulnérables sans revenus ; (iii) des revenus d'inclusion sociale, avec le soutien de la Banque mondiale ; (iv) un soutien aux institutions de microfinance pour soutenir les prêts sans intérêt aux ménages vulnérables et ; (v) des soins aux personnes âgées avec une assistance alimentaire et d'autres aides financières ; - Contribution mixte à un plan de relance budgétaire de USD 1,65 milliards (7% du PIB) pour soutenir les ménages et les entreprises vulnérables et fournir une aide alimentaire 	Cabo verde Bénin Sénégal
 <p>Confinement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Confinement local ou national, y compris la réduction de la mobilité et l'interdiction de rassemblements sociaux ; - Fermeture des frontières et des écoles ; 	Tous les 15 pays
 <p>Résilience économique et sociale et relance</p> <p>&</p>  <p>Soutien aux populations vulnérables</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le coût de ce plan pour 2020 a été fixé à 150 milliards de FCFA (1,7% du PIB), 40 milliards de FCFA pour soutenir les entreprises en difficulté par des exonérations fiscales ciblées et temporaires et un assouplissement de certaines règles de paiement. - Mise à disposition de paquet budgétaire de USD 17 millions (0,1% du PIB) pour les groupes vulnérables et pour la relance économique ; - Budget révisé 2020 pour faire face aux impacts socio-économiques du COVID-19. Plusieurs mesures : baisse TVA et autres taux d'imposition, paiements différés à l'Etat et suspension des redevances gouvernementales facturées aux opérateurs du secteur informel pour la location, prise en charge des factures d'eau et d'électricité, y compris par annulation, des groupes sociaux les plus vulnérables ; garantie des stocks adéquats de produits de consommation et renforcer la surveillance des prix et adoption d'un plan de réponse - Adoption budget révisé, mesures de soutien au secteur privé, y compris des garanties de prêts et des facilités d'obligations fiscales, comme suit: des garanties de prêts jusqu'à 50% pour les grandes entreprises de tous les secteurs (1 milliard CVE, environ 9 millions d'euros); jusqu'à 80 pour cent pour les entreprises des secteurs du tourisme et des transports (1 milliard CVE); jusqu'à 100% pour les petites et moyennes entreprises de tous les 	Benin Burkina Faso Cabo Verde

	<p>secteurs (300 millions de CVE, 2,7 millions d'euros) et pour les micro-entreprises de tous les secteurs (700 millions de CVE, environ 6,7 millions d'euros). D'autres mesures d'allègement fiscal et financement d'un plan d'urgence avec 76 millions CVE à la réaffectation des crédits budgétaires, pour couvrir les dépenses supplémentaires de personnel, de formation et de matériel médical.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les plus vulnérable, des mesures de soutien estimées à 2,2 milliards de CVE (1.2 percent of GDP). (CVE : monnaie escudos Cabo Verde) - Plan d'intervention sanitaire d'urgence de 96 milliards de FCFA (soit 0,3% du PIB). - Création de 4 Fonds spéciaux à dépenser sur 2 ans, dont le Fonds national de solidarité de 170 milliards de FCFA (0,5% du PIB), le Fonds d'appui au secteur informel de 100 milliards de FCFA (0,3% du PIB), le Fonds de soutien aux petites et moyennes entreprises de 150 milliards de FCFA (0,4% du PIB) et le Fonds de soutien aux grandes entreprises de 100 milliards de FCFA (0,3% du PIB). Un soutien financier au secteur agricole de 300 milliards de FCFA (0,8% du PIB). - Plan d'action COVID-19 de 9 millions de dollars EU (0,5% du PIB). Le gouvernement a réaffecté 500 millions de dalasi (0,6% du PIB) du budget actuel au ministère de la Santé et à d'autres entités publiques compétentes. Fonds de secours aux étudiants pour soutenir les étudiants gambiens à l'étranger et un programme de distribution alimentaire de 800 millions de GMD (15,8 millions de dollars) à l'échelle nationale au profit de 84 pour cent des ménages. En outre, 2000 tonnes d'engrais distribuées pour répondre aux besoins des agriculteurs, une aide alimentaire de 546 millions de GMD à divers secteurs, y compris les conseils municipaux, les entités publiques, le secteur du tourisme, les médias - Fonds de 11,2 milliards de GHc pour faire face à la pandémie et à ses conséquences sociales et économiques en 2020. Environ 600 millions de GHc seront pour soutenir la préparation et la riposte, et environ 10,6 milliards de GHc dans le cadre de son programme de lutte contre le COVID-19 - Réduction des dépenses en biens et services, transferts et investissements en capital pour un total d'au moins 1,1 milliard de GHc (0,3% du PIB), appui au secteur financier pour environ 1,2 milliard de GHc (0,3% du PIB). - Tirage de 218 millions de dollars EU du fonds de stabilisation et emprunt jusqu'à 10 milliards GHc à la Banque du Ghana. - Mise en Mise en œuvre du plan national d'urgence est estimé à 47 millions de dollars EU (0,3 pour cent du PIB). Adoption d'un plan de réponse global évalué à 328 millions USD (2,3% du PIB) incluant des exonérations, de cotisations sociales et de paiement des services publics ainsi que soutien pour les entreprises, la mise en œuvre de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre, la fourniture de transferts monétaires, une dérogation sur le paiement des services publics pour les plus vulnérables 	<p>Côte d'Ivoire</p> <p>Gambie</p> <p>Ghana</p>
--	---	---

	<ul style="list-style-type: none"> - Assistance aux ménages de 525 millions de FCFA (0,9 million de dollars EU ou 0,06 pour cent du PIB) : 20 000 sacs de riz et 10 000 sacs de sucre - - - - Facilitations des Importations, révision du Budget - Finalisation en cours d'un plan de réponse global - Approbation de 25 millions de dollars EU - pour une distribution alimentaire pour les plus vulnérables, - Réduction du taux d'intervention de la Banque Centrale pour soutenir le financement de l'économie 	Guinée
	<ul style="list-style-type: none"> - Mesures sociales pour soutenir les ménages les plus vulnérables : une distribution massive de céréales et de nourriture pour le bétail aux ménages les plus pauvres, la fourniture d'électricité et d'eau gratuitement aux consommateurs les plus pauvres pour les mois d'avril et mai 2020, - Allègement fiscal (exonération de la TVA de 3 mois sur les tarifs de l'électricité et de l'eau, et une exonération de 3 mois des droits de douane à l'importation d'aliments de base (riz et lait). - Mesures d'allègement des contraintes de liquidité des entreprises en difficulté, notamment un fonds de garantie de soutien aux PME, l'octroi d'un report d'impôt et un allègement en particulier dans le secteur de l'hôtellerie. 	Guinée Bissau
	<ul style="list-style-type: none"> - Plan de réponse évalué à 18,4 pour cent du PIB, incluant des mesures de distribution de nourriture, deux mois de services publics gratuits (eau, électricité) pour les ménages vulnérables, allègement fiscal temporaire pour les secteurs durement touchés - Garantie de prêt au secteur privé 	Liberia
	<ul style="list-style-type: none"> - Approbation d'un budget supplémentaire évalué à 1,3% du PIB réaffecté à des dépenses supplémentaires pour la riposte 	Mali
	<ul style="list-style-type: none"> - Mesures de soutien aux prix, incluant les carburants, - Augmentation des bénéficiaires du registre social de 1 million à 3,6 millions de foyers - Adoption d'un budget national révisé 2020, incluant un fonds d'intervention COVID-19 de 500 milliards de nairas (0,3% du PIB) pour des programmes de travaux publics pour soutenir les revenus des personnes vulnérables, de transfert conditionnel d'espèces, une allocation de 150 milliards de naira pour répondre aux besoins de dépenses des États et des collectivités locales, plan de relance de 2,3 milliard de nairas pour financer des projets à forte intensité de main-d'œuvre, notamment dans les secteurs de l'agriculture, des routes et du logement, - Recours à des facilités de crédit soutenues par la Banque Centrale, au Fond de souveraineté et autres fonds d'épargne pour financer les interventions du gouvernement 	Niger

	<p>stabilisation de l'économie et du système financier pour soutenir le secteur privé et l'emploi, et la sécurisation des approvisionnements et la distribution des principaux produits alimentaires, médicaments et produits énergétiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protection sociale : Un million de ménages reçoivent une aide alimentaire (69 milliards FCFA) et les paiements des services publics (pour l'eau et l'électricité) pour les clients les plus pauvres ont été suspendus pour une période de 2 mois (18, 5 milliards FCFA). - Soutien direct aux entreprises d'environ 100 milliards de FCFA et un accès à des financements supplémentaires via un fonds de garantie de crédit d'un montant total de 200 milliards de FCFA - Allègement fiscal pour les entreprises et incitations fiscales pour les entreprises qui maintiennent les emplois - Programme de réponse économique à action rapide (QAERP) incluant mesures d'approvisionnement stable en produits de base et en denrées alimentaires essentiels ; soutien aux petites et moyennes entreprises ; et le renforcement de la protection sociale et des travaux publics pour les plus vulnérables. - Transferts monétaires pour les travailleurs informels (Programme NOVISSI) a été lancé en avril (au moins 30 pour cent du salaire minimum, avec des paiements allant de 10 500 FCFA (18 \$) à 20 000 FCFA (34 \$). Sur la base des données du programme, 65 pour cent des bénéficiaires sont des femmes. Au total, 1,4 million de personnes se sont inscrites et près de 600 000 ont reçu jusqu'à présent un paiement NOVISSI pour un coût total de 11,4 milliards de FCFA (19 millions de dollars ; 0,3% du PIB). - Subvention à l'eau et de l'électricité pour les groupes à tarifs sociaux pendant trois mois. Le coût total est estimé à 6,6 milliards de FCFA (12 millions de dollars ; 0,2 pour cent du PIB). - Relance économique : Allègement taux de TVA de 18 à 10 pour cent pour les entreprises des secteurs de l'hôtellerie et de la restauration et allègement paiement fiscaux pour les entreprises, bons pour l'achat d'intrants des agriculteurs dont le coût total est estimé à 5,5 milliards de FCFA (10 millions de dollars ; 0,2 pour cent du PIB). - 400 milliards de FCFA (680 millions de dollars ; 11,8 pour cent du PIB) estimés pour les dépenses COVID 19. Mise en place d'un fonds national de solidarité, comprenant des contributions du budget de l'Etat, des partenaires au développement et des dons volontaires du secteur privé et de la diaspora togolaise. 	<p>Nigéria</p> <p>Sénégal</p> <p>Sierra Leone</p>
--	---	---

		Togo
 <p>Coopération régionale et Internationale</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Plan de réponse humanitaire des Nations Unies au COVID-19 pour des pays de la CEDEAO – Montant des fonds mobilisés : 149 millions USD (https://data.uninfo.org/Home/FundingTracker) UN Humanitarian response plan – Funding - Plan pays de réponses des Nations Unies finalisés / Drafts - Allocation de 3,3 milliards de dollars US en subventions par la Banque mondiale, de 10 milliards de dollars US en prêts et de 295 millions de dollars US en subventions au Pays à faible revenu (Bénin, Burkina Faso, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Sierra Leone, Togo) - Allègement du service de la dette (pour une durée de 6 mois) au FMI - Aide financière du FMI de USD 21,3 millions au titre de l'allègement du service de la dette de la facilité de crédit rapide - Le FMI a décaissé 143 millions de dollars d'aide d'urgence et appui budgétaire de la Banque mondiale de 101,6 millions de dollars - Contribution des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour USD 218 793 millions au plan de réponse de USD 988 millions 	<p>Burkina Faso Mali, Niger Nigeria, Sierra Leone: Togo</p> <p>Senegal, Mali, Togo, Benin, Nigeria, Côte d'Ivoire, Niger, Ghana, Burkina Faso, Guinée Bissau, Cabo Verde, Guinée</p> <p>10 pays de la CEDEAO</p> <p>Bénin, Burkina Faso, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Sierra Leone, Togo</p> <p>Gambie</p> <p>Sierra Leone</p> <p>Niger</p>



Source : Compilation auteur, à partir sources nationales,
<https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>, (https://data.uninfo.org/Home/_FundingTracker)